



PE et VC en Afrique Réponse au Covid-19

En collaboration avec

 African Private Equity and
Venture Capital Association

Partenaire de la version française

 HEC
PARIS

PARTIE

PE et VC en Afrique

- 6 Historique
- 7 Pipeline des opérations de PE
- 8 Paysages en mutation
- 9 Activité par région
- 12 Investir dans le PE africain
- 14 Pipeline des opérations de VC
- 16 Interview: Dara Owoyemi, Directrice Générale par Intérim, Association Africaine de Capital-investissement et de Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA)

PARTIE

2

Tendances en Afrique

- 18 L'agriculture en Afrique : Vue d'ensemble
- 19 Impact de la pandémie sur l'agriculture
- 20 Financement de l'agriculture
- 21 Opportunités et défis pour les investisseurs en PE
- 22 Les TIC et la digitalisation en Afrique
- 24 Impact du Covid-19 sur la transformation numérique
- 26 Défis et opportunités dans le domaine des TIC
- 28 Les énergies renouvelables en Afrique : Vue d'ensemble
- 30 Énergies renouvelables : Impact de la pandémie
- 32 Énergies renouvelables : Opportunités et défis
- 34 Santé en Afrique : Vue d'ensemble
- 35 Santé en Afrique : Opportunités et défis

PARTIE

3

Impact de Covid-19

- 38 Tendances mondiales et impact sur le PE et le VC
- 39 Le contexte africain : Résilience et opportunité
- 42 Défis structurels et nouvelles menaces
- 43 Opportunités de sortie : Un tableau mitigé
- 45 L'Afrique reste une destination attrayante
- 48 Stratégies et adaptation



Tokunboh Ishmael,
Présidente, AVCA

Au cours de cette dernière décennie, plusieurs économies africaines sont apparues dans le palmarès de la croissance mondiale la plus rapide. D'ici 2030, le continent comptera près de 1,7 milliard d'habitants, et, selon le Brookings Institute, dépensera 6.7 milliards de dollars. Ce potentiel économique fait de l'Afrique une option attractive pour les investisseurs cherchant des sociétés à forte croissance et ayant un impact positif sur le long terme. Ainsi, le capital-investissement (private equity, PE) et le capital-risque (venture capital, VC) se sont imposés comme une classe d'actifs cruciale pour diriger les investissements vers ces sociétés, tout en stimulant la croissance et renforçant les compétences des écosystèmes locaux à travers le continent.

Les entreprises africaines soutenues par le PE et le VC ont démontré leur capacité à fournir des solutions catalytiques aux défis de développement les plus urgents du monde. Elles figurent au plan mondial parmi les entreprises les plus innovantes et pionnières et attirent de plus en plus d'investissements internationaux et locaux, ce qui favorise leur croissance.

En raison de la pandémie de Covid-19, l'année 2020 a été définie par des changements socio-économiques d'une ampleur sismique qui ont poussé les entreprises à agir de manière décisive pour structurer la sortie de crise. Malgré ces difficultés, beaucoup de sociétés soutenues par des fonds d'investissement, notamment celles qui opèrent dans les secteurs de première nécessité, sont susceptibles de ressortir de cette pandémie plus résilientes et productives. Cela s'explique par le fait que ces sociétés fournissent des solutions aux besoins fondamentaux des consommateurs Africains, et opèrent selon des modèles conçus pour survivre aux crises, tout en résolvant des problèmes structurels.

En cette période d'incertitude mondiale et de questionnements sur les sujets de santé publiques et de sécurité, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires de fonds ont apporté leur soutien et des liquidités supplémentaires aux entreprises de leur portefeuille afin de permettre la poursuite des opérations, ce qui a permis de protéger les emplois. Pour certains, il s'agit d'une période de difficultés. Pour d'autres, c'est une période de vastes opportunités, mais pour tous, c'est une période de changement et de transformation. Dans ce rapport, et en partenariat avec HEC Paris Executive Education, Oxford Business Group, en collaboration avec l'Association Africaine du Capital-investissement et Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA), met en lumière les opportunités d'investissement qui sont apparues dans des secteurs essentiels, et la manière dont le secteur du PE et du VC africain a relevé le défi du soutien aux économies et entreprises pendant la pandémie.

Tribune du partenaire de la version française



Etienne Krieger,
Professeur Affilié,
HEC Paris



Alexis John-Ahyee,
Directeur Exécutif,
HEC Afrique de l'Ouest

Continent à population jeune, l'Afrique dispose d'atouts considérables pour innover dans de nombreux secteurs. A titre d'exemple, les paiements mobiles ont été déterminants dans l'évolution de l'inclusion financière d'une population subsaharienne qui demeure néanmoins très dépendante du cash. Dans cette région à forte croissance, la communauté entrepreneuriale innove de manière endogène mais également en adaptant des business models qui ont déjà fait leur preuve par ailleurs. Tout cela est accompagné par des fonds d'investissement qui sont disposés à prendre des risques, que ce soit un risque *early stage*, ou un risque d'exécution et de scalabilité. Nous pouvons observer cette tendance de fond en matière d'investissement en PE en Afrique, ciblant souvent la base de la pyramide de Maslow : l'alimentation et la santé. C'est précisément dans ce dernier segment que nous trouvons des opportunités considérables pour le PE. Dans le secteur de la santé, nous constatons un réel dynamisme entrepreneurial en matière de digitalisation et de télé-médecine, dans les domaines des biotechs et medtechs. La pandémie a en effet accéléré la prise en charge technologique des parcours de santé. Aujourd'hui, plus que jamais, les gouvernements africains sont conscients qu'il leur faut renforcer les plateaux techniques locaux. Dans une région où moins de 5 % de la population est assurée, il y reste donc un marché de 95 % à couvrir, ce qui fait beaucoup de sens pour les investissements en PE. Il importe notamment de trouver les bons mécanismes de micro-assurance et de digitaliser les parcours d'assurance-maladie. La tendance à la miniaturisation des assurances santé s'intègre dans cette dynamique de santé-tech. Des financements et des accompagnements idoines peuvent constituer un véritable vecteur d'accroissement de la qualité et de l'accès aux soins. Pour cela, il faut non seulement développer les investissements dans la santé en elle-même, mais aussi dans les infrastructures qui rendent possibles les transactions digitales et mobiles. Il faut également considérer le coût de la dette, qui peut être énorme en Afrique ce qui fait que l'equity n'est paradoxalement pas toujours beaucoup plus coûteux. En Afrique, les enjeux sont parfois différents et, surtout, l'équation économique est très spécifique, avec des coûts de main d'œuvre assez réduits et, in fine, des business models qui doivent être adaptés à la situation locale. De tels projets entrepreneuriaux doivent par conséquent être orchestrés et exécutés par des insiders qui seront à même de servir des marchés adressables de plusieurs dizaines de millions de consommateurs. Cette vague entrepreneuriale en Afrique se nourrit sans doute davantage qu'ailleurs par un souci croissant d'impact sociétal et environnemental qui peut devenir un exemple pour le reste du monde. Mais ceci demandera également des investissements significatifs et à long-terme. Ce n'est donc que le début de l'aventure entrepreneuriale.

PARTIE

PE et VC en Afrique

- 6 Historique
- 7 Pipeline des opérations de PE
- 8 Paysages en mutation
- 9 Activité par région
- 12 Investir dans le PE africain
- 14 Pipeline des opérations de VC
- 16 Interview: Dara Owoyemi, Directrice Générale par Intérim, Association Africaine de Capital-investissement et de Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA)

PARTIE

Tendances en Afrique

- 18 L'agriculture en Afrique : Vue d'ensemble
- 19 Impact de la pandémie sur l'agriculture
- 20 Financement de l'agriculture
- 21 Opportunités et défis pour les investisseurs en PE
- 22 Les TIC et la digitalisation en Afrique
- 24 Impact du Covid-19 sur la transformation numérique
- 26 Défis et opportunités dans le domaine des TIC
- 28 Les énergies renouvelables en Afrique : Vue d'ensemble
- 30 Énergies renouvelables : Impact de la pandémie
- 32 Énergies renouvelables : Opportunités et défis
- 34 Santé en Afrique : Vue d'ensemble
- 35 Santé en Afrique : Opportunités et défis

PARTIE

Impact de Covid-19

- 38 Tendances mondiales et impact sur le PE et le VC
- 39 Le contexte africain : Résilience et opportunité
- 42 Défis structurels et nouvelles menaces
- 43 Opportunités de sortie : Un tableau mitigé
- 45 L'Afrique reste une destination attrayante
- 48 Stratégies et adaptation

Historique

L'industrie africaine du capital-investissement (private equity, PE) a été lancée par des institutions financières de développement (IFD) dont le mandat était d'investir dans des entreprises du secteur privé dans les pays en développement. Le but poursuivi était de stimuler la croissance, de créer des emplois et de promouvoir des écosystèmes favorables aux entreprises. Alors que les IFD accordaient principalement des prêts pour des projets gouvernementaux, dans les années 1990, elles ont commencé à accorder des capitaux à des entreprises privées non cotées afin de leur permettre d'accéder à des financements et de se développer. Peu après, les premières sociétés de PE consacrées à l'Afrique ont vu le jour. En 1997, il a été levé un milliard de dollars par 12 fonds de PE investissant principalement en Afrique du Sud, mais aussi sur des marchés tels que le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, Maurice, la Zambie et le Zimbabwe. Les années 2000 ont suscité un intérêt accru des investisseurs pour le continent en raison d'un boom des matières premières et d'une expansion économique record dans certaines de ses économies. Le contexte d'alors était aussi celui de promesses de rendements futurs d'une classe moyenne en pleine expansion. A titre de comparaison, mi-2020, on compte plus de 150 gestionnaires de fonds actifs qui appliquent des stratégies diverses à travers les

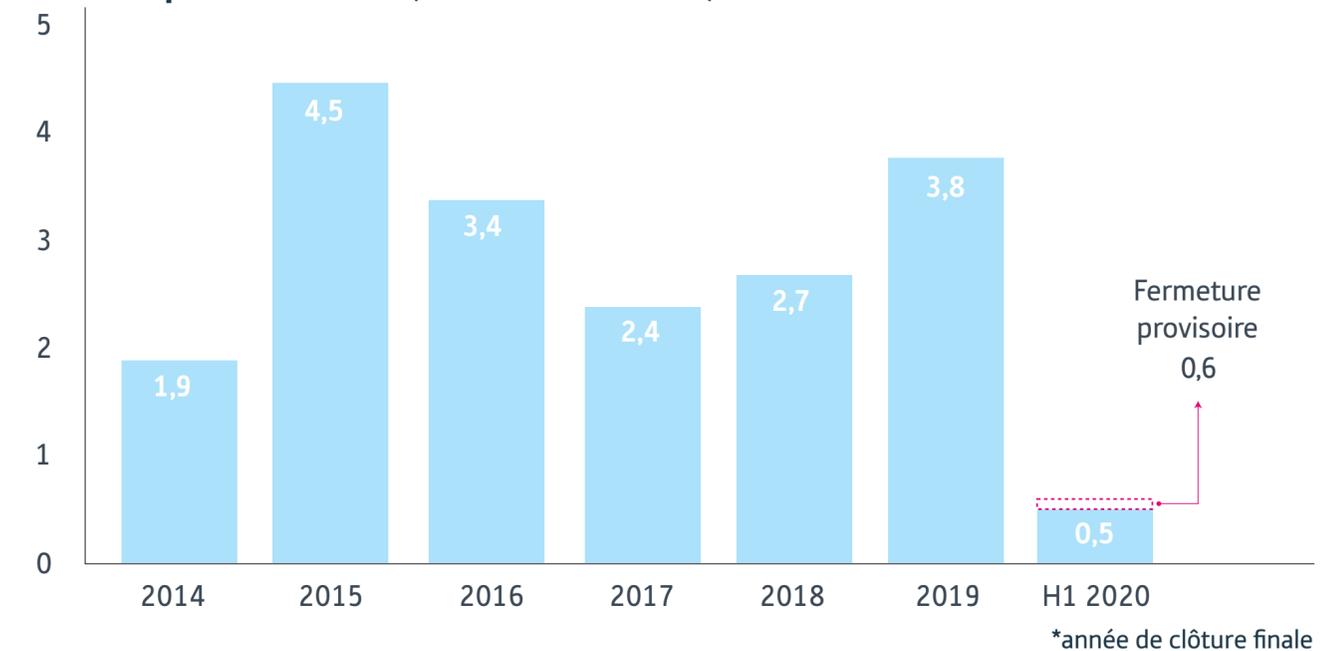
secteurs, les zones géographiques et la taille des tickets. Les IFD continuent de jouer un rôle clé en sensibilisant quant à l'importance du développement du secteur privé et des cadres de facilitation des investissements. Parmi les principales IFD figurent la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Africaine de Développement, le groupe britannique CDC, la société française Proparco, la banque de développement néerlandaise FMO et la Société financière internationale (International Finance Corporation, IFC) de la Banque mondiale, entre autres. Elles figurent parmi les plus gros investisseurs de fonds de PE dédiés à l'Afrique. Entre 2014 et 2019, le continent a levé 18,7 milliards de dollars en PE, avec un pic de 4,5 milliards de dollars en 2015, grâce aux premières contributions de plusieurs investisseurs institutionnels américains et européens, tels que des assureurs, des fonds de pension et de dotations. Les années suivantes se caractérisent par la chute des prix des matières premières et la volatilité des devises, qui assombrissent les perspectives dans certaines des plus grandes économies africaines. En conséquence, la levée de fonds de PE a chuté à 2,4 milliards de dollars en 2017 et à 2,7 milliards de dollars en 2018. Toutefois, ce chiffre a augmenté à 3,8 milliards de dollars en 2019 grâce au redressement des prix du pétrole et à l'augmentation des exportations agricoles.



19,2 milliards de dollars de levées de fonds de capital-investissement en Afrique ont eu lieu entre 2014 et le premier semestre 2020

139 millions de dollars, c'est la taille médiane des fonds clôturés en Afrique en 2014-19

Valeur totale des levées de fonds de capital-investissement en Afrique*, 2014-20 (milliards de dollars)



Pipeline des opérations de PE

Le secteur africain du PE s'est de plus en plus complexifié et diversifié, l'arrivée d'investisseurs institutionnels mondiaux ces dernières années ouvrant la voie à l'entrée sur le marché de certaines des plus grandes entreprises du monde.

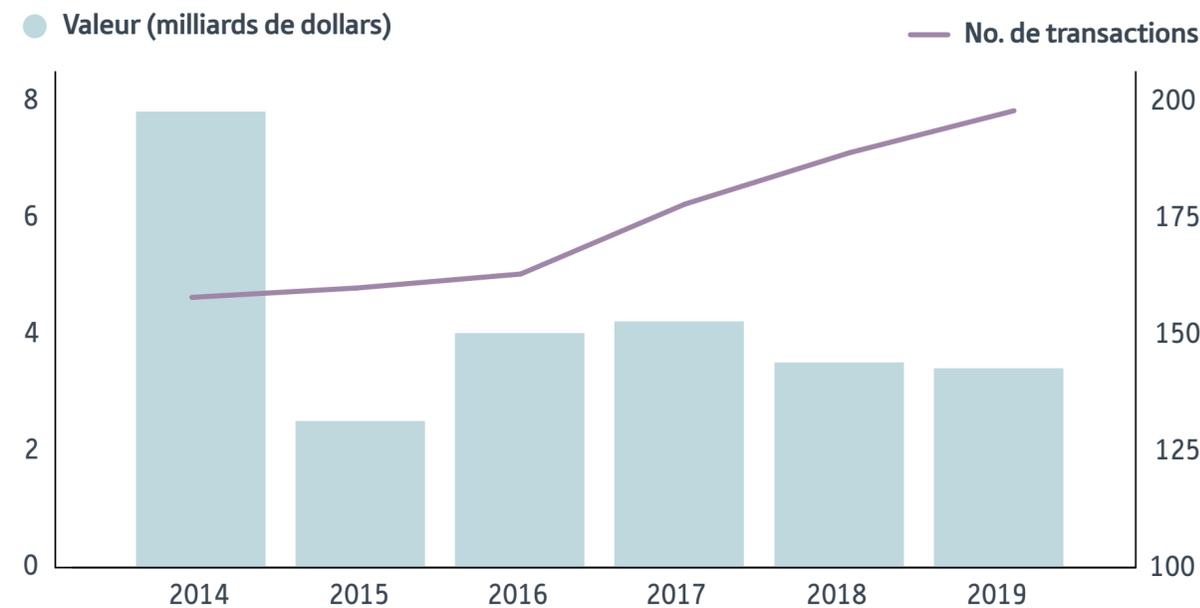
Entre 2014 et 2019, la valeur totale des 1053 opérations de PE enregistrées en Afrique a atteint 25,4 milliards de dollars. Alors que le volume des transactions a maintenu une tendance à la hausse, leur valeur a progressivement diminué, ce

qui suggère un intérêt croissant des investisseurs, mais des transactions de plus petite taille. De plus, au delà des industries de grande consommation, les gestionnaires de fonds de PE ont diversifié leurs stratégies pour investir dans une variété de secteurs tels que les TIC, les énergies renouvelables, les infrastructures et l'immobilier.

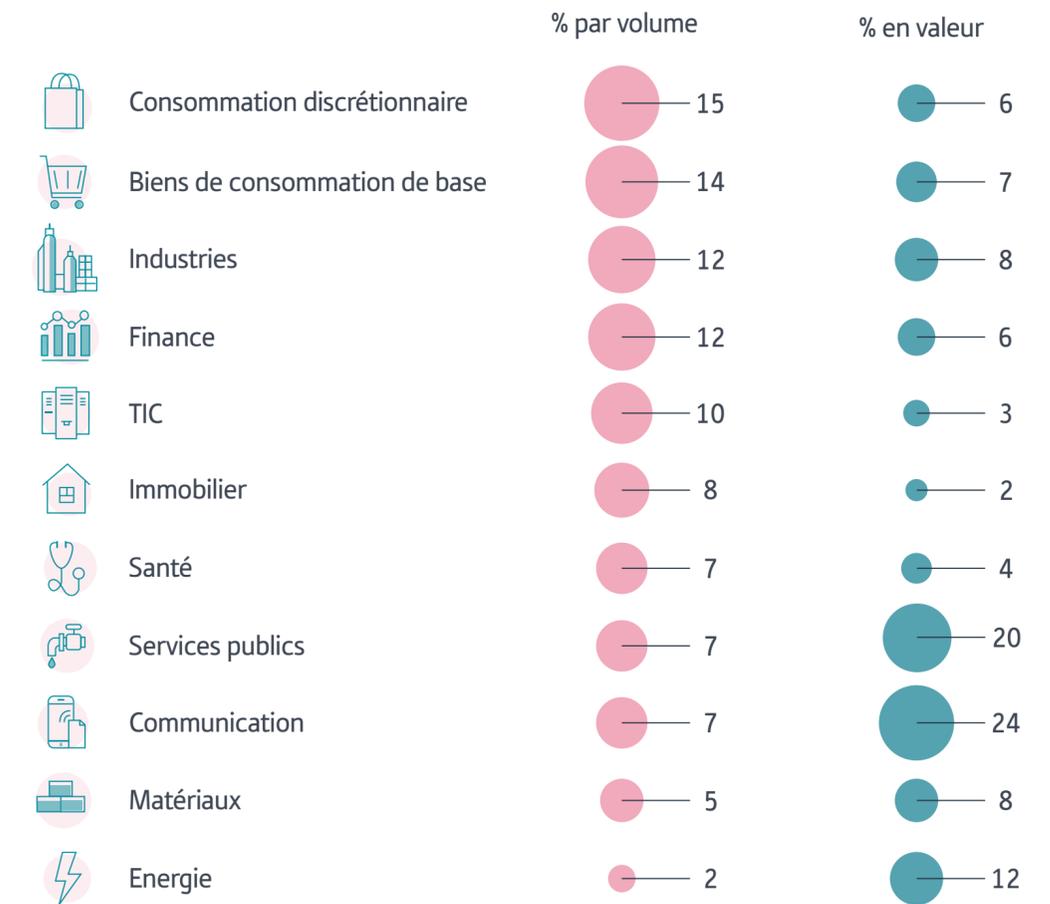
Le nombre croissant de consommateurs du continent a joué un rôle crucial dans ce changement, de même que les efforts déployés par les gouvernements pour obtenir de la croissance au-delà des revenus des matières premières.

Cette approche a encouragé une plus grande participation du secteur privé et a favorisé l'expansion d'un large éventail d'industries.

Evolution des transactions de PE en Afrique, 2014-19



Répartition des opérations de capital-investissement en Afrique par secteur, 2014-19



Paysages en mutation

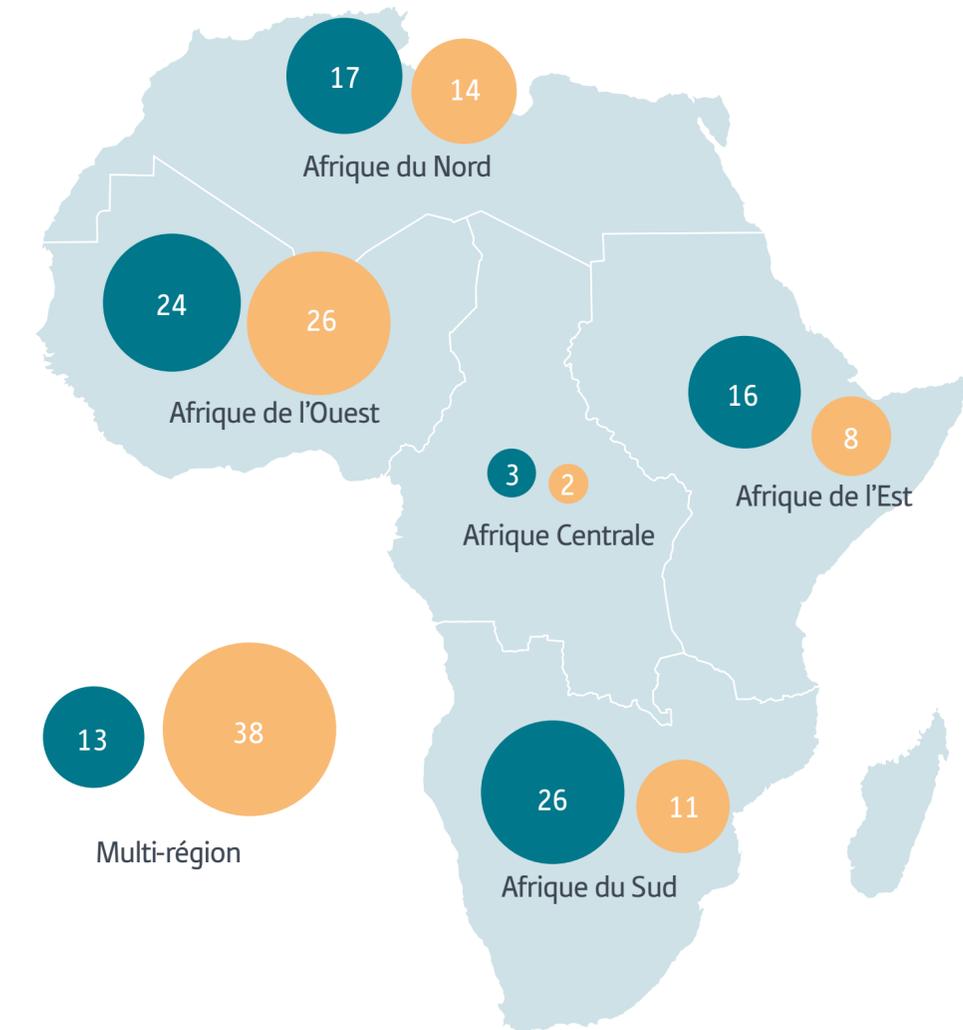


Il y a eu une évolution en termes de destinations de PE. Alors que la plupart des premières activités ont eu lieu en Afrique Australe, l'Afrique de l'Ouest est devenue une destination attrayante pour les investissements. L'Afrique Australe a attiré la plus grande part des transactions en volume entre 2014 et 2019, avec 26 %, tandis que les transactions multirégionales représentaient la plus grande part en valeur, avec 38 %. L'Afrique Centrale a représenté la plus faible part en volume (3 %) et en valeur (2 %).

Selon « L'enquête sur l'industrie du capital-investissement en Afrique » publiée en mars 2020 par l'Association Africaine de Capital-investissement et de Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA), 88 % des *limited partners* (LP) ayant participé à l'enquête ont désigné l'Afrique de l'Ouest comme la région la plus attrayante pour les investissements au cours des trois prochaines années. Dans le même temps, 89 % des *general partners* (GP) ont identifié l'Afrique de l'Est, et le Kenya en particulier, comme ayant le plus grand potentiel d'investissement sur la même période. Il reste à voir dans quelle mesure la pandémie modifiera ces perspectives.

Répartition des opérations de PE en Afrique, 2014-19

● % en volume ● % en valeurs

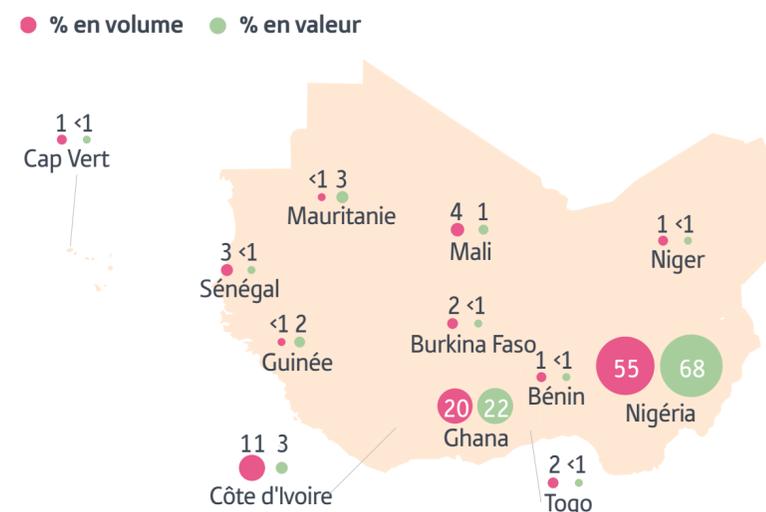


Activité par région

AFRIQUE DE L'OUEST: Avec le Ghana et la Côte d'Ivoire – deux des économies à la croissance la plus rapide au monde – l'Afrique de l'Ouest est l'une des principales régions d'investissement en PE sur le continent. Entre 2014 et 2019, 274 transactions d'une valeur combinée de 10,2 milliards de dollars ont été effectuées. Bien que le Nigéria, pays puissant, ait été aux prises à des incertitudes économiques et à des fluctuations monétaires, son économie a attiré le plus grand nombre de transactions, tant en termes de valeur (68 %) que de volume (55 %). Cela s'explique notamment par le fait qu'il est le pays le plus peuplé et le plus consommateur d'Afrique,

avec une population de 200,9 millions en 2019, selon la Banque mondiale. Le Ghana arrive en deuxième position, avec 22% des transactions en valeur et 20% des transactions en volume. Le pays doit ce classement à l'attractivité de son climat des affaires et aux réformes clés menées par le gouvernement pour diversifier et restructurer son économie, telles que l'assainissement financier en cours depuis 2017.

Répartition des opérations de PE en Afrique de l'Ouest, 2014-19



Point de Vue

Edoh Kossi Aménounvé, PDG,
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)



Les économies africaines sont généralement des économies d'endettement qui cherchent à passer au système américain, où le secteur privé fournit des financements à long terme par le biais des marchés de capitaux. L'Afrique ne peut pas franchir ce cap sans passer par une phase de transition, et le PE est le meilleur moyen de faciliter cette évolution. S'il est bien structuré, le PE peut être un instrument formidable, non seulement pour le secteur privé africain, mais surtout pour la transition d'une économie d'endettement vers une économie stable. Les places boursières du continent comprennent l'importance du PE pour catalyser cette transformation et cherchent à s'associer au PE pour faciliter les sorties. Par exemple, en Côte d'Ivoire, ECP Private Equity est partiellement sorti de son investissement dans le groupe bancaire panafricain Oragroup par le biais d'une offre publique sur la BRVM en 2019. La crise de Covid-19 a révélé l'importance de certains secteurs pour le PE, comme la santé, l'éducation et les TIC. Historiquement, le PE finançait le secteur industriel, la logistique, les télécoms et autres, mais aujourd'hui, les produits pharmaceutiques, les pharmacies, les lycées et les

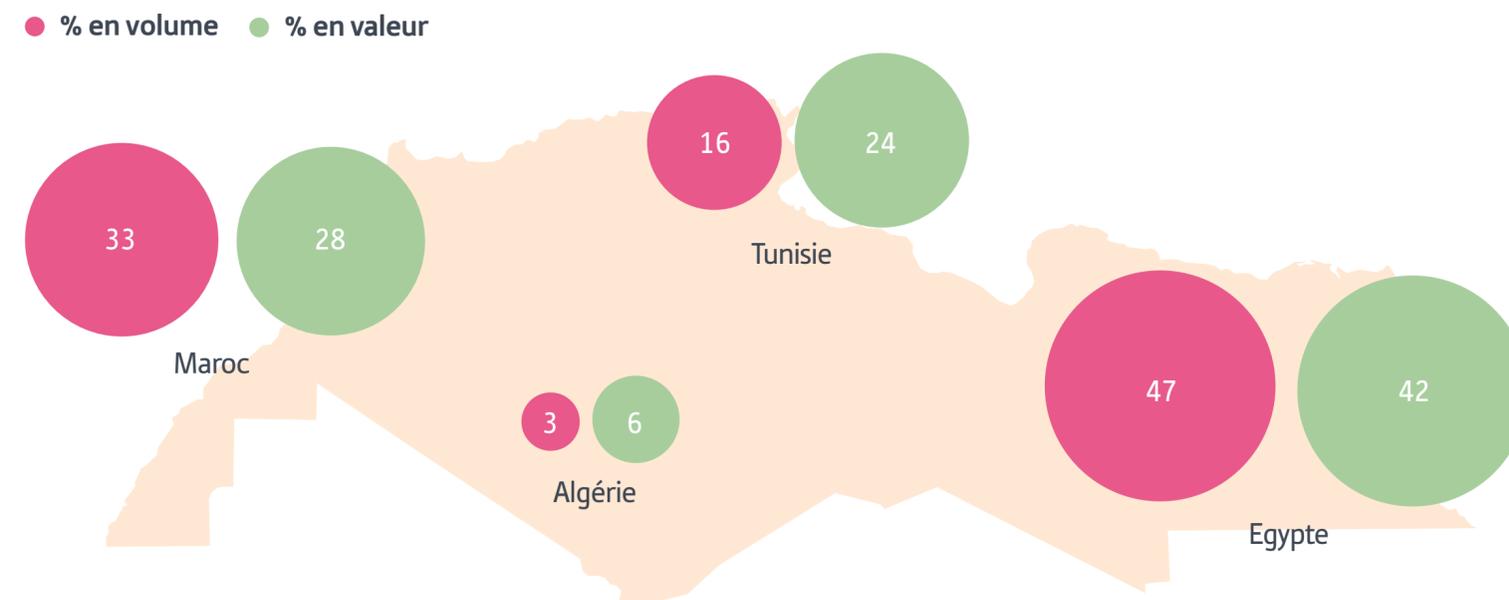
start-ups technologiques sont au premier plan de l'intérêt des investisseurs en PE en Afrique. La grande distribution a également bénéficié de l'évolution des habitudes de consommation. Certains supermarchés ont doublé leurs revenus tout en améliorant leur rentabilité pendant la période de crise. Les fonds ciblant ces secteurs ont profité de leur succès. Toutefois, dans l'ensemble, l'environnement du PE a été fortement perturbé par la pandémie, qui a eu un impact mesurable sur le sentiment des investisseurs. Les investisseurs internationaux sont désormais plus prudents et suivent de près l'évaluation économique des marchés émergents. Mais malgré la crise, les turbulences qui ont suivi et les défis à relever en 2020, l'Afrique a un avenir prometteur à moyen et long terme. Les marges de croissance disponibles sont convaincantes, et le continent doit continuer à se développer pour combler son important déficit d'infrastructures et s'appuyer sur son solide réservoir de ressources humaines. L'accès au financement sera le facteur déterminant de la rapidité avec laquelle cette mutation se produira. En fin de compte, les investisseurs les plus patients seront les mieux récompensés par leurs investissements.

Activité par région

AFRIQUE DU NORD: L'Afrique du Nord a attiré 183 opérations de PE entre 2014 et 2019, évaluées à un total de 3,6 milliards de dollars, l'Égypte représentant la plus grande part en volume et en proportion, suivie du Maroc et de la Tunisie. Malgré l'instabilité politique propre à certaines économies Nord-Africaines depuis 2011, l'Égypte a maintenu sa réputation de pôle d'attractivité régional de PE, en signant 47 % des transactions en

volume et 42 % en valeur. Le pays, qui possède le plus grand marché de consommation de la région MENA, a lancé ces dernières années un certain nombre de projets et de réformes pour stimuler sa compétitivité, comme la nouvelle loi sur l'investissement de 2017 et la directive accordant à l'Autorité générale de l'investissement et des zones franches le pouvoir d'agir en tant qu'émetteur unique de toutes les licences pour les investisseurs.

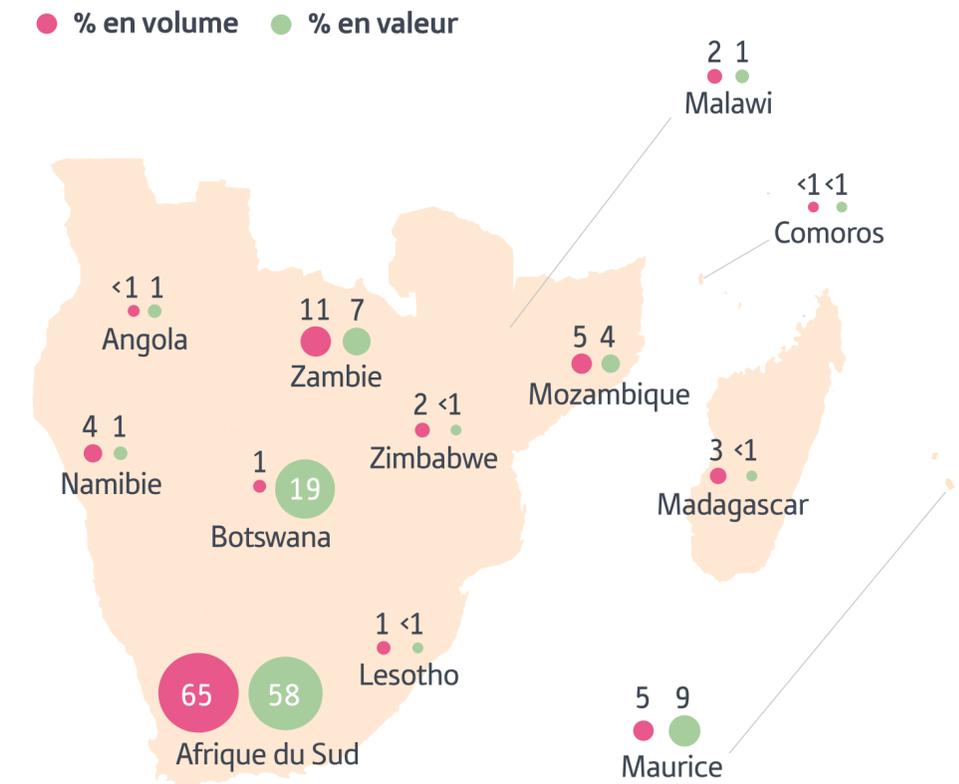
Répartition des opérations de PE en Afrique du Nord, 2014-19



AFRIQUE AUSTRALE: L'Afrique Australe compte 311 transactions conclues entre 2014 et 2019, pour une valeur totale de 3,8 milliards de dollars. Bien que l'Afrique du Sud connaisse une contraction de son économie depuis 2013, le pays est resté le plus attractif de la région pour les investissements en PE, captant 65 % des transactions en volume et 58 % en valeur depuis cette même année.

Cette tendance est soutenue par un certain nombre d'initiatives gouvernementales visant à renforcer la confiance des investisseurs en 2019, comme la deuxième conférence sur l'investissement en Afrique du Sud, qui a attiré 365 milliards de rands déboursés par une grande variété d'entreprises.

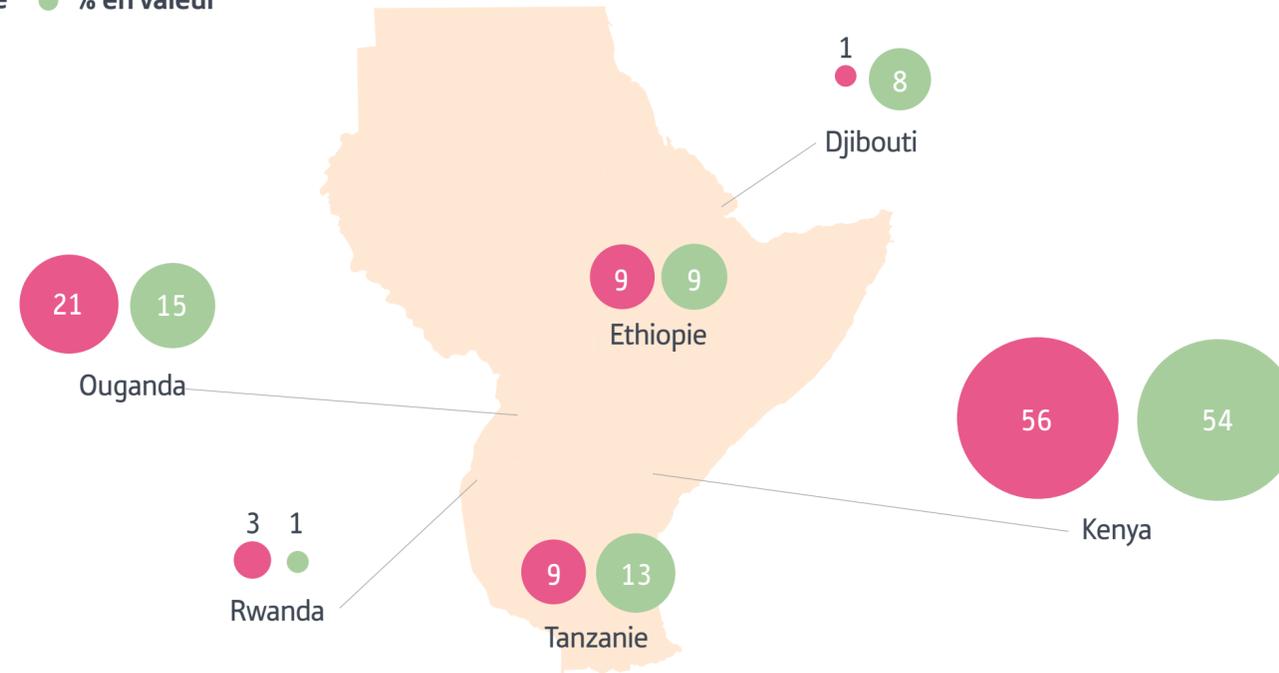
Répartition des opérations de PE en Afrique Australe 2014-19



Activité par région

Répartition des opérations de PE en Afrique de l'Est, 2014-19

● % en volume ● % en valeur



EAST AFRICA: Le Kenya a été de loin la destination de PE la plus populaire en Afrique de l'Est entre 2014 et 2019, avec 56% des opérations en volume et 54% en valeur. Le pays doit sa compétitivité à plusieurs facteurs, notamment sa stabilité

macroéconomique, son ouverture aux entreprises et le lancement de projets et de réformes clés dans le cadre de son programme Big Five et Vision 2030. Au total, l'Afrique de l'Est a attiré 2,4 milliards de dollars par le biais de 184 opérations au cours de la période.

Etude de Cas



GenAfrica Asset Managers, créée en 1996 à Nairobi, est une société de gestion d'actifs qui fournit des services de gestion d'investissements aux investisseurs institutionnels Kényans. En 2013, Centum Capital Partners a investi 10 millions de dollars dans la société, acquérant une participation de 73,4 %. Centum a travaillé avec GenAfrica pour mettre en œuvre des mesures d'augmentation des revenus, d'amélioration de l'efficacité et de réduction des risques, y compris le développement d'actifs alternatifs à long terme et à marge plus élevée, la création de fonds immobiliers et des produits de gestion de patrimoine. GenAfrica s'est également étendue à l'Ouganda et a changé de marque pour refléter sa nouvelle orientation panafricaine. Ces mesures, ainsi que le déploiement d'une nouvelle plateforme de gestion de portefeuilles, ont entraîné une augmentation de 47 % du chiffre d'affaires, qui est passé de 3,4 millions de dollars en 2015 à 5 millions en 2017. Les actifs sous gestion ont augmenté de 1 milliard de dollars en 2013 à 2 milliards de dollars en 2018. Centum est sorti de l'investissement en 2018 par le biais d'une vente de 26,7 millions de dollars à la société de gestion d'investissements Kuramo Capital basée aux Etats-Unis. Ce qui correspond à un taux de rendement interne (TRI) brut en dollars de 19,28 %, le multiple de sortie représentant 1,9x. Fred Murimi, associé directeur de Centum, a déclaré à OBG : « Notre stratégie, qui s'appuie sur notre forte présence sur le terrain en Afrique de l'Est, nous donne un accès précoce à un large portefeuille d'opérations, la possibilité d'aider rapidement la gestion des sociétés de portefeuilles et la capacité de minimiser les risques associés aux défis réglementaires, juridiques et fiscaux au niveau local ». Grâce à ces opérations, le Centum PE Fund 1 a obtenu un TRI brut en dollars de 21 % en 2009-19.

Investir dans le PE Africain

Depuis le début du siècle, l'Afrique offre des perspectives prometteuses aux investisseurs qui cherchent à tirer parti des opportunités de croissance attrayantes du continent, de l'expansion de sa base de consommateurs, de ses entreprises florissantes et de l'amélioration de son climat des affaires. L'évolution de l'activité de PE en Afrique a reflété ces changements, notamment avec l'arrivée d'investisseurs institutionnels d'envergure mondiale et le développement de fonds dédiés à l'Afrique, en particulier depuis 2010. Toutefois, il reste des opportunités de croissance. L'activité de PE en Afrique a jusqu'à présent été principalement axée sur le capital de croissance, ce qui signifie que les fonds sont canalisés vers des activités liées à l'expansion des entreprises.

Selon « L'enquête sur l'industrie du capital-investissement en Afrique » publiée en mars 2020 par l'AVCA, le capital de croissance a été identifié comme la principale stratégie d'intérêt pour les LP (85 %) investissant en Afrique au cours des trois prochaines années, suivie par l'investissement direct (52 %) et le capital-risque (venture capital, VC) avec 42 %. Ce résultat peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, alors que de nombreux pays africains ont fait des progrès considérables dans la refonte des réglementations commerciales et d'investissement, le facteur de risque associé à l'incertitude politique et à la volatilité des devises a traditionnellement orienté l'attention de la plupart des investisseurs en PE vers des opérations plus sûres afin de maximiser les rendements. Ensuite, le nombre limité de grandes entreprises par rapport à d'autres régions signifie que les sociétés de PE investissent principalement dans des petites et moyennes entreprises (PME). En conséquence, la valeur de la plupart des investissements en PE reste inférieure à 50 millions de dollars.

L'ensemble de ces dynamiques a permis d'accroître la concurrence et de pousser à la hausse les valorisations d'entrée. Selon les GP interrogés par l'AVCA, les valorisations d'entrée ont augmenté au cours des trois à cinq années précédant 2019 et devraient continuer à augmenter jusqu'en 2024.

Etude de Cas



Continental Reinsurance (Continental-Re) est un réassureur privé africain dont les activités sont tournées vers les marchés à forte croissance. En 2016, Africa Capital Alliance (ACA) a acquis une participation importante dans la société par le biais du fonds Capital Alliance Private Equity IV (CAPE IV), un fonds de 567 millions de dollars axé sur les secteurs de croissance en Afrique de l'Ouest et dans le Golfe de Guinée. CAPE IV s'est associé à SAHAM Finances (maintenant Sanlam) pour obtenir une participation majoritaire au sein de Continental-Re. Après l'acquisition, CAPE IV et Sanlam ont continué à capitaliser la société, CAPE IV ayant investi un total d'environ 54 millions de dollars en novembre 2020. CAPE IV et Sanlam détiennent ensemble environ 95 % de Continental-Re. L'ACA et Sanlam, en collaboration avec Continental-Re, ont mis en œuvre une stratégie visant à diversifier les activités de la société et à réduire sa dépendance à l'égard de l'Afrique occidentale anglophone.

Les expansions en Afrique francophone de l'Ouest et du Centre, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe ont permis d'atténuer l'exposition de la société aux risques macroéconomiques et monétaires. Au cours de cette période, les bénéfices de l'activité de souscription de Continental-Re ont connu une augmentation annuelle composée d'environ 75%. En 2020, lorsque les rendements des titres à revenu fixe étaient faibles, son activité de souscription en Afrique a enregistré des résultats positifs, atténuant ainsi les pressions d'un environnement à faible rendement d'investissement. L'ACA et Sanlam ont également collaboré avec Continental-Re pour réaliser des tests de résistance et optimiser les coûts afin de minimiser l'impact de Covid-19. La société tire également parti des opportunités créées par la pandémie pour développer plusieurs segments de son activité.

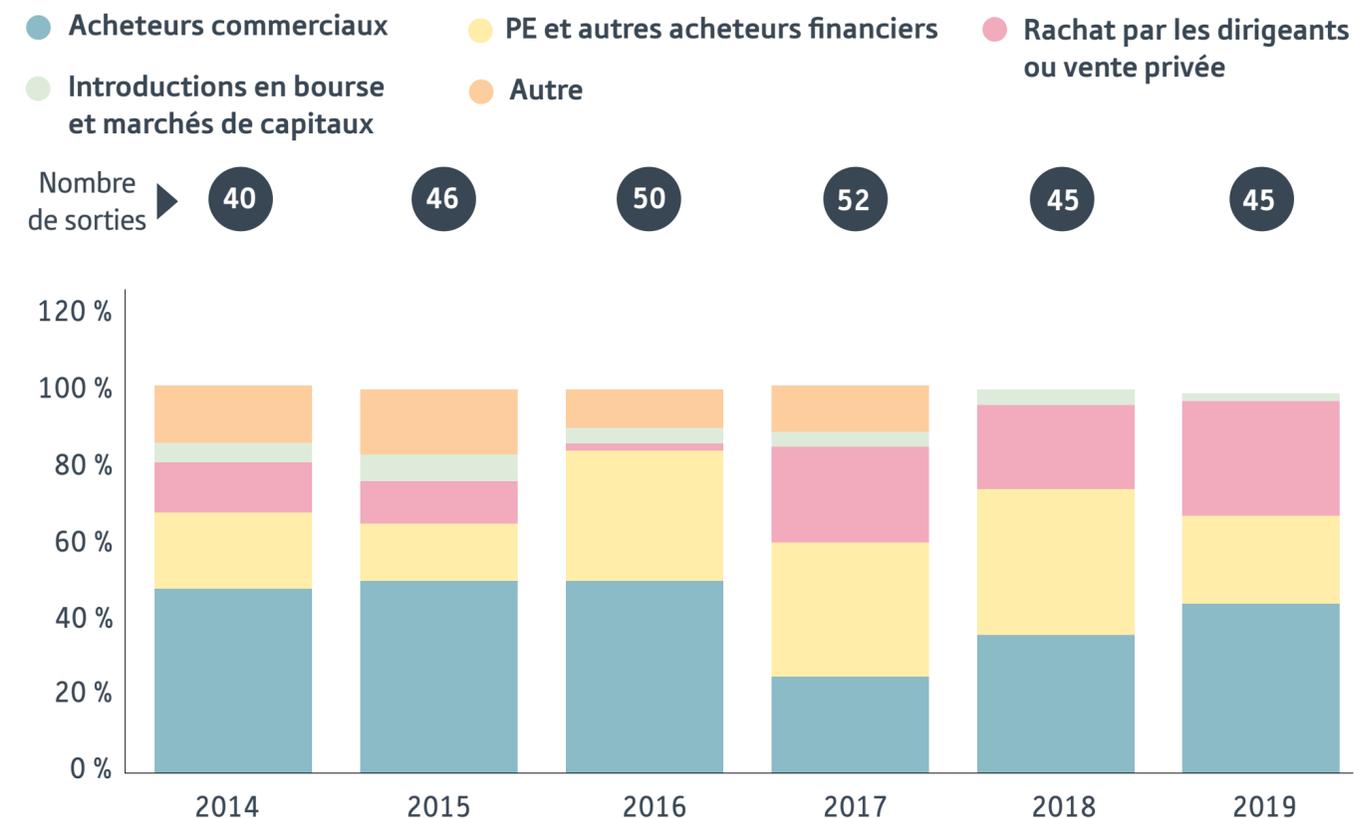
L'ACA a collaboré avec Continental-Re pour mettre en œuvre une stratégie pluriannuelle visant à relever sa note de crédit de B- à A en la retirant de la bourse locale, en améliorant son système de gestion des ressources et en créant et capitalisant une nouvelle société holding à Maurice. « Le marché de la réassurance, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, est évalué à 4,5 milliards de dollars, et il existe de grandes possibilités de croissance pour un acteur régional comme Continental-Re », a déclaré à OBG Steve Iwenjora, associé chez l'ACA.

Investir dans le PE Africain

A mesure que le secteur du PE se développe en Afrique et que les économies de la région poursuivent leurs programmes de croissance et de diversification, de nouvelles opportunités et une plus grande notoriété du secteur devraient apparaître. Cette nouvelle donne poussera l'intérêt des investisseurs vers des secteurs et des industries jusqu'alors inexploités qui répondent plus directement aux besoins et aux spécificités du marché. La présence sur le terrain d'un plus grand nombre de fonds de PE et l'augmentation du nombre de cadres africains qualifiés ont facilité l'identification de potentielles transactions. Cette évolution se reflète dans le « African Private Equity Industry Survey », publié en mars 2020 par l'AVCA, dans laquelle 30 % des LP ont identifié le nombre limité de GP établis comme un obstacle à l'investissement, contre 42 % dans l'enquête 2018 de l'AVCA. Cependant, il reste encore du travail à faire pour combler

le manque d'informations et de données sur les opportunités d'investissement et le bilan des transactions, qui restent des facteurs déterminants pour l'évaluation des GP africains par les LP. La croissance du secteur dans les années à venir devrait contribuer à résoudre ce problème et encourager les investisseurs à prendre davantage de participations majoritaires au lieu de se limiter à des participations minoritaires dans un effort de gestion des risques. L'expansion devrait également permettre de diversifier les options de désinvestissement, qui se limitent actuellement aux ventes aux acheteurs commerciaux et aux sorties vers des sociétés de PE et autres investisseurs financiers. Toutefois, ces dernières années ont été marquées par une intensification de la tendance aux rachats par les dirigeants ou aux ventes privées. Selon les résultats de l'AVCA, les GP s'attendent à ce que cette tendance se poursuive jusqu'en 2022-24.

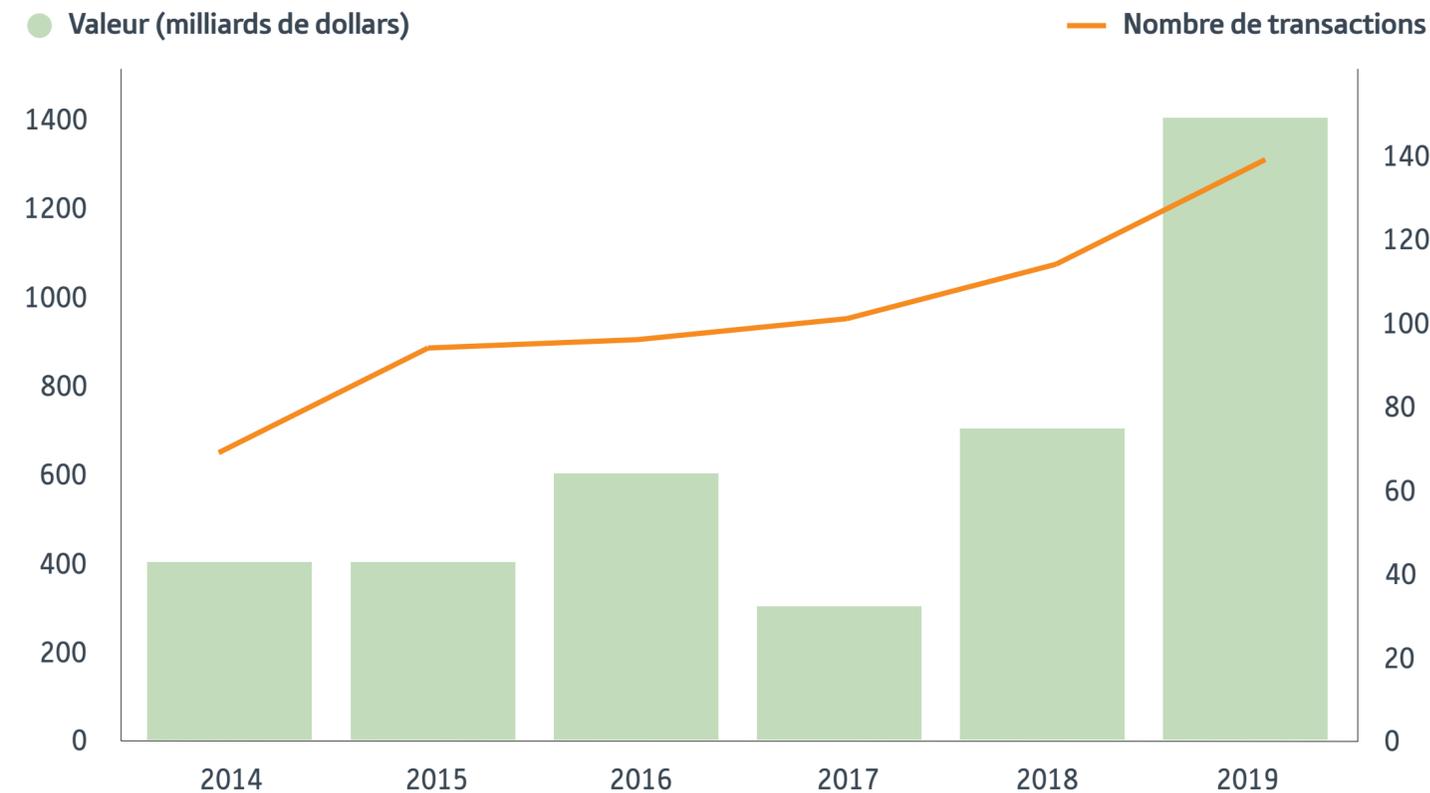
Evolution des sorties et des types de sortie, 2014-19



278
Sorties de PE africains ont été déclarées en 2014-19

Pipeline des opérations de VC

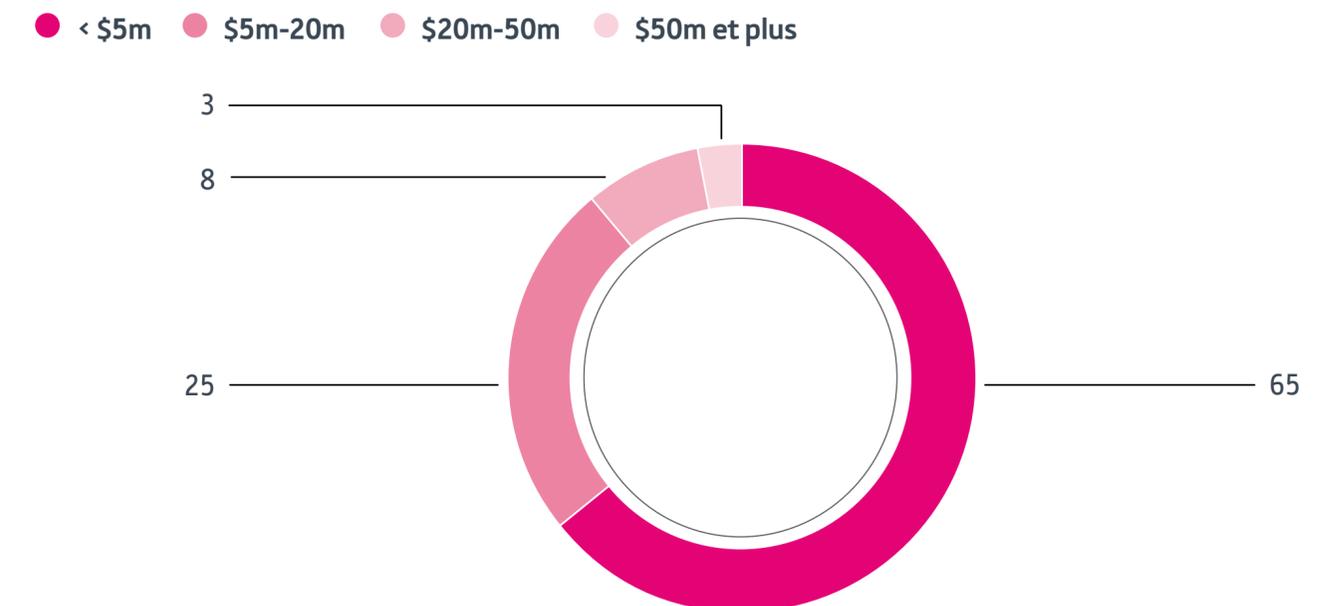
Activité de VC en Afrique, 2014-19



Outre son nombre croissant de PME, l'Afrique a connu une expansion significative de l'écosystème des start-up, avec des programmes et des financements ciblant des solutions innovantes et disruptives développées pour répondre à des problèmes vitaux tels que l'accès à la nourriture, aux services publics et aux soins de santé.

Le caractère prometteur de ces start-ups a constitué un terrain fertile pour le développement du VC. Selon le rapport « Venture Capital in Africa » de juin 2020 de l'AVCA, 613 opérations ont été réalisées entre 2014 et 2019, l'Afrique australe attirant 25 % du total, suivie de l'Afrique de l'Est (23 %), de l'Afrique de l'Ouest (21 %) et de l'Afrique du Nord (14 %). En termes de valeur, il y a eu 3,9 milliards de dollars d'opérations de VC au cours de la même période, l'Afrique de l'Ouest représentant 18%, suivie de l'Afrique de l'Est (15%), de l'Afrique Australe (10%) et de l'Afrique du Nord (6%). Il est intéressant de noter que 21 % de ces transactions ont alimenté des entreprises basées en dehors de l'Afrique, mais ayant des activités sur le continent, la majorité d'entre elles (53 %) étant basées aux Etats-Unis. La plus grande partie des opérations de VC (65 %) était inférieure à 5 millions de dollars, tandis que 25 % se situaient entre 5 et 20 millions de dollars, 8 % entre 21 et 50 millions de dollars et 3 % étaient supérieures à 50 millions de dollars. Les gestionnaires de PE et de VC représentaient 39 % des investisseurs de VC, suivis par les sociétés de PE et VC (19 %) et les sociétés de corporate venture (11 %).

Opérations de VC en Afrique par taille, 2014-19 (%)



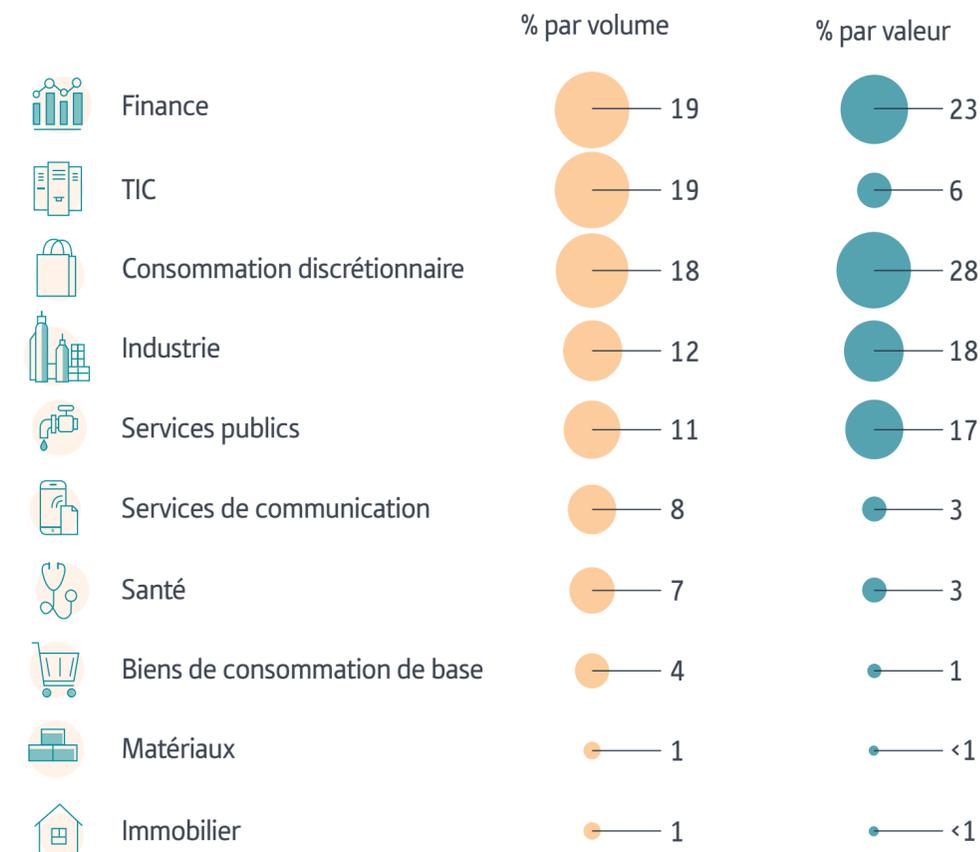
Pipeline des opérations de VC

Les secteurs les plus dynamiques de l'activité de VC entre 2014 et 2019 comprenaient le secteur financier (19 %), les TIC (19 %), la consommation discrétionnaire (18 %) et l'industrie (12 %). En termes de valeur, les biens de consommation discrétionnaire (28 %) sont en tête de liste, suivis par les services financiers (23 %), les industries (18 %) et les services publics (17 %).

L'Amérique du Nord a représenté la majeure partie des investisseurs (42 %) participant à des opérations de VC au cours de la période, suivie par l'Europe (23 %) et l'Afrique (20 %). Les Etats-Unis se sont classés au premier rang par pays, avec 40 % des investisseurs dans les opérations de VC en Afrique. L'Afrique du Sud vient ensuite, avec 9 %, puis le Royaume-Uni (8 %) et le Nigéria (4 %).

«L'activité de VC en Afrique est en plein essor, et la pandémie de Covid-19 a donné aux jeunes Africains une impulsion pour développer des

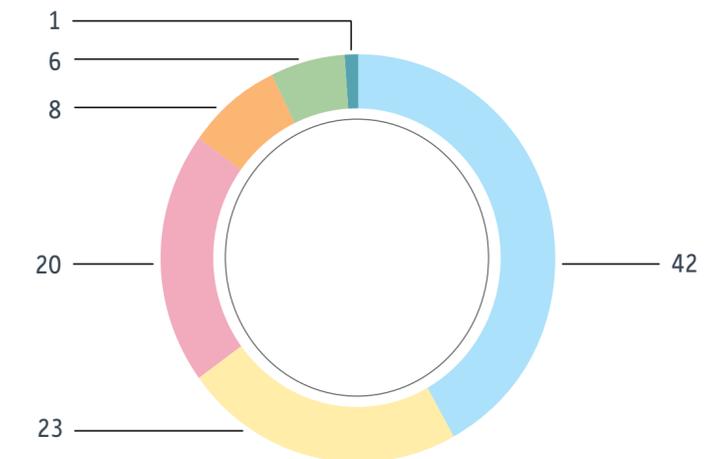
Répartition sectorielle des opérations de VC en Afrique, 2014-19



projets, dont beaucoup se sont déjà transformés en réussites », explique Ziad Oueslati, directeur-général et co-fondateur de la société d'investissement et de services financiers AfricInvest. « Le VC peut aider les entrepreneurs à accéder au financement dont ils ont besoin pour lancer et développer leurs entreprises innovantes, et permet de les mettre en relation avec des partenaires, des fournisseurs et des clients potentiels ».

Origine des investisseurs dans les opérations de VC en Afrique, 2014-19 (%)

Amérique-Nord Europe Afrique Asie Moyen Orient
Amérique Latine et Caraïbes



Dara Owoyemi

Directrice Générale par Intérim, AVCA

Quelles stratégies les GP ont-ils mis en place ?

Les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur les économies africaines se situent à deux niveaux : non seulement la crise sanitaire a mis à mal le capital humain, mais les mesures d'endiguement adoptées par les gouvernements ont créé des difficultés opérationnelles supplémentaires pour les entreprises africaines. Les GP ont dû rediriger leur attention et adopter une approche privilégiant leur sociétés de portefeuille pour protéger leurs investissements et soutenir la croissance et la reprise dans un contexte de difficultés opérationnelles. En outre, certains GP africains lèvent des fonds de relance, tels que le South Africa Recovery Fund lancé par Ninety One et Ethos Private Equity, avec une taille de fonds ciblée de 600 millions de dollars. Ces solutions de financement locales illustrent une fois de plus le fort engagement des GP africains à réhabiliter les entreprises touchées par la crise sanitaire et économique.

Dans quels secteurs voyez-vous les plus grandes opportunités de reprise pour le PE en Afrique ?

L'investissement en VC dans le secteur de la santé a

connu une progression constante et le secteur devrait rester une opportunité lucrative pour le PE en Afrique. Compte tenu des défis imposés par la pandémie aux systèmes de santé africains déjà surchargés, cette tendance à la hausse va probablement s'accélérer au cours des prochaines années. Au cours du premier semestre 2020, le secteur de la santé a attiré la plus grande part des opérations de PE en valeur, soit 24 %. En outre, la finance et les TIC ont également été deux des secteurs les plus actifs en termes de volume et de valeur des transactions. Les technologies de l'information ont eu un impact considérable sur la croissance d'autres secteurs tels que la finance, l'éducation et l'agroalimentaire. La nécessité d'une innovation technologique ne fera que croître après la pandémie de Covid-19, et reste donc un secteur fort intéressant pour les investissements en PE pendant que l'Afrique amorce sa reprise économique.

Quelles sont les tendances et les évolutions qui façonneront le PE et le VC jusqu'en 2040 ?

Le secteur africain du PE et du VC a montré la voie en adoptant des mesures environnementales, sociales et

de gouvernance dans ses processus d'investissement et de création de valeur. A l'échelle mondiale, les investisseurs intègrent de plus en plus la durabilité et les considérations environnementales dans leur philosophie d'investissement. Nous estimons qu'à mesure que notre secteur se développera et que davantage de fonds seront levés pour être investis sur le continent, l'investissement d'impact occupera une place plus importante dans les années à venir. L'activité de VC en Afrique a récemment connu une croissance significative, et à mesure que l'espace entrepreneurial sur le continent mûrit, davantage de gouvernements vont probablement mettre en œuvre des politiques publiques de soutien et rationaliser les réglementations commerciales pour favoriser un meilleur environnement d'innovation. Une fois pleinement mise en œuvre, la zone de libre-échange continentale africaine façonnera également de manière significative la trajectoire du PE et du VC. En tant que plus grande zone de libre-échange du monde, l'accord facilitera l'accès des investisseurs au marché de 1,2 milliard de personnes et améliorera les opportunités d'échelle pour les sociétés africaines.



PARTIE

PE et VC en Afrique

- 6 Historique
- 7 Pipeline des opérations de PE
- 8 Paysages en mutation
- 9 Activité par région
- 12 Investir dans le PE africain
- 14 Pipeline des opérations de VC
- 16 Interview: Dara Owoyemi, Directrice Générale par Intérim, Association Africaine de Capital-investissement et de Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA)

PARTIE

2

Tendances en Afrique

- 18 L'agriculture en Afrique : Vue d'ensemble
- 19 Impact de la pandémie sur l'agriculture
- 20 Financement de l'agriculture
- 21 Opportunités et défis pour les investisseurs en PE
- 22 Les TIC et la digitalisation en Afrique
- 24 Impact du Covid-19 sur la transformation numérique
- 26 Défis et opportunités dans le domaine des TIC
- 28 Les énergies renouvelables en Afrique : Vue d'ensemble
- 30 Énergies renouvelables : Impact de la pandémie
- 32 Énergies renouvelables : Opportunités et défis
- 34 Santé en Afrique : Vue d'ensemble
- 35 Santé en Afrique : Opportunités et défis

PARTIE

Impact de Covid-19

- 38 Tendances mondiales et impact sur le PE et le VC
- 39 Le contexte africain : Résilience et opportunité
- 42 Défis structurels et nouvelles menaces
- 43 Opportunités de sortie : Un tableau mitigé
- 45 L'Afrique reste une destination attrayante
- 48 Stratégies et adaptation

L'agriculture en Afrique : Vue d'ensemble



L'agriculture représente environ 15% du PIB de l'Afrique, bien que ce chiffre soit plus élevé en Afrique subsaharienne (23 %). Le secteur est dominé par les petites exploitations agricoles qui constituent environ 90 % de la production, avec environ deux tiers de la population employée dans le secteur. Dans le même temps, la demande alimentaire mondiale continue d'augmenter. La Banque mondiale estime qu'il y aura une augmentation de 102 % de la demande entre 2017 et 2050. Pour répondre à cette expansion, 80 milliards de dollars doivent être investis chaque année jusqu'en 2050. La croissance de la demande alimentaire en Afrique devrait être supérieure à la moyenne mondiale, la taille totale du marché devant approcher 1 milliard de dollars d'ici 2030.

Avec l'urbanisation et l'augmentation des dépenses de consommation de la classe moyenne dans les marchés émergents, McKinsey a estimé en février 2019 que

cette tendance pourrait générer 167 milliards de dollars d'augmentation de dépenses en alimentation et en boissons entre 2015 et 2025, dont la majorité proviendrait d'Afrique subsaharienne. Selon le cabinet de conseil McKinsey, neuf pays du continent représentent 60 % du potentiel total de productivité, avec l'Éthiopie, le Nigéria et la Tanzanie représentant la moitié de ce chiffre.

L'Afrique possède certaines des plus grandes étendues de terres arables non cultivées au monde, soit 60 % du total. Cependant, une grande partie de ces zones est soit totalement inaccessible, soit difficile à convertir en terres agricoles. La libération du plein potentiel des entreprises agroalimentaires en Afrique nécessitera des investissements importants dans le développement des infrastructures, un meilleur accès aux intrants, des données plus fiables, des rendements agricoles plus élevés et une main-d'œuvre plus qualifiée.

Etude de Cas

Brightmore Capital

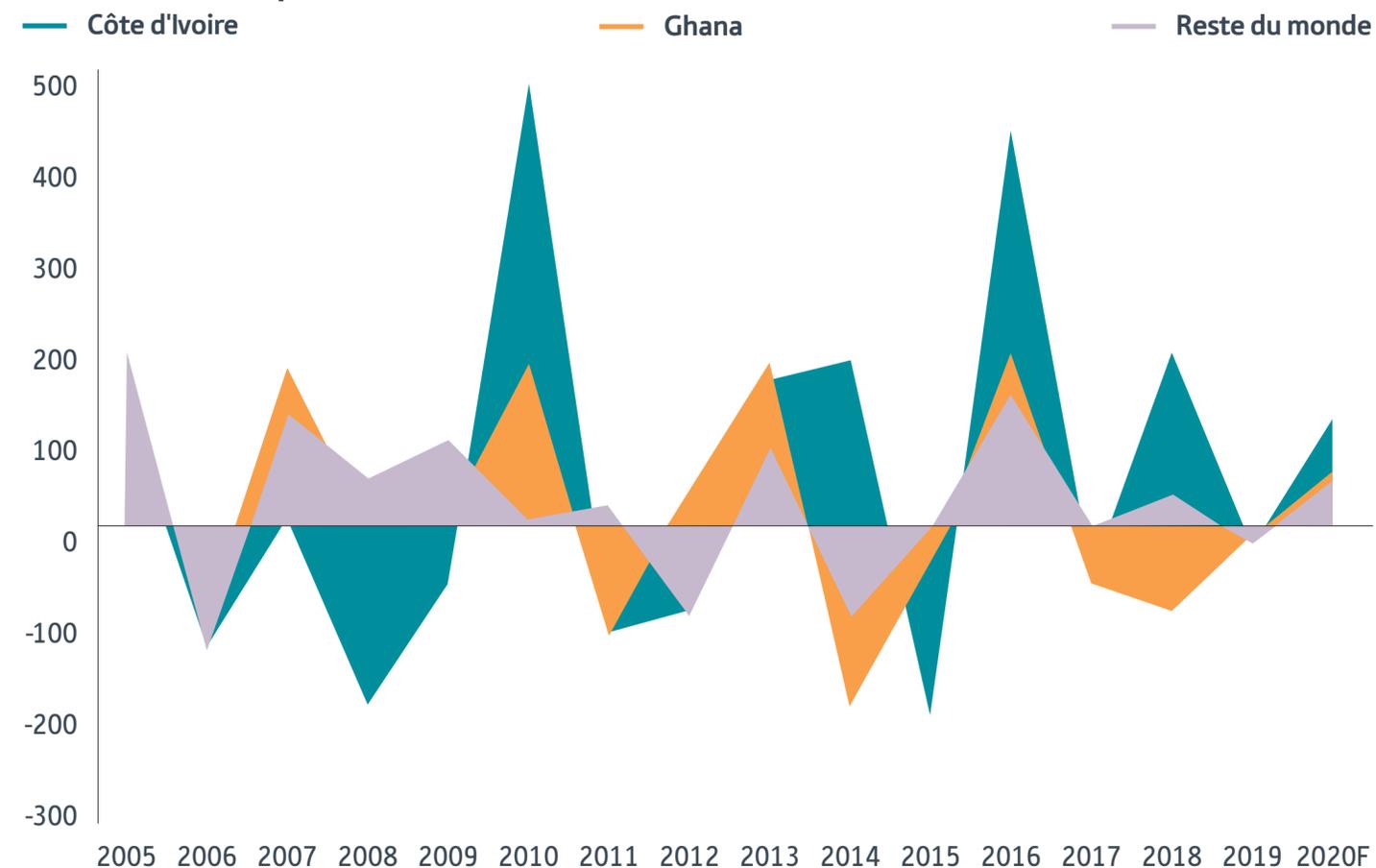
Brightmore Capital est un fonds d'investissement à impact créé en 2017 et basé à Dakar et à Abidjan. Elle cible les investissements dans les start-ups et les PME d'Afrique de l'Ouest qui cherchent à se développer, avec un intérêt particulier pour le secteur de l'agro-business à fort potentiel et relativement inexploité. Son expansion a été freinée par des modèles économiques établis qui désavantagent les producteurs locaux par rapport aux produits importés. Les difficultés proviennent également de la situation sécuritaire dans certains endroits, comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ce qui entrave la mobilité des producteurs, et le Burkina Faso, qui entrave la mobilité et les réseaux de distribution. C'est pourquoi ses investissements dans le secteur se concentrent principalement sur le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo, dans le but d'établir des acteurs nationaux forts et de les inciter à s'étendre au-delà de leur marché national pour développer le commerce alimentaire régional. La pandémie a eu un impact modeste sur la plupart des activités du fonds, grâce à l'âge relativement jeune des entreprises de son portefeuille. Toutefois, en tant que nouveaux gestionnaires de fonds, l'entreprise prévoit une baisse de la collecte de fonds, les investisseurs préférant miser sur des gestionnaires de deuxième ou troisième génération aux antécédents bien définis. « On s'attend de plus en plus à ce que les nouveaux gestionnaires de fonds lèvent des fonds localement, par exemple auprès de gestionnaires de patrimoine familial et de sociétés à hauts revenus », a déclaré à OBG Ndeye Thiaw, associé directeur chez Brightmore Capital. « Cependant, étant donné que l'industrie ouest-africaine en est encore à ses débuts par rapport au reste du continent, les données restent rares et la notion de PE continue d'être mal comprise. »

Impact de la pandémie sur l'agriculture

Si les premiers stades de la pandémie – et les périodes de confinement en particulier – ont eu des effets négatifs sur l'agriculture, les retombées ont été moins graves pour ce secteur que pour d'autres dans l'économie. Les préoccupations immédiates des entreprises agroalimentaires de tout le continent ont été notamment la réduction de leur trésorerie et de leurs revenus. C'était particulièrement le cas pour les produits d'exportation tels que le cacao, le café et les produits horticoles, ainsi que pour les entreprises agroalimentaires fortement dépendantes de l'industrie hôtelière.

Les effets durables de la pandémie sur le secteur pourraient s'avérer plus positifs. La forte baisse des prix du pétrole a redirigé l'attention des pays dépendants du pétrole vers l'agriculture, comme le Nigéria, où les produits agricoles sont considérés comme un outil de diversification et une source importante de devises étrangères. Avec un intérêt accru pour la sécurité alimentaire, qui est déjà une préoccupation

Evolution de la production de cacao, 2005-20F (000 tonnes)



majeure puisque le continent importe 35 milliards de dollars de produits alimentaires par an, selon la Banque africaine de développement, les états ont redoublé d'efforts pour renforcer le secteur.

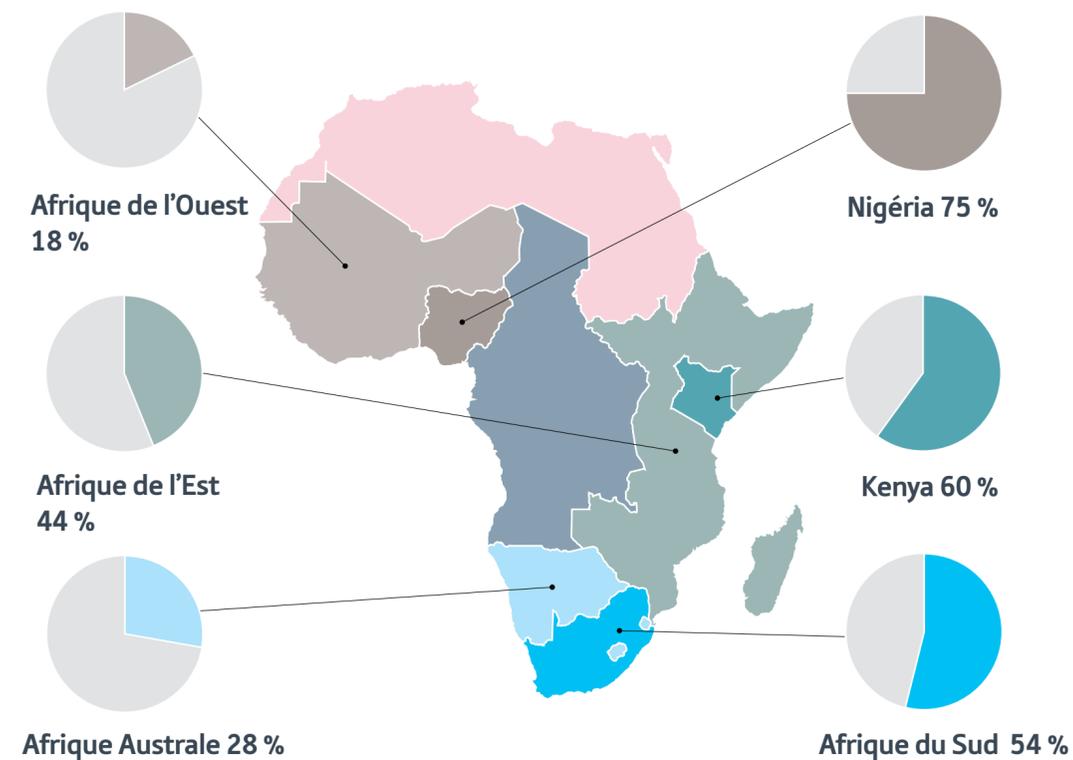
Au cours du premier semestre 2020, le gouvernement nigérian a réduit les prix des engrais, augmenté les fonds d'intervention et abaissé les taux d'intérêt sur les fonds d'intervention existants de 9 % à 5 %. Pendant ce temps, dans le cadre du plan de relance économique Covid-19, le gouvernement du Ghana a étendu les programmes de sécurité alimentaire tels que « Planting for Food and Jobs », ainsi qu'un certain nombre d'initiatives qui permettront un meilleur accès aux intrants tels que les semences, les engrais et les machines.

Ces initiatives supplémentaires du secteur public, la résilience relative du secteur et la non-corrélation significative avec d'autres classes d'actifs démontrent que les investissements agro-industriels en Afrique peuvent être de formidables sources de diversification dans les portefeuilles.

Financement de l'agriculture

La difficulté d'accès au capital est l'un des principaux défis des entreprises agroalimentaires en Afrique. Les prêts commerciaux sont coûteux et la plupart des entreprises du secteur sont des PME avec peu de garanties. Les prêts des banques commerciales sont également beaucoup plus faibles que ce qui serait nécessaire pour soutenir l'expansion. En 2018, les prêts aux acteurs de l'agriculture représentaient 3 % du total des décaissements de prêts en Sierra Leone ; 4 % au Ghana, au Kenya et au Nigéria ; 6 % en Ouganda ; 8 % au Mozambique ; et 12 % en Tanzanie. Ces défis ont entraîné une évolution vers des formes alternatives de financement, notamment le PE. Entre 2010 et juillet 2020, la plateforme Crunchbase a recensé 242 opérations liées à l'agriculture en Afrique, qui ont permis de lever 616 millions de dollars auprès d'entités telles que des ONG, des fondations, des banques, des réseaux d'investisseurs providentiels et des fonds d'investissement privés. Le PE a financé 19,4 % du total.

Principales régions pour les opérations de financement liées à l'agriculture, 2010-Jul 2020 (% du total des opérations)



Principaux marchés dans ces régions (% des transactions régionales)

Il existe un certain nombre d'entités d'investissement privé tournées vers l'agriculture en Afrique, dont la taille des transactions varie. En outre, de grandes sociétés africaines de PE ont levé des fonds généralistes incluant l'agriculture. Les acteurs disposant des fonds les plus importants ont tendance à réaliser des opérations d'une valeur de 10 millions de dollars et plus. Parmi les entreprises de cette catégorie, citons Helios Investments Partners, Development Partners International, AfricInvest, African Capital Alliance, Phatisa, Emerging Capital Partners, Amethis et LeapFrog Investments. Les quelques deux douzaines de fonds réalisant des opérations plus modestes dont la taille du ticket est inférieure à 10 millions de dollars, sont souvent spécialisées et fournissent des capitaux aux PME. Ces fonds facilitent également les investissements d'impact et les investissements dans les marchés frontières, les capitaux provenant principalement de IFD : parmi les acteurs, citons Injaro Investments, Adiwale Partners, Sahel Capital, Pearl Capital Partners et EXEO

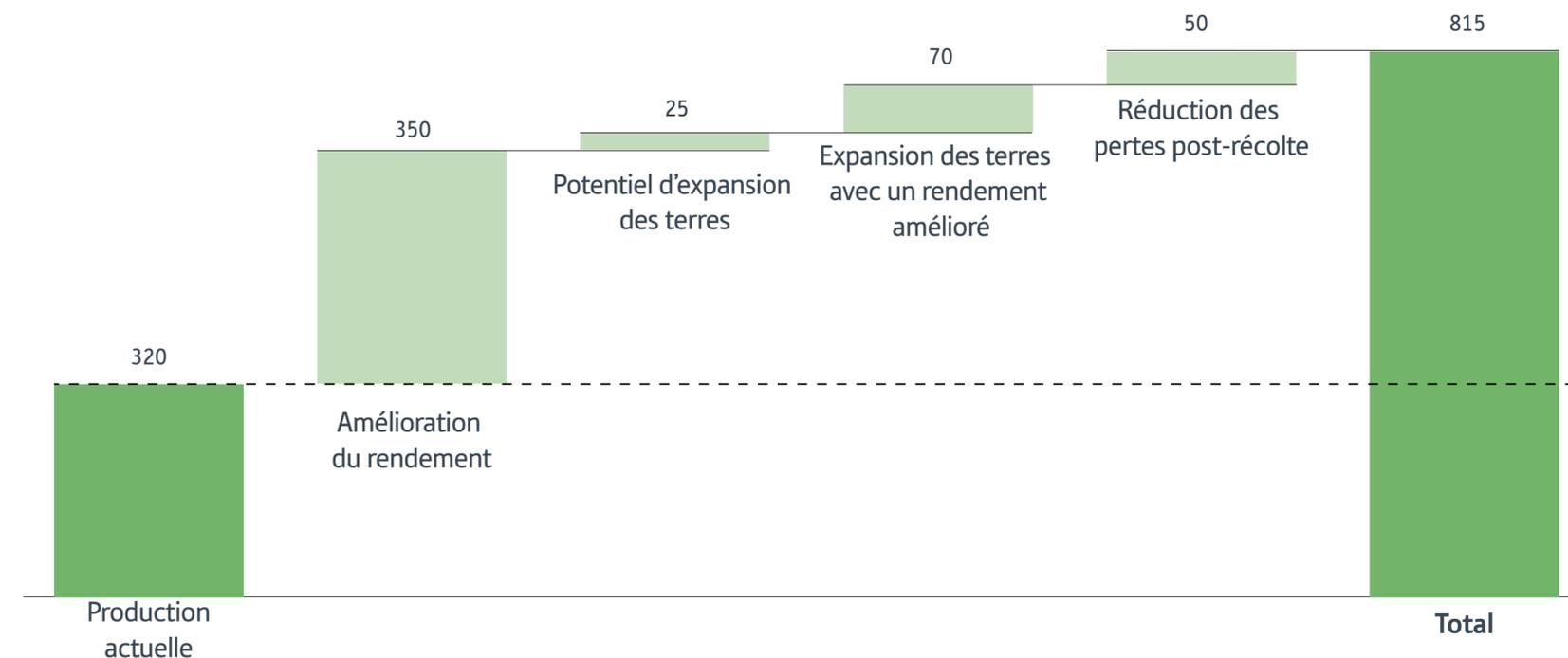
Capital. Le secteur reste largement dominé par les capitaux des IFD, plus encore que dans les fonds de PE africains généralistes. Les GP et les LP s'attendent généralement à ce que l'implication des IFD s'intensifie à court terme, à la fois parce que le risque associé au Covid-19 fait fuir les capitaux commerciaux et parce que les IFD cherchent à faire des investissements anticycliques dans les segments d'investissement à impact.

Le VC devient un élément de plus en plus important, mais encore relativement naissant, au sein de l'écosystème de financement, alors que les *angel investors* se déplacent pour financer les start-ups agricoles sur le continent a. En 2018, on comptait 82 start-ups agri-tech africaines, dont la moitié environ a été lancée entre 2016 et 2018. En 2017, les entreprises agricoles ont levé 59 millions de dollars de capitaux. Les start-ups agri-tech représentaient 13,2 millions de dollars de ce total, selon les données de Crunchbase – soit une augmentation de 203 % par rapport à l'année précédente.

Opportunités et défis pour les investisseurs en PE

La production africaine de grains reste inférieure à son potentiel, ce qui offre la possibilité d'ajouter de la valeur en améliorant la technologie des semences, en réduisant les pertes post-récolte et en augmentant la superficie des terres cultivées. Une analyse de McKinsey a conclu que, de façon globale, l'Afrique pourrait doubler, voire tripler, le volume de céréales et de grains produits ; si ce potentiel était réalisé, le continent ajouterait 20 % à la production mondiale à

Potentiel de production de céréales et de céréales secondaires en Afrique (millions de tonnes)



partir de 2020, soit 2,76 milliards de tonnes. Les technologies émergentes, notamment les drones, la blockchain et l'intelligence artificielle (IA) ont le potentiel de considérablement améliorer la productivité et de diminuer les pertes post-récolte. Pour les investisseurs dotés d'un capital disponible important, il existe des opportunités majeures pour dynamiser les chaînes de valeur dans des segments de premier plan tels que le cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire. Il existe également un déficit en matière de systèmes rigoureux de chaîne du froid et d'installations de stockage. Dans l'ensemble, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique estime que 300 milliards de dollars d'investissements dans la chaîne de valeur sont nécessaires entre 2017 et 2027.

Des défis restent à relever pour les gestionnaires de fonds de PE et les autres investisseurs. Une difficulté commune aux GP cherchant des transactions de différentes tailles est de trouver des entreprises bien gérées qui répondent à toutes les exigences du PE,

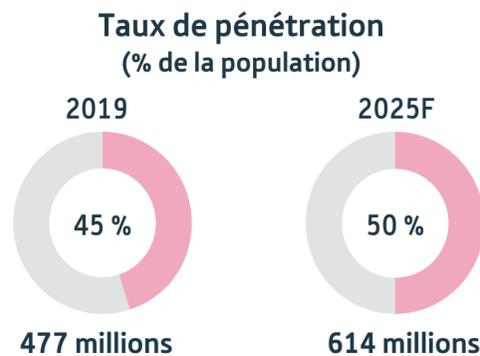
quand l'agriculture des petits exploitants reste dominante. Certains GP mettent l'accent sur un manque persistant de fonds répondant aux exigences des opérations en Afrique. « La durée de vie de 10 ans des fonds n'est pas optimale pour les marchés émergents en général, et particulièrement dans l'espace agricole en Afrique. Il est préférable d'opter pour une durée de vie du fonds d'environ 15 ans ou d'utiliser des instruments de capitaux permanents », a déclaré à OBG Jerry Parkes, directeur-général d'Injaro Investments. Cependant, une durée de vie plus longue des fonds est souvent peu attrayante pour les LP, particulièrement lorsqu'il s'agit d'entrer sur un nouveau marché ou dans un secteur perçu comme étant à haut risque. La taille des tickets étant comparativement plus faible pour la plupart des fonds du segment, le coût de la « due diligence » tend à être plus élevé et la nécessité d'être sur le terrain est plus importante – un challenge qui a été exacerbé par la pandémie. De façon générale, l'on estime qu'il y aura davantage de partenariats locaux-globaux avec des GP établis sur le marché.

Les TIC et la digitalisation en Afrique

Abonnés mobiles uniques



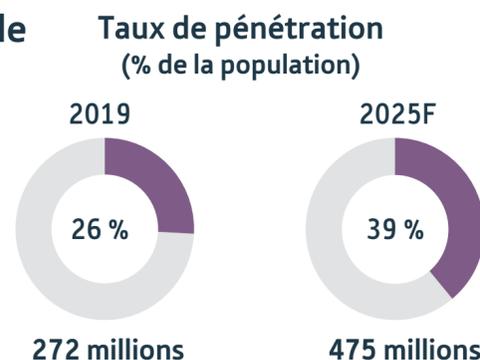
2019-25
TCAC : **4,3 %**



Utilisateurs de l'internet mobile



2019-25
TCAC : **9,7 %**



Les TIC étaient l'un des moteurs du développement accéléré de nombreuses économies africaines avant la pandémie. Ainsi, les entreprises technologiques présentaient déjà certaines des opportunités d'investissement les plus attrayantes sur le continent, contribuant à une grande partie de l'augmentation de l'activité de PE et surtout de VC entre 2015 et 2020. L'un des segments marquants à l'approche de 2020 était

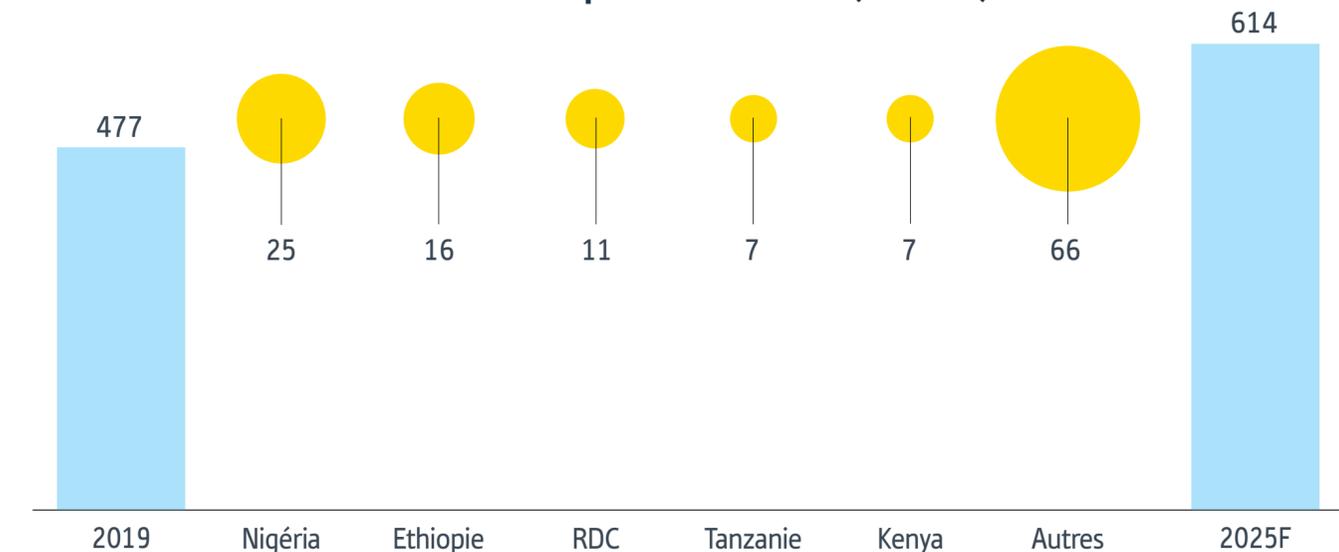
la technologie mobile. Des recherches menées par l'association des opérateurs de réseaux mobiles GSMA début 2020 ont montré que l'Afrique subsaharienne est en passe de rester le marché de la téléphonie mobile à la croissance la plus rapide au monde, avec un taux de croissance annuel composé de 4,6 % entre 2019 et 2025, supérieur à la moyenne mondiale de 3 %.

Les services et les technologies mobiles représentent déjà une part importante du PIB de la région, avec une valeur ajoutée de 155 milliards de dollars, soit 9 % du total. Ce chiffre devrait atteindre 184 milliards de dollars d'ici 2025. En 2019, les technologies mobiles ont contribué directement et indirectement à la création de 3,8 millions d'emplois, et ont généré 17 milliards de dollars de recettes fiscales pour les gouvernements d'Afrique subsaharienne. L'augmentation des recettes, de l'emploi et de l'activité dans le domaine des TIC aura un effet au-delà

du secteur des télécommunications. En effet, la transformation numérique généralisée, alimentée par l'utilisation des smartphones, l'augmentation des compétences digitales et l'adoption des technologies, aura un impact sur un large éventail de secteurs. Le bouleversement des services financiers, en particulier en Afrique de l'Est et de l'Ouest, est l'une des évolutions technologiques les plus marquantes qui illustre cette évolution.

L'argent mobile a permis aux institutions financières non bancaires d'offrir à des millions de personnes auparavant exclues la possibilité d'effectuer des transactions rapides et sûres. Au Nigéria, où le taux de pénétration de la téléphonie mobile dépasse les 100 %, malgré l'irrégularité de l'alimentation électrique, les banques et les institutions financières non bancaires sont en train d'élargir leurs offres, contribuant ainsi à la formalisation.

Nouveaux abonnés mobiles uniques, 2019-25F (millions)

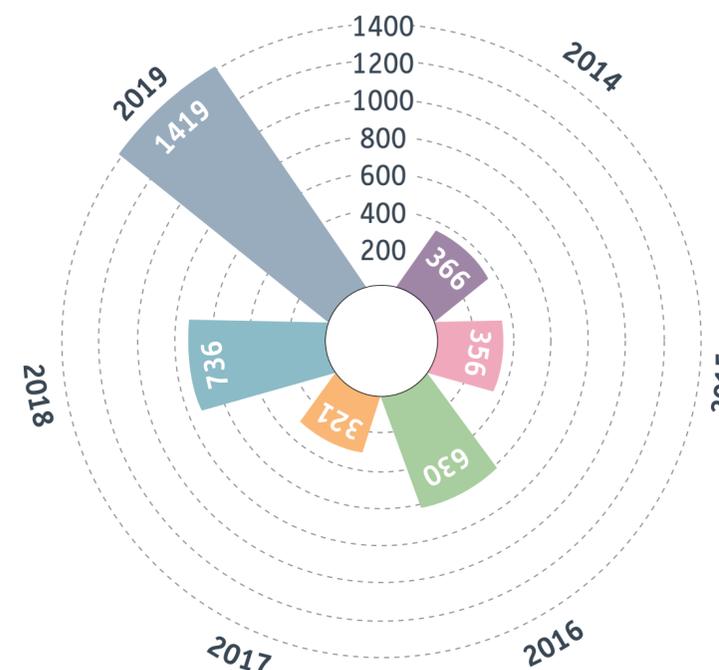


Les TIC et la digitalisation en Afrique

Les géants de la technologie s'intéressent de plus en plus à l'Afrique. En mai 2019, Microsoft a ouvert des Africa Development Centres pour l'ingénierie logicielle à Nairobi et Lagos, qui vise à compter 500 ingénieurs dans les domaines de l'IA, du machine learning et de l'innovation en réalité mixte d'ici 2023. Google lui a emboîté le pas début 2020, avec l'ouverture d'un Developers Space à Lagos, destiné à fournir un soutien aux entrepreneurs technologiques, aux développeurs et aux investisseurs. Facebook a également étendu son empreinte, annonçant en septembre 2020 son intention d'ouvrir un deuxième bureau africain à Lagos fin 2021. La croissance rapide des TIC et les attentes futures en matière de technologie numérique ont alimenté un afflux d'investissements dans les start-ups, une grande partie du financement étant fournie sous forme de PE et de VC. Selon l'AVCA, 2019 correspond à un record de 1,42 milliard de dollars de financement en capital, contre 736 millions de dollars en 2018. Le nombre de transactions de VC technologique a également augmenté, passant de 111 à 136. Entre 2014 et 2019, 63 % des transactions ont été évaluées à moins de 5 millions de dollars, tandis que 3 % ont été évaluées à 50 millions de dollars ou plus. Alors que les volumes et les valeurs des transactions ont augmenté de manière spectaculaire, une grande partie continue d'être dirigée vers les marchés les plus attractifs : Afrique du Sud, Kenya, Nigéria et Egypte. Ces transactions ont représenté 64 % du financement sur le continent en 2014-19. L'Afrique Australe (25 %), l'Afrique de l'Est (21 %) et l'Afrique de l'Ouest (21 %) sont en tête des opérations de VC tech en termes de volume, tandis que les opérations multirégionales ont attiré le plus de

valeur (52 %). Une part importante des investisseurs VC sont basés aux Etats-Unis (41 %), suivis par l'Afrique du Sud (9 %), le Royaume-Uni (8 %) et le Nigéria (4 %). Les services financiers sont en tête de liste (23 % des transactions), les biens de consommation discrétionnaire représentant le plus en valeur (28 %). Les autres segments clés sont les TIC, avec 19 % en volume et 5 % en valeur; l'industrie, avec 12 % en volume et 18 % en valeur; et les services publics (11 % et 16 %).

Financement de VC pour les start-ups technologiques africaines, 2014-19 (millions de dollars)



Etude de Cas SANGO

Sango Capital, créée en 2011, est une société de gestion d'investissements orientée vers la génération de rendements à risque ajustés, à partir de fonds et d'investissements directs en Afrique. Elle investit des capitaux dans des opportunités du marché intermédiaire pour des investisseurs mondiaux, notamment des fonds souverains, des pensions, des dotations, des fondations et des clients de bureau de gestion de patrimoine familial. Si la pandémie a eu un impact important sur les économies africaines, le portefeuille de fonds et d'investissements directs de Sango Capital a été relativement résilient. « Nous avons anticipé cette résilience car nos portefeuilles sont conçus avec un fort accent sur l'atténuation des risques. Avant la pandémie, nous avons conseillé à nos GP de se préparer à un ralentissement de l'économie mondiale et avons encouragé les équipes à renforcer leur capacité à gérer les risques, ce qui a contribué à des rendements meilleurs que prévus jusqu'à présent en termes de performances des sociétés du portefeuille » a déclaré à OBG Richard Okello, cofondateur et associé de Sango Capital. La composition du portefeuille, conçu pour se défendre contre les risques de chocs et les pertes de capital qui se produisent lors d'événements rares et inattendus, a constitué un tampon supplémentaire. En maintenant un équilibre entre les actifs qui bénéficient de la croissance économique générale et ceux qui sont anticycliques, Sango Capital a pu maintenir un tampon pour amortir les chocs économiques. En outre, comme de nombreuses autres sociétés de PE axées sur le marché intermédiaire, la société a investi massivement dans des entreprises de services essentiels, comme la chaîne d'épicerie Market Square au Nigéria.

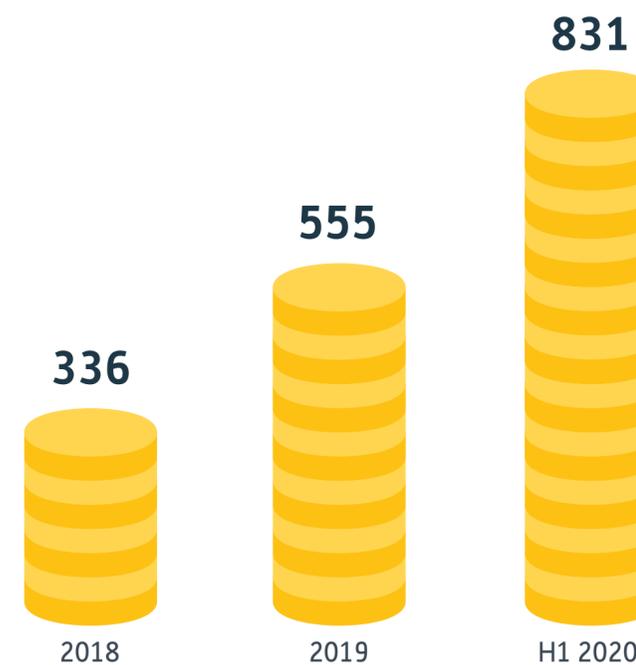
Impact du Covid-19 sur la transformation numérique

Pour des raisons évidentes, les TIC figurent parmi les secteurs les plus résilients au niveau mondial depuis l'apparition du Covid-19, de nombreuses entreprises technologiques ayant pu s'adapter ou pivoter vers de nouveaux modèles commerciaux lucratifs pour fournir des solutions à l'ère de la pandémie.

Néanmoins, en raison de l'impact macroéconomique général sévère de la pandémie, les investissements directs étrangers dans le secteur des TIC ont fortement diminué, le nombre de projets de logiciels et de TIC au premier semestre 2020 tombant à 1198 au niveau mondial, le niveau le plus bas depuis 2012, selon le moniteur d'investissements novateurs du Financial Times, fDi Markets.

En revanche, passant de 48 à 39 sur les six premiers mois de l'année, le nombre de projets d'investissements directs étrangers africains dans le domaine des logiciels et des TIC a connu une chute moins précipitée. Le total des dépenses d'investissement pour ces projets au cours de la même période a été évalué à 831 millions de

Investissements dans le secteur des TIC et des logiciels en Afrique (millions de dollars)



dollars, dépassant les 555 millions de dollars enregistrés en 2019 et les 336 millions de dollars en 2018. La majeure partie des investissements réalisés jusqu'en juillet 2020 l'ont été en Afrique du Sud (15 projets), au Nigéria (7 projets), ainsi qu'en Egypte (4 projets) et au Kenya (4 projets).

De nombreuses politiques de digitalisation, déjà en cours avant la pandémie, ont été renforcées après l'apparition du Covid-19. « Au cours des dernières années, les régulateurs financiers ont fait avancer l'inclusion financière et la transformation numérique », explique à OBG Mohamed Okasha, associé directeur du fonds Disruptech, spécialisé dans les technologies financières (financial technology, fintech) en Egypte. « Depuis la pandémie, l'on a accéléré ces efforts. Les services en ligne sont adoptés au niveau des entreprises, ainsi que par les PME, le gouvernement et les consommateurs. Parallèlement, les paiements numériques ont remplacé les transactions en espèces si

rapidement que nous avons assisté à un bond de deux ans de l'activité en seulement trois mois. La pandémie a obligé les prestataires de services à prendre ce sujet au sérieux ». Des évolutions similaires ont été observées sur tout le continent africain, pour promouvoir les échanges sans numéraire les régulateurs de pays tels que le Rwanda et le Ghana ont imposé aux fournisseurs de supprimer les frais sur les transactions d'argent mobile et autres transactions numériques.

La pandémie a également renforcé l'urgence qu'il y a d'atteindre des niveaux plus élevés d'inclusion financière.

« La transformation numérique facilite non seulement les interactions sans contact, mais elle permet aussi aux gouvernements de transférer des fonds directement aux citoyens les plus vulnérables », a déclaré à OBG, Moses Baiden, PDG de l'entreprise technologique ghanéenne Margins Group.

Partie 2 : Tendances en Afrique

Alors que la fintech et les domaines liés à la fintech offrent de nombreux cas d'utilisation et devraient attirer une proportion importante de nouveaux investissements, un certain nombre d'autres verticaux sont prêts à se développer. Les services aux entreprises tels que les logiciels d'entreprise et l'informatique de type Cloud, ainsi que les technologies de la santé, de l'alimentation, de l'agriculture, de l'éducation et des énergies renouvelables, sont tous appelés à se développer. Bien que nombre de ces segments soient embryonnaires en Afrique, avant la pandémie, beaucoup étaient déjà impliqués dans un certain nombre de transactions. En 2019, 247 millions de dollars ont été investis dans les plateformes technologiques hors réseau, 189 millions de dollars dans les technologies de la santé et 124 millions de dollars dans les technologies de l'éducation, selon la plateforme d'investissement Partech. Une entreprise qui en a bénéficié est la plateforme nigériane de tests génétiques 54Gene. Fondée et financée par un capital d'amorçage en 2019, la start-up a levé 15 millions de dollars de capitaux propres de série A en avril 2020, alors qu'elle s'impliquait dans la mise à l'échelle de l'infrastructure de test Covid-19. D'autres start-ups technologiques disruptives financées par le VC et le PE ont contribué à apporter des solutions. Parmi elles, on trouve des entreprises de technologie éducative telles qu'Etudesk, une société ivoirienne qui fournit un accès gratuit aux étudiants de ce pays et du Sénégal ; des plateformes régionales de formation et de recrutement telles qu'Andela et Gebeya ; des start-ups de logistique telles que Nigerian TradeDepot et Kobo360 ; et des start-ups de logiciels SaaS telles qu'Africa's Talking, qui a facilité la diffusion d'informations aux communautés éloignées.



Point de Vue

Emad Barsoum, Directeur Général, Ezdehar

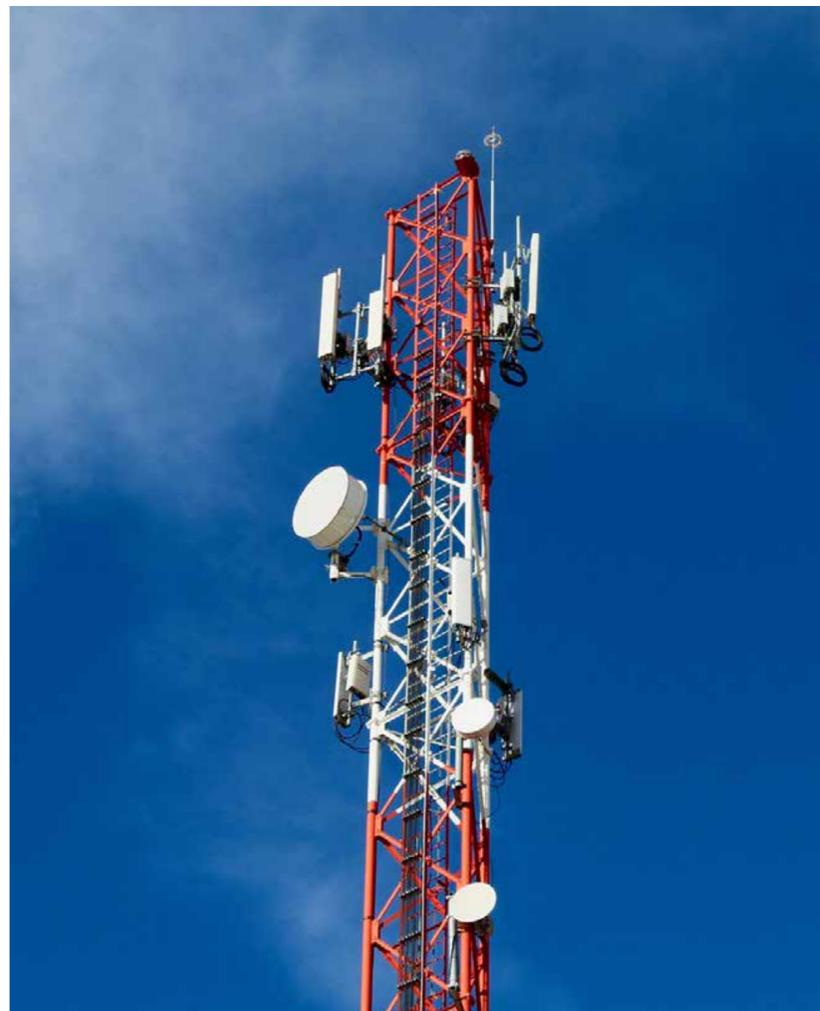
EZDEHAR®

Pour comprendre l'impact de Covid-19 sur le VC, il faut d'abord comprendre les implications de la pandémie pour chacune des entreprises de portefeuille et leur capacité d'adaptation. Le rôle d'une société de PE est de s'appuyer sur la qualité de l'équipe dirigeante et de transférer les connaissances, en particulier dans des circonstances difficiles comme celles observées au début de 2020. A travers le fonds Ezdehar Egypt Mid-Cap, nous investissons dans des entreprises de taille moyenne à fort potentiel de croissance, opérant dans des secteurs défensifs qui bénéficient des moteurs de croissance macroéconomiques et démographiques sous-jacents du pays. Le portefeuille du fonds a été relativement protégé de l'impact de l'épidémie de Covid-19, en partie grâce à la résilience de ces secteurs. En outre, les entreprises de notre portefeuille sont peu endettées, ce qui a constitué un atout en termes de gestion des flux de trésorerie pendant la pandémie.

En réponse à l'évolution de la situation économique, la société a communiqué étroitement avec les entreprises de son portefeuille et a travaillé avec les équipes de direction pour effectuer des mises à jour hebdomadaires de leurs plans d'action d'intervention axés sur les domaines de la sécurité du personnel, de la continuité du service et du maintien de la croissance future. Si certains contrats ont été annulés, les plus grands défis actuels sont de nature globale. L'interaction présentielle restant une caractéristique essentielle des transactions de PE et de la due diligence, les investisseurs internationaux se sont heurtés à quelques obstacles – bien que cela ait également offert des opportunités aux investisseurs locaux.

Pour les sociétés de portefeuille, la réduction de la demande et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement sont des facteurs clés, tandis que du côté des investisseurs, l'incertitude mondiale et le risque de possibilités de sortie limitées sont des préoccupations majeures. Toutefois, les investissements en PE étant par nature à long terme, nous pensons que les retombées seront finalement limitées. Une tendance émergente positive est l'évolution vers la digitalisation et les nouvelles technologies en Egypte; ce phénomène a été accéléré par la pandémie. Historiquement, les entreprises égyptiennes de taille moyenne ont été quelque peu à la traîne par rapport à leurs homologues mondiaux en termes d'adoption de nouvelles technologies, peut-être en raison de l'importance perçue des dépenses d'investissement initiales et du désir d'orienter les investissements vers l'expansion des produits et des services. L'Egypte reste enclin à la croissance après la reprise. Depuis 2016, un nombre sans précédent de décisions attendues ont été prises et des réformes clés ont été mises en œuvre, au bénéfice de l'environnement des affaires. Un exemple est la réduction des subventions, qui faisaient peser un fardeau sur les finances de l'Etat. Concomitamment, les investissements dans les infrastructures ont augmenté, ce qui constitue un atout pour les petites et moyennes entreprises du pays. Avant la pandémie, les projections étaient très optimistes grâce à ces réformes et en raison de la croissance démographique et de l'amélioration des taux de consommation. Ces facteurs sous-jacents continueront à faire de l'Egypte une destination attrayante pour les investisseurs en PE.

Défis et opportunités dans le domaine des TIC



La transformation numérique offrira des opportunités notables aux investisseurs en PE et en VC en Afrique dans un avenir proche, comme le montre la présence d'entreprises technologiques ayant des modèles d'entreprise flexibles capables de répondre aux besoins émergents, des résultats à fort impact qui utilisent la technologie au profit de la société et des investissements pré-pandémiques en hausse rapide dans les infrastructures technologiques.

Cependant, des défis subsistent. Si la connectivité numérique progresse sur le continent africain, il faut investir davantage dans les compétences numériques locales. Une fracture numérique persiste également, avec des régions comme l'Afrique du Nord et des pays comme le Kenya, le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Ghana qui reçoivent une proportion surdimensionnée de l'ensemble des investissements liés aux technologies.

L'IFC souligne que l'impact macroéconomique de Covid-19 est susceptible d'accroître le fossé entre ceux qui peuvent s'offrir un accès rapide

et fiable à Internet, et ceux qui n'ont pas accès aux solutions numériques.

Un dernier défi pour la croissance à long terme du secteur est posé par le manque relatif de soutien aux start-up dans les toutes premières étapes de leur vie. Toutefois, cela pourrait également constituer une opportunité pour les investisseurs en VC. Une étude réalisée en 2017 par l'Agence française de développement a démontré que le paysage africain des start-ups était sous-développé, avec 0,3 start-up pour 1 million d'habitants en Afrique subsaharienne, soit moins que la moyenne enregistrée dans les pays développés (43).

Cette situation est principalement due à l'insuffisance des investissements d'amorçage et de l'aide aux entrepreneurs en phase de démarrage. Le capital et les ressources sous forme d'accélérateurs, d'espaces de co-working et de clusters technologiques ont contribué à réduire le fossé, mais il est clair que le VC a encore un rôle clé à jouer dans le développement de l'écosystème.

Principales conclusions : Opérations de PE



81 opérations de PE en Afrique ont été déclarées au premier semestre

\$700 millions d'opérations de PE ont été déclarées au premier semestre 2020



Les transactions TIC ont connu une augmentation notable en termes de volume et de valeur, passant de **8 %** et **7 %**, respectivement, au premier semestre 2019, à **17 %** et **16 %** au premier semestre 2020

Partie 2 : Tendances en Afrique

Etude de Cas Alitheia

Creating Wealth. Transforming Lives.

Dès le deuxième trimestre de 2020, la pandémie avait provoqué des ralentissements économiques dans le monde entier. En avril, dans le contexte d'une crise mondiale sans précédent, Alitheia Capital a annoncé avoir levé 75 millions de dollars pour son fonds de PE de 100 millions de dollars pionnier de l'inclusion du genre, Alitheia IDF. Ce fonds identifie, investit et soutient les PME à forte croissance dirigées par des femmes et des équipes de directions inclusives en Afrique subsaharienne. Le fonds est prêt à annoncer sa première série d'investissements, avec des plans pour investir dans 12 PME de six pays. Motivé par la conviction que la technologie a un rôle central à jouer dans l'inclusion financière, Alitheia Capital a effectué en 2010 un investissement dans Paga, une entreprise de fintech d'épargne et de paiement, et a par la suite investi dans une deuxième génération d'entreprises fintech, offrant un accès à des services financiers abordables et à d'autres services essentiels. Notamment, deux de ces entreprises sont Lidya, un application numérique de prêts pour PME, et MAX, un fournisseur de logistique et de transport. Dans le même ordre d'idées, la stratégie d'inclusion énergétique d'Alitheia Capital a permis de fournir de l'énergie propre à plus d'un million de ménages nigériens, qui ont ainsi abandonné l'utilisation du bois de chauffage. Ce faisant, cette entreprise a établi une chaîne de valeur qui a permis de créer des dizaines de milliers d'emplois, de fournir des fonds de roulement à des milliers de commerces de détail, de réduire la mortalité infantile due à la pollution de l'air intérieur et de diminuer l'abattage des arbres et la déforestation.



Point de Vue

'Tokunboh Ishmael, Directrice Générale, Alitheia Capital

La transformation numérique est, partout sur le continent, une priorité qui lui permettra de faire un bond technologique et d'atteindre son plein potentiel. Conscients de ce fait, les investisseurs ont recherché des entreprises ayant la capacité et les outils nécessaires pour transformer les industries traditionnelles, en particulier les services essentiels tels que la santé, l'éducation, la finance et l'énergie. L'importance de leur impact est soulignée par la pandémie. En plus des entreprises qui relèvent les défis de la sécurité alimentaire, les fournisseurs de services essentiels resteront incontournables lorsque le monde sortira de cette crise de santé publique. Les entreprises qui ont un impact social sont tragiquement sous-financées. L'Afrique est confrontée à d'importants déficits de financement, en particulier dans les services essentiels, et surtout là où l'infrastructure technologique peut accélérer l'accès et le prix. La bonne nouvelle est que le financement par PE et VC en Afrique a connu une croissance significative ces dernières années: L'AVCA indique que l'Afrique a attiré 613 opérations de VC d'une valeur de 3,9 milliards de dollars entre 2014 et 19. Malgré la

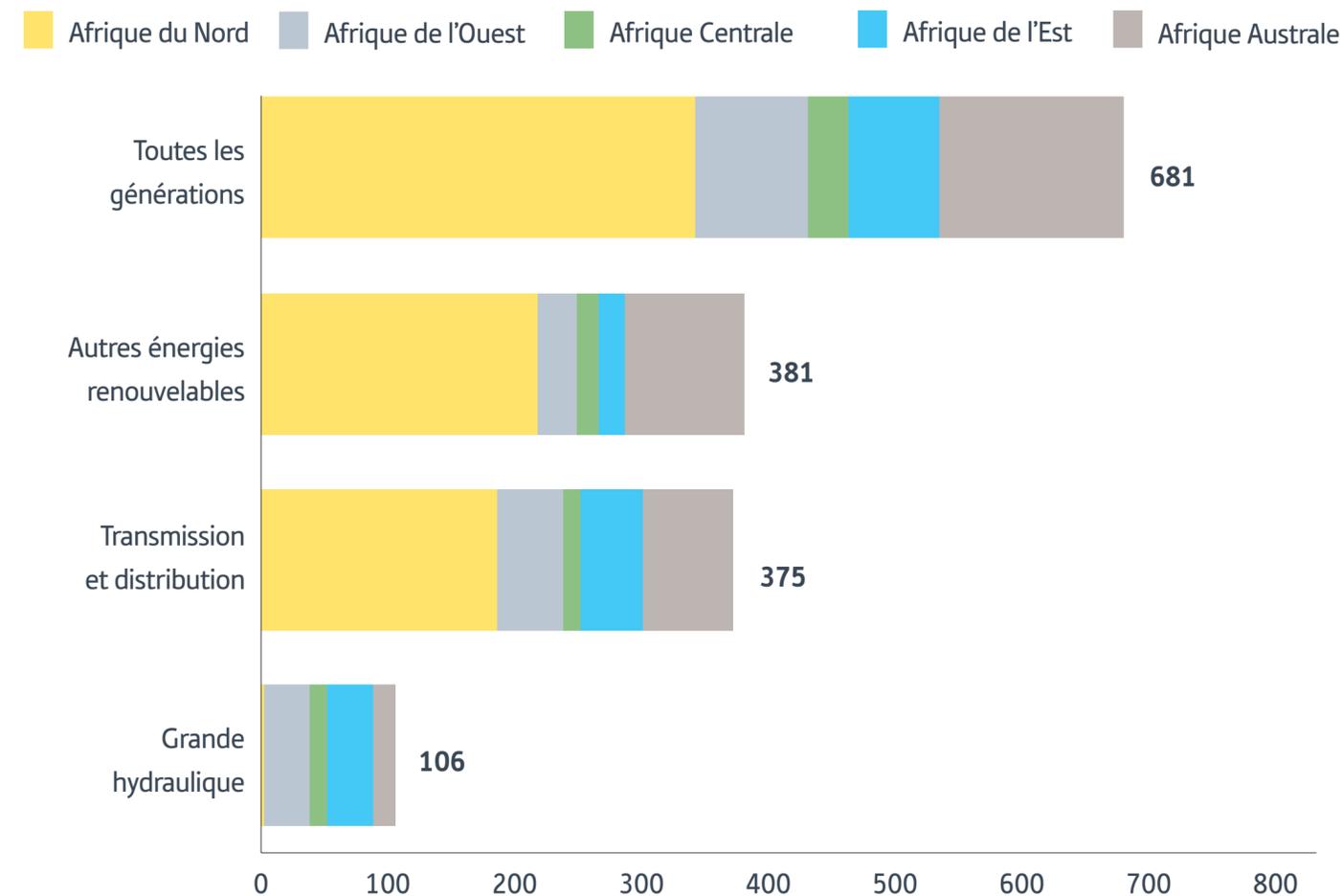
pandémie, l'investissement dans les entreprises à fort impact est en passe de jouer un rôle clé dans l'atténuation des problèmes du système de santé dans les économies émergentes, en comblant les lacunes dans la fourniture d'équipements de protection individuelle et d'autres produits médicaux de première nécessité. La tendance à investir pour relever les défis du développement se généralise, comme le montre le récent lancement d'un fonds d'impact de 100 millions de dollars par Salesforce, une entreprise plus connue pour ses logiciels que pour son impact social. Cette croissance devrait se poursuivre en 2021, car de plus en plus d'investisseurs reconnaissent l'importance des entreprises durables et à fort impact qui concilient les besoins des personnes et de la planète avec le profit. Bien que les professionnels de l'investissement d'impact aient depuis longtemps souligné le sous-investissement dans les services essentiels sur le continent, les fonds destinés à combler cette lacune proviennent en grande majorité d'IFD occidentales et, de plus en plus, d'investisseurs privés étrangers. Les capitaux nationaux, tant publics que privés, n'ont

pas réussi à égaler les capitaux des IFD, qui se concentrent sur la résolution des défaillances du marché dans les secteurs sociaux et sur la création d'emplois. En avril 2020, la Banque mondiale a prédit que cette pandémie pousserait l'Afrique subsaharienne vers sa première récession en 25 ans. Parallèlement, McKinsey estime que 150 millions d'Africains pourraient perdre leur emploi, ce qui serait particulièrement dévastateur pour le secteur informel, où les femmes représentent 75 %. Outre les conséquences sur la sécurité, ce ralentissement constitue une menace existentielle pour le développement réalisé au cours des dernières décennies. Une action mondiale et la mobilisation urgente de fonds s'impose donc, tant au niveau local qu'international. Il est temps que les sources nationales jouent un rôle de premier plan dans l'impact sur le développement et le progrès. Ce n'est pas le moment de se cacher. Nous devons débloquer les capitaux nationaux pour qu'ils travaillent assidûment aux côtés des capitaux étrangers afin de réaliser les investissements dans des entreprises à fort impact qui permettront à l'Afrique d'atteindre son plein potentiel.

Les énergies renouvelables en Afrique : Vue d'ensemble

Les énergies renouvelables sont devenues l'un des segments dont la croissance est la plus rapide dans de nombreux pays d'Afrique en termes de demande des consommateurs et des industriels, ainsi que de volume d'investissements publics et privés. Cette tendance a été largement portée par le solaire, compte tenu de l'abondance de la lumière du soleil sur le continent. En effet, en 2019, l'Agence internationale de l'énergie (International Energy Agency, IEA) a estimé que 75 % de la production d'énergie nouvellement installée en Afrique était renouvelable. Un certain nombre de facteurs ont contribué à l'adoption rapide des énergies renouvelables, notamment la persistance d'une forte demande de solutions énergétiques, puisque près de la moitié des habitants du continent, soit 600 millions de personnes, n'ont pas accès à l'électricité. Parallèlement, quelques 80 % des entreprises subsahariennes sont handicapées par un approvisionnement en électricité peu fiable et coûteux. Alors que l'Afrique abrite 17 % de la population mondiale, elle ne reçoit que 4 % des investissements dans l'approvisionnement en électricité. L'IEA estime que pour combler ce fossé et garantir l'accès universel à l'électricité d'ici à 2040, il faudrait tripler le nombre de personnes connectées au réseau par an, qui passerait de 20 à 60

Besoins cumulés d'investissement, 2015-30 (milliards de dollars)



millions, et multiplier par quatre les investissements, pour atteindre 120 milliards de dollars par an.

La baisse rapide du coût des énergies renouvelables, et de l'énergie solaire en particulier, entraîne de nouveaux investissements, dont une proportion croissante de PE et de VC. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables a estimé qu'il y avait eu des réductions importantes du coût de toutes les technologies de production d'énergie renouvelable commercialement disponibles au cours des dernières années. Les chiffres de 2018 montrent une baisse de 26 % du coût de l'énergie solaire concentrée, le solaire photovoltaïque ayant diminué de 13 %. Les énergies renouvelables non solaires telles que la bioénergie (-14 %), l'hydroélectricité (-12 %) et l'éolien terrestre (-13 %) ont également connu d'importantes réductions de coûts, et cette tendance devrait se poursuivre. L'énergie solaire reste particulièrement intéressante dans de grandes parties de l'Afrique, car le continent possède les ressources solaires les plus riches du monde – et, selon l'IEA, moins de 1 % de la capacité mondiale installée, soit seulement 5 GW d'énergie solaire photovoltaïque en 2019.

Partie 2 : Tendances en Afrique

L'attention croissante portée aux normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) ainsi qu'au changement climatique dans le secteur du PE contribue également à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans les entreprises bénéficiaires d'investissements. La prépondérance des IFD en tant que LP et leur intérêt à fournir des investissements d'impact sont des facteurs contributifs, bien que d'autres investisseurs aient des raisons d'adhérer à ces normes. Selon un rapport de 2018 de l'AVCA sur l'investissement responsable en Afrique, les normes ESG sont de plus en plus considérées comme un aspect essentiel de l'analyse financière et de la prise de décision dans la communauté des investisseurs en raison de leur capacité à atténuer les risques et à garantir des rendements commerciaux. Selon l'étude de durabilité de l'AVCA axée sur le changement climatique, publiée en avril 2020, 75 % des répondants avaient mis en place une politique d'investissement responsable couvrant l'action climatique. Les investisseurs l'ont également reconnu à la fois comme un risque pour leur portefeuille et comme une opportunité de marché. Environ 95 % ont identifié l'énergie comme un secteur intéressant du point de vue du climat. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, la modification du mix énergétique actuel entraînerait des rendements immédiats importants en termes d'empreinte carbone, d'autant plus que 40 % de l'électricité de la région est produite par des générateurs d'appoint, qui produisent de très fortes émissions.



Point de Vue

Olusola Lawson, Directeur Général,
African Infrastructure Investment Managers (AIIM)

Au cours de la dernière décennie, le nombre d'opportunités s'est considérablement accru dans le domaine des énergies renouvelables. Avec plus de 700 millions de dollars de capitaux investis dans ces projets en Afrique du Sud ainsi que dans des entreprises d'énergie distribuée à travers l'Afrique, AIIM est devenu l'un des plus grands investisseurs en capitaux propres sur le continent. Le thème de la transition énergétique est l'un de ceux pour lesquels nous continuons à voir des opportunités majeures, dans le contexte d'une chaîne de valeur qui évolue rapidement, passant d'un système d'usines centralisées à un système de plus en plus réparti. En raison de déficits structurels, qui ont conduit à l'existence de près de 20 GW de production au diesel dans le pays, le Nigéria est devenu un marché potentiel majeur pour le solaire distribué. L'une de ces entreprises est Starsight Energy, la plus grande entreprise d'efficacité énergétique et d'énergie solaire distribuée en Afrique de l'Ouest, qui fournit des services aux entreprises et aux clients industriels. AIIM a investi pour la première fois dans Starsight

Energy en 2018 par le biais du fond African Infrastructure Investment Fund 3. A ce moment-là, l'entreprise comptait moins de 30 sites pilotes à travers le pays. Elle est passée à plus de 500 sites en fonctionnement et en construction, ce qui équivaut à une capacité de plus de 40 MW. Pendant la pandémie, les activités de construction ont été perturbées par des défis logistiques liés aux chaînes d'approvisionnement, ainsi que par la difficulté de déplacer des spécialistes clés sur les sites de construction et par un accès réduit aux sites des clients. Cela n'a duré qu'une courte période, et les opérations sont maintenant presque entièrement rétablies. L'impact sur l'espace PE en Afrique sera généralement différent selon le type d'exposition inhérent à la classe d'actifs du fonds ou du gestionnaire en question. Dans le domaine des infrastructures, nous avons constaté une résilience des performances de nos actifs dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures numériques, la demande pour ces services essentiels y étant très forte, elle a résisté à la pandémie. Dans

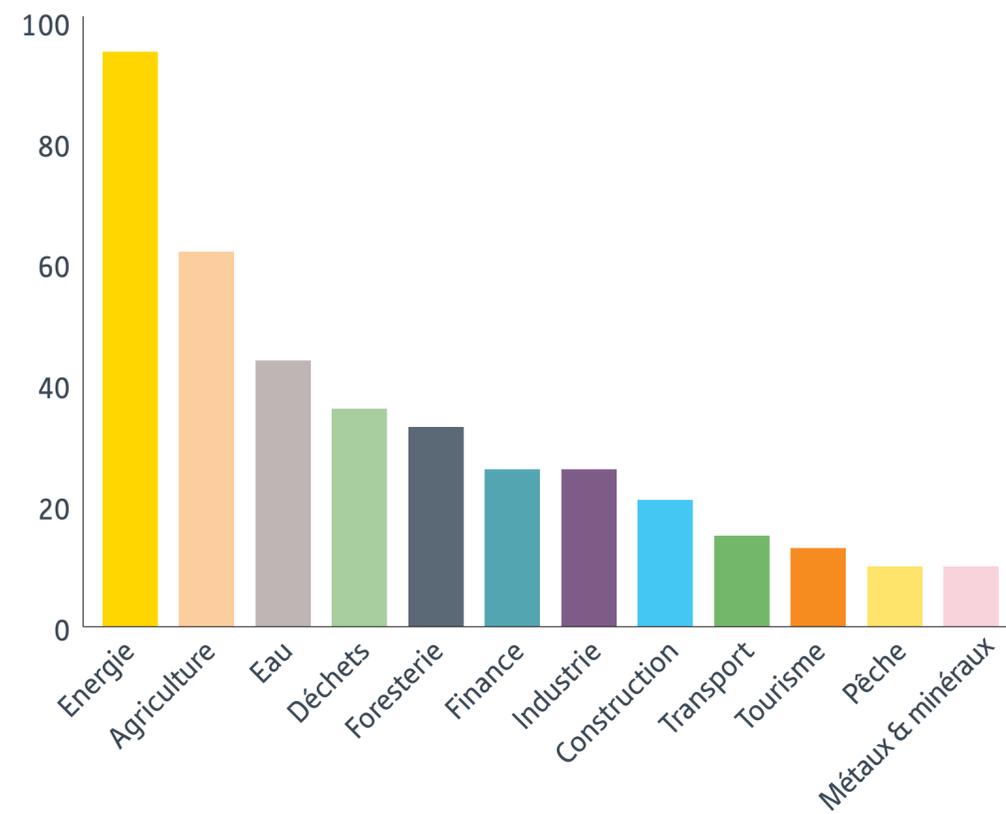
l'ensemble, cette classe d'actifs a résisté à la pandémie et nous voyons des opportunités pour les fonds qui souhaitent continuer à investir en Afrique. Des opportunités significatives dans le paysage africain des infrastructures existent au niveau de nos principaux thèmes d'investissement – transition énergétique, mobilité et logistique, infrastructure numérique. Le décalage entre la demande de capitaux pour ces actifs essentiels et l'offre de capitaux dans le contexte incertain de l'après-Covid offre une opportunité pour les gestionnaires locaux expérimentés d'investir à des rendements ajustés au risque attractifs. Nous nous attendons à ce que la concurrence pour les capitaux entraîne des réformes commerciales qui rendront l'investissement dans de nombreux pays africains plus attrayant. Alors que les gouvernements se débattent sous le poids des déficits budgétaires croissants, les capitaux privés seront de plus en plus nécessaires pour combler les lacunes de financement, et les climats d'investissement les plus accueillants seront les destinataires de ces capitaux.



Energies renouvelables : Impact de la pandémie

Les investisseurs voient des opportunités liées au climat en Afrique dans l'énergie, l'agriculture et l'eau

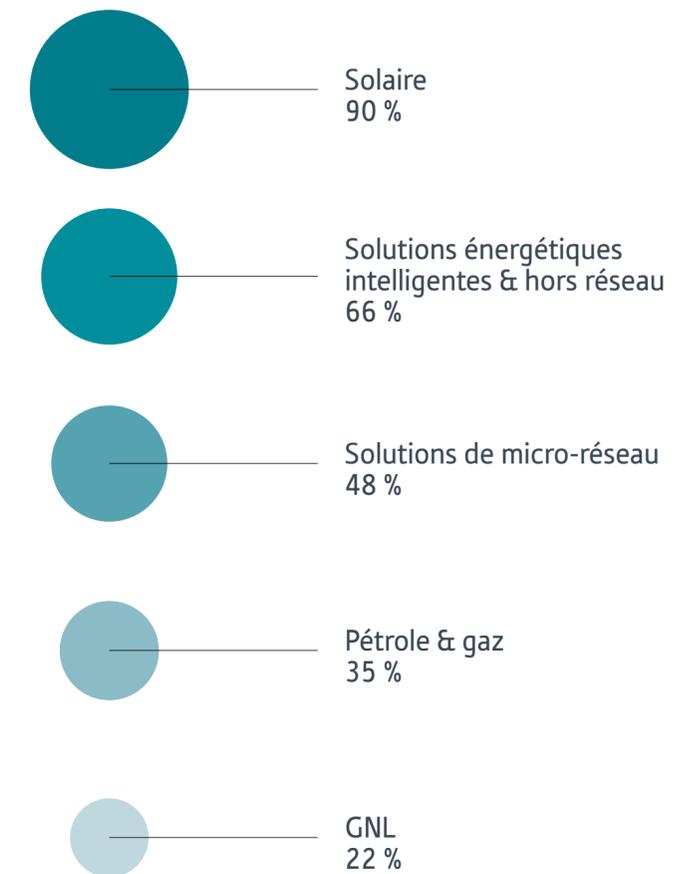
Où voyez-vous le plus d'opportunités pour les investissements climatiques en Afrique ?



Alors que les énergies renouvelables comme le solaire sont importantes pour le développement à long terme de l'Afrique, la pandémie de Covid-19 a eu un impact sur le secteur de l'énergie, tant dans le monde que sur le continent. La perturbation initiale de la chaîne d'approvisionnement en énergies renouvelables, ainsi que les confinements, ont touché les entreprises en Afrique. Pourtant, certains éléments indiquent que la pandémie pourrait offrir des opportunités dans les énergies renouvelables à plus long terme. Deux tendances clés qui profiteraient au secteur sont une augmentation des liquidités due aux investisseurs se détournant du pétrole pour se tourner vers les énergies renouvelables, moins risquées, et les plans de relance et véhicules de financement Covid-19, qui accélèrent la transition vers les énergies propres, selon une étude publiée dans la revue Energy Research and Social

Science en octobre 2020 par Mark Akrofi et Sarpong Antwi. Les véhicules de financement en Afrique comprennent le Covid-19 Energy Access Release Fund émis par Social Investment Managers and Advisors, le guichet Covid-19 de GET. invest pour les projets énergétiques, le fonds d'aide REACT Kenya Relief Fund de l'Africa Enterprise Challenge Fund pour les entreprises hors réseau et le Covid-19 Solar Relief Fund émis par All On au Nigéria. Au niveau national, le gouvernement nigérian, par le biais de son Agence d'électrification rurale, s'est associé à la Banque africaine de développement et à la Banque Mondiale pour fournir des mesures en faveur du solaire en réponse à la pandémie. Le gouvernement a également débloqué des fonds pour permettre aux ménages d'installer des systèmes solaires domestiques, et permettant aux centres de santé et aux centres médicaux de construire des mini-réseaux solaires.

Dans quels secteurs êtes-vous susceptible d'investir ?



Partie 2 : Tendances en Afrique

Etude de Cas



En 2016, Africa Finance Corporation (AFC) a investi 188 millions de dollars pour une participation de 26% dans la Gabon Special Economic Zone (GSEZ). Au début de 2020, la GSEZ a été rebaptisée ARISE et réorganisée en trois secteurs verticaux: ARISE Port & Logistics, ARISE Integrated Industrial Platforms et ARISE Infrastructure Services. ARISE a été créée pour accélérer la diversification et le développement. Le Gabon est désormais un exportateur important de placage, de bois scié et de meubles. Il est passé d'environ 350 millions de dollars d'exportations de produits du bois en 2010 à plus d'un milliard de dollars en 2019, tout en créant plus de 34 000 emplois. « ARISE sert de cadre permettant aux investisseurs de s'établir en Afrique », a déclaré à OBG Samaila Zubairu, PDG de l'AFC. « Nous visons à nous développer car les investisseurs ont besoin d'avoir accès non seulement à des terres et à des matières premières, mais aussi à des fonds de roulement et à un moyen de se retrouver entre les permis, les quotas et d'autres obstacles bureaucratiques. ARISE a également démontré que les revenus de l'activité commerciale sont une alternative viable et attrayante aux cotations en tant que moyen de récupérer du capital dans les secteurs du transport et de l'industrie ». Les investisseurs ont été attirés par les opportunités d'investissement offertes par ARISE. L'un des ports à conteneurs a été acquis par la société de transport française Bolloré Group ; la société Meridiam a investi dans un port minéralier; et le véhicule d'investissement français STOA s'est associé à un port de marchandises. De plus, en 2019, l'AFC a annoncé qu'elle s'associerait au gestionnaire de fonds A P Moller Capital.



Point de Vue

Samaila Zubairu, PDG, Africa Finance Corporation

Il existe toujours un écart important entre les besoins d'investissement considérables de l'Afrique et le nombre de projets bancables disponibles. A cette fin, l'AFC cherche à réduire le risque des opportunités disponibles et travaille avec des acteurs clés tels que les sponsors et les gouvernements pour transformer les idées initiales en projets bancables. L'organisation y parvient en étant le premier investisseur dans un projet et en distribuant ensuite les opportunités à d'autres partenaires, y compris les investisseurs en PE.

Notre démarche consiste à réduire le déficit annuel d'infrastructures de 170 milliards de dollars de l'Afrique et à améliorer l'environnement opérationnel difficile du continent. Pour ce faire, nous développons et finançons des projets d'infrastructure, nous encourageons le développement des ressources naturelles et nous créons et modernisons des actifs industriels qui améliorent la productivité et la croissance économique. Le besoin de capitaux privés s'est intensifié dans le sillage de la pandémie de

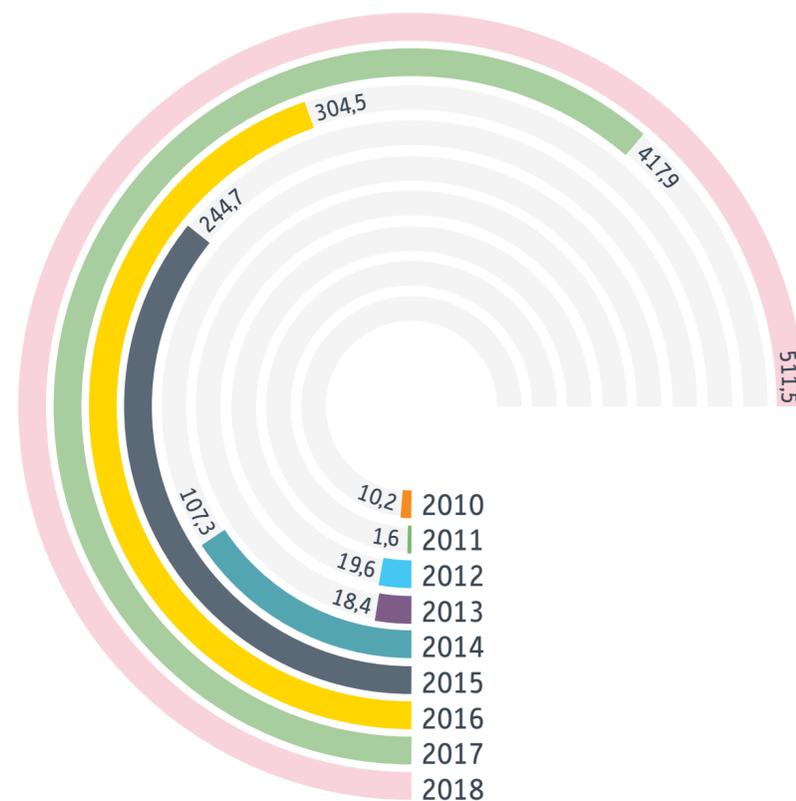
Covid-19, qui est l'un des événements les plus transformateurs et les plus significatifs de ce siècle. Elle a énormément affecté les économies africaines, notamment parce que la volatilité des prix des produits de base a entraîné la dépréciation de certaines devises. L'AFC et ses partenaires s'efforcent de remédier à cette déstabilisation par la construction de zones industrielles intégrées, donnant ainsi aux pays africains les moyens de créer de la valeur ajoutée. Actuellement, le commerce de l'Afrique porte essentiellement sur les produits de base, ce qui les rend tributaires des prix internationaux de marché.

En apportant des améliorations à la chaîne de valeur, nous serons en mesure d'isoler les économies des changements économiques les plus graves et les plus imprévisibles. En effet, la crise de Covid-19 a prouvé que la volatilité du prix du coton n'affecte pas de manière significative le prix des vêtements, tout comme la volatilité du prix du cacao n'a qu'un faible impact sur les prix du chocolat. Les défis posés par cette

instabilité des prix sont également l'occasion pour l'Afrique de réinventer la manière dont le continent commerce avec ses partenaires du monde entier. La création de centres de production à valeur ajoutée permettra non seulement de positionner l'Afrique comme un nouveau moteur de la croissance mondiale, mais aussi de créer des emplois locaux et de réduire l'empreinte carbone mondiale en rapprochant les installations de production industrielle de la source des matières premières. Compte tenu de l'ampleur des investissements en capital requis pour les projets d'infrastructure africains, le PE a clairement un rôle à jouer. Si les rendements du PE ont été en deçà des attentes, principalement en raison de la dépréciation persistante, l'allongement des horizons d'investissement permettrait de compenser de nombreux risques associés. On s'attend à ce que davantage d'investisseurs en PE deviennent actifs sur le marché à mesure que nous réduisons les risques liés aux opportunités et que nous démontrons qu'il est possible de réaliser des bénéfices en investissant dans les infrastructures.

Energies renouvelables : Opportunités et défis

Investissement des entreprises dans les sociétés d'accès à l'énergie hors réseau, 2010-18 (millions de dollars)



Au sein du segment solaire, les solutions hors réseau telles que les systèmes solaires domestiques (solar home systems, SHS) et les mini-réseaux sont les plus attrayants pour les investisseurs. La technologie hors réseau a été la deuxième verticale technologique la plus financée en 2019, avec 247 millions de dollars en financement de VC et 12,2 % de l'ensemble du financement de VC pour la technologie en Afrique, selon Partech. Parmi les transactions notables de 2019 concernant les start-ups hors réseau, citons un financement de série D de 50 millions de dollars pour la société de services solaires prépayés sans abonnement (pay as you go, PAYG) hors réseau BBOX, qui opère dans 12 pays du continent ; 25 millions de dollars de financement de série C pour la société solaire PAYG basée en Afrique de l'Ouest PEG Africa ; et 20 millions de dollars de financement de série A pour la start-up nigériane Rensource Energy.

De grandes entreprises internationales du secteur de l'énergie, telles que la multinationale française Engie, qui a racheté le fournisseur d'énergie solaire domestique Mobisol en Afrique de l'Est, Shell qui a fourni des capitaux à plusieurs fonds pour les énergies renouvelables et investi dans des start-ups hors réseau telles que D.light et PowerGen, et Total, qui a investi dans PEG, entre autres, reconnaissent

l'importance stratégique du marché de l'énergie renouvelable hors réseau en Afrique.

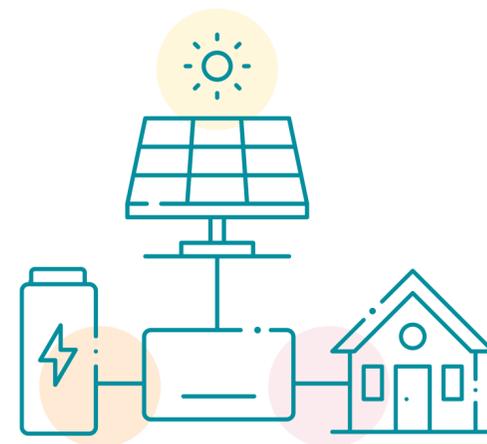
Le niveau d'investissement des gouvernements étrangers est également élevé, la banque néerlandaise Entrepreneurial Development Banking étant le premier investisseur en valeur dans le domaine de l'accès à l'énergie, aux côtés d'autres IFD tels que le groupe britannique CDC et le fonds d'investissement Norvégien.

Le modèle PAYG, selon lequel les clients résidentiels éloignés reçoivent une unité solaire louée, s'avère particulièrement attrayant en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Environ 2 millions de systèmes PAYG ont été vendus en 2018, et le modèle a représenté 91 % des 500 millions de dollars investis dans l'énergie hors réseau cette année-là, selon GSMA. L'essor de la technologie de l'argent mobile a alimenté le segment, ce qui, à son tour, stimule l'utilisation de l'argent mobile. L'importance de l'argent mobile pour le modèle PAYG est soulignée dans un rapport de 2019 du groupe de recherche et de conseil Wood Mackenzie. Près de 80 % des investissements annuels mondiaux dans l'énergie hors réseau ont lieu en Afrique, en grande partie en raison de l'omniprésence des systèmes de paiement par argent mobile.

Energies renouvelables : Opportunités et défis

Par conséquent, l'Afrique de l'Est – la région où le marché de l'argent mobile est le plus mature – a jusqu'à présent reçu l'essentiel de ce financement sur le continent, attirant 58 % des investissements. Il est toutefois de plus en plus considéré comme saturé. L'Afrique de l'Ouest, pour sa part, connaît des niveaux croissants de pénétration de l'argent mobile et n'a reçu que 17 % des capitaux. La région est considérée comme un marché intéressant en raison de la grande proportion de la population nigériane qui est sans électricité.

Un autre facteur qui a rendu les entreprises hors réseau PAYG attractives pour les investisseurs patients est le potentiel de vente additionnelle aux clients nouvellement acquis. Les biens et services qui pourraient être intégrés dans la chaîne de valeur des systèmes PAYG comprennent des services publics tels que l'eau, les



Systemes solaires domestiques

Les SHS sont uniquement connectés au foyer auquel ils fournissent de l'électricité. Les formes les plus simples consistent en un panneau solaire, un contrôleur de charge et une batterie.

Mini-réseaux verts

Les mini-réseaux verts fournissent de l'énergie directement ou par le biais de batteries à un groupe de ménages connectés au système. Les unités sont déconnectées du réseau énergétique principal et produisent de l'énergie via des sources renouvelables telles que l'énergie solaire. L'action des mini-réseaux est souvent complétée par des groupes électrogènes diesel.



télécommunications et l'internet; des biens tels que les smartphones, les batteries et les réchauds; et des services tels que les produits d'assurance et de prêt. Si le segment du solaire domestique reçoit la majeure partie des investissements dans ce type de projets, les mini-réseaux qui offrent une capacité de production allant jusqu'à 5 MW représentent également une importante opportunité de croissance dans l'espace hors réseau. En effet, les solutions de mini-réseaux seraient l'option la plus efficace pour 30 % de la population du continent qui n'a actuellement pas accès à l'électricité, selon l'IEA.

Les mini-réseaux ont déjà le vent en poupe. Wood MacKenzie estime que 292 millions de ménages seront connectés à l'électricité par le biais de mini-réseaux d'ici à 2030, soit plus que les 194 millions de foyers qui devraient se mettre à utiliser des SHS au cours de la même période. Avec des dépenses d'investissement élevées, il s'agit d'un espace sous-financé qui nécessite des investissements importants de la part des secteurs public et privé.

Santé en Afrique : Vue d'ensemble



Le secteur de la santé en Afrique connaissait déjà une croissance importante et attirait des investissements croissants de PE dans les années précédant 2020. Avec l'émergence de la pandémie de Covid-19, les acteurs des secteurs public et privé du continent prennent conscience de l'urgence d'investir dans la santé, notamment pour stimuler l'accès à des soins abordables.

Ce changement se reflète dans l'analyse fournie par le rapport 2020 H1 African Private Equity Data Tracker d'AVCA, où le secteur des soins de santé a représenté la plus grande part des opérations de PE en valeur (24 %), avec en tête l'investissement de Mediterrania Capital dans MetaMed, la plus grande plateforme de centres d'imagerie diagnostique en Egypte, en Jordanie et en Arabie Saoudite.

Parmi les autres opérations importantes annoncées au cours du premier semestre 2020 figurent les investissements dans MET Health par Oasis Capital en Afrique de l'Ouest et dans Pioneer Diagnostics Centre par Zoscales Partners en Afrique de l'Est. Ces investissements ont vu la part de la valeur des investissements dans la santé doubler par rapport au premier semestre de 2019, alors que les transactions dans le secteur ont représenté 12 % de la

valeur des transactions de PE en Afrique, ce qui était déjà une amélioration par rapport au premier semestre 2018, où 4 % de la valeur totale des transactions étaient destinées au secteur, selon les données de l'AVCA. Selon l'organisation, l'Afrique du Nord a vu 11 % du volume des transactions dirigé vers la santé en 2014-19, ce qui en fait le quatrième secteur le plus en vue dans la région.

Avec la généralisation des technologies médicales, les investissements en VC dans les entreprises de santé sont également en hausse. Selon les chiffres de l'AVCA, entre 2014 et 2019, le secteur a représenté 7 % du volume total des transactions et 3 % de la valeur des transactions. Dans le même temps, les données de Partech sur le financement VC des technologies en 2019 montrent que les technologies de la santé ont reçu 189 millions de dollars d'investissement à travers 13 transactions – ce qui représente 9,3% du financement VC tech total pour l'année et une augmentation de 969% par rapport à 2018. Parmi les exemples, citons l'investissement de 45 millions de dollars dans la start-up kényane de services de santé mobiles CarePay en 2019 et l'investissement de 9,7 millions de dollars dans le fournisseur ghanéen de solutions pharmaceutiques mPharma la même année.

Santé en Afrique : Opportunités et défis

Historiquement, le secteur de la santé a été attrayant pour les investisseurs en PE, probablement en partie en raison du TRI comparativement élevé. L'IFC estime que les investissements dans le secteur de la santé offrent un TRI brut de 17,5 % sur les marchés émergents hors Afrique et de 9,6 % en Afrique, ce qui représente le deuxième TRI par secteur le plus élevé sur les marchés émergents en général, et le quatrième rendement le plus élevé derrière les télécommunications, les TIC et les biens de consommation de base en Afrique.

Le secteur a également été à l'origine de la plus grande partie des fonds levés par le biais d'offres publiques initiales (initial public offerings, IPO) en valeur entre 2010 et 2017, selon un rapport AVCA/PWC sur les sorties de sociétés de portefeuille du PE africain via les marchés de capitaux mondiaux. Au total, 1,1 milliard de dollars ont été levés lors d'introductions en bourse au cours de cette période y compris la plus grande sortie africaine de PE – une

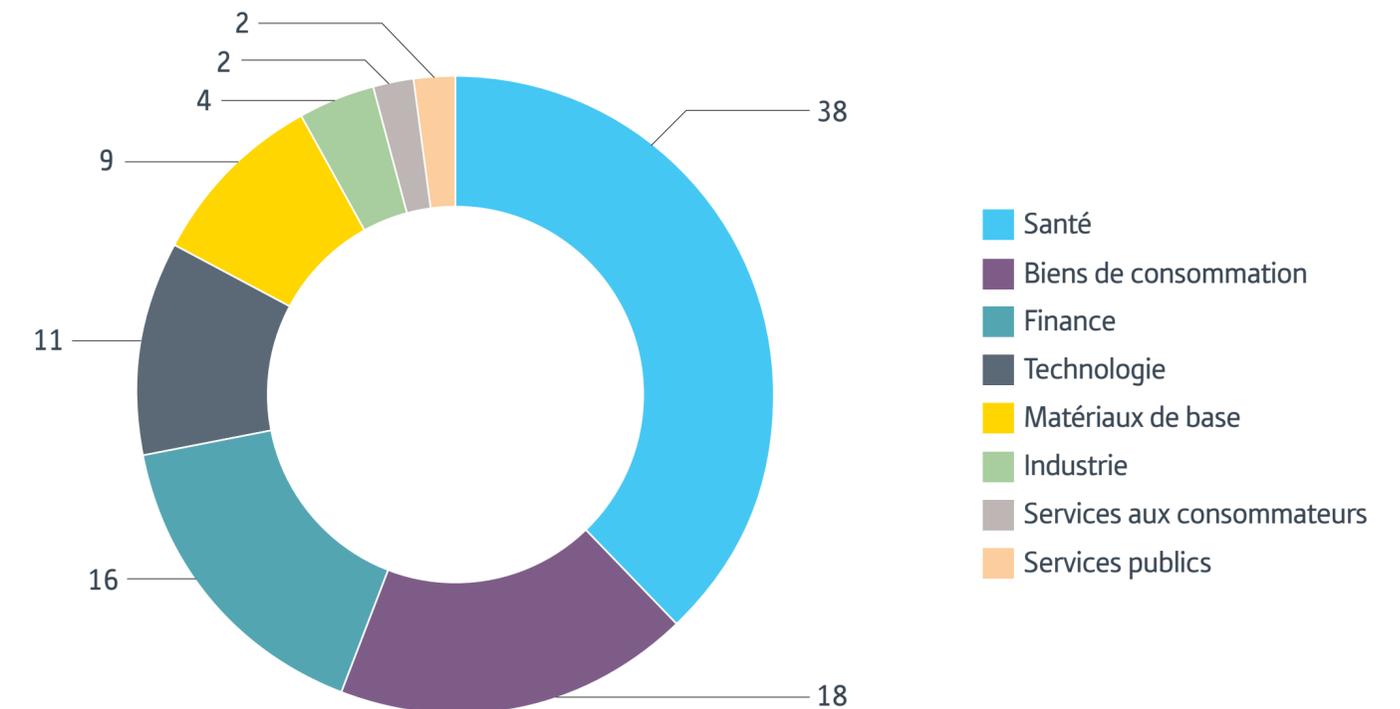
introduction en bourse de 681 millions de dollars de Life Healthcare Group à la Bourse de Johannesburg par Old Mutual Private Equity et Brimstone Investment Corporation.

Les TRI comparativement élevés et les opportunités de sortie favorables devraient persister dans les années à venir.

« L'augmentation de l'activité de PE signifie également qu'il y a un plus haut degré de liquidité pour les ventes à des acheteurs financiers. Cela est particulièrement important si l'on considère que les sorties sont essentielles sur le continent africain, qui est très peu liquide », a déclaré à OBG Albert Alsina, fondateur et PDG de Mediterrania Capital.

Alsina estime que les actifs de santé pourraient atteindre des TRI de plus de 20 % dans des périodes de détention de trois à cinq ans, en raison du potentiel substantiel en termes de croissance organique et par acquisition.

Produit des introductions en bourse financées par le PE, par secteur, 2010-17 (%)



Partie 2 : Tendances en Afrique



La pandémie a entraîné une augmentation des investissements publics dans les infrastructures de santé en Afrique. Au Nigéria, un fonds commun Covid-19 a été créé par le gouvernement et les Nations Unies pour déboursier des fonds aux entreprises de santé afin qu'elles puissent se procurer des biens médicaux et servir de plateforme de financement et d'investissement. Les budgets publics étant limités, le secteur privé devrait jouer un rôle plus important à l'avenir. L'élan déjà important des start-ups de santé en ligne et technologiques devrait s'accélérer. Selon l'IFC, les segments de marché pour lesquels la demande est particulièrement forte comprennent les plateformes de surveillance des épidémies basées sur la blockchain, la télésanté et les diagnostics en ligne. Les plateformes d'assurance maladie axées sur la micro-assurance abordable et les paiements mobiles comme BIMA devraient également continuer à connaître une croissance rapide. Les secteurs verticaux tels que les produits pharmaceutiques, la logistique de santé, les dossiers médicaux électroniques et les infrastructures de santé, qui étaient attrayants avant la pandémie, devraient connaître un regain d'activité.

Etude de Cas



Fondée en 2011, Akdital a commencé ses activités avec la clinique Jerrada à Casablanca, et depuis 2018, a réalisé d'importants investissements dans la construction de quatre nouveaux établissements de santé pluridisciplinaires et spécialisés : Clinique Ain Borja, Centre international d'oncologie de Casablanca, Clinique Longchamps et Hôpital privé Ain Sbaâ de Casablanca. Akdital dispose aujourd'hui d'une capacité totale de 550 lits et offre des services tels que la cardiologie, la chirurgie cardiaque, la neurochirurgie, l'oncologie, la radiothérapie, les soins intensifs et la néonatalogie. Les centres d'oncologie étant concentrés dans le centre de Casablanca et la demande augmentant ailleurs, Akdital a ouvert un nouveau service d'oncologie en octobre 2020 à l'hôpital privé Casablanca Ain Sbaâ, dans la périphérie de la ville. Ce nouveau centre, qui offre des services de diagnostic et de traitement, fournit à une communauté médicalement mal desservie des soins de première importance. De plus, en juin 2020, Akdital a signé une lettre d'intention pour acquérir une clinique pédiatrique de premier plan de 30 lits à Casablanca, ce qui lui permettra d'élargir sa gamme de spécialités. Le groupe prévoit de poursuivre son expansion avec de nouveaux développements à El Jadida, Agadir et Tanger. « L'équipe de Mediterrania Capital a apporté à Akdital un soutien stratégique, opérationnel et financier, nous aidant à déployer la stratégie que nous avons établie. Cela nous a permis de poursuivre notre expansion, en rendant des services de santé de haute qualité accessibles à une plus grande partie de la population », a déclaré à OBG le Dr Rochdi Talib, fondateur et PDG d'Akdital.



Point de Vue

Albert Alsina, Fondateur et PDG,
Mediterrania Capital Partners



Pendant la pandémie les défis plus profonds auxquels sont confrontés les systèmes de santé en Afrique sont devenus largement apparents, et un plus large éventail de parties prenantes ressent les conséquences du sous-investissement chronique. Cette situation renouvelle l'urgence de réformes et d'une ré-imagination, et a créé un nouvel élan pour que le PE joue un rôle important dans le déploiement durable et efficace du capital. Il n'y a pas de conflit entre le rendement financier et le développement durable. Lorsque nous investissons, nous le faisons pour que les entreprises soient championnes dans leur domaine et capables de survivre longtemps après notre sortie. Seule cette approche nous permet de garantir que les entreprises génèrent de la valeur pour les actionnaires et les patients à long terme. Le moment

est également venu d'envisager des actions d'investissement et de portefeuille dans le contexte de la crise humanitaire actuelle. A l'heure où les attentes du public quant au rôle des entreprises dans la société évoluent rapidement, les entreprises devraient envisager de doubler leurs engagements en matière d'investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance, et évaluer leurs actions du point de vue de la citoyenneté sociale. Investir dans les systèmes de santé est l'occasion d'accélérer le développement et la croissance économiques, de contribuer à sauver des millions de vies, de prévenir les handicaps à vie et, globalement, d'aider les communautés à atteindre une meilleure qualité de vie. Le secteur privé est devenu un moteur essentiel du développement et de l'innovation dans la santé.

PARTIE

PE et VC en Afrique

- 6 Historique
- 7 Pipeline des opérations de PE
- 8 Paysages en mutation
- 9 Activité par région
- 12 Investir dans le PE africain
- 14 Pipeline des opérations de VC
- 16 Interview: Dara Owoyemi, Directrice Générale par Intérim, Association Africaine de Capital-investissement et de Capital-risque (African Private Equity and Venture Capital Association, AVCA)

PARTIE

Tendances en Afrique

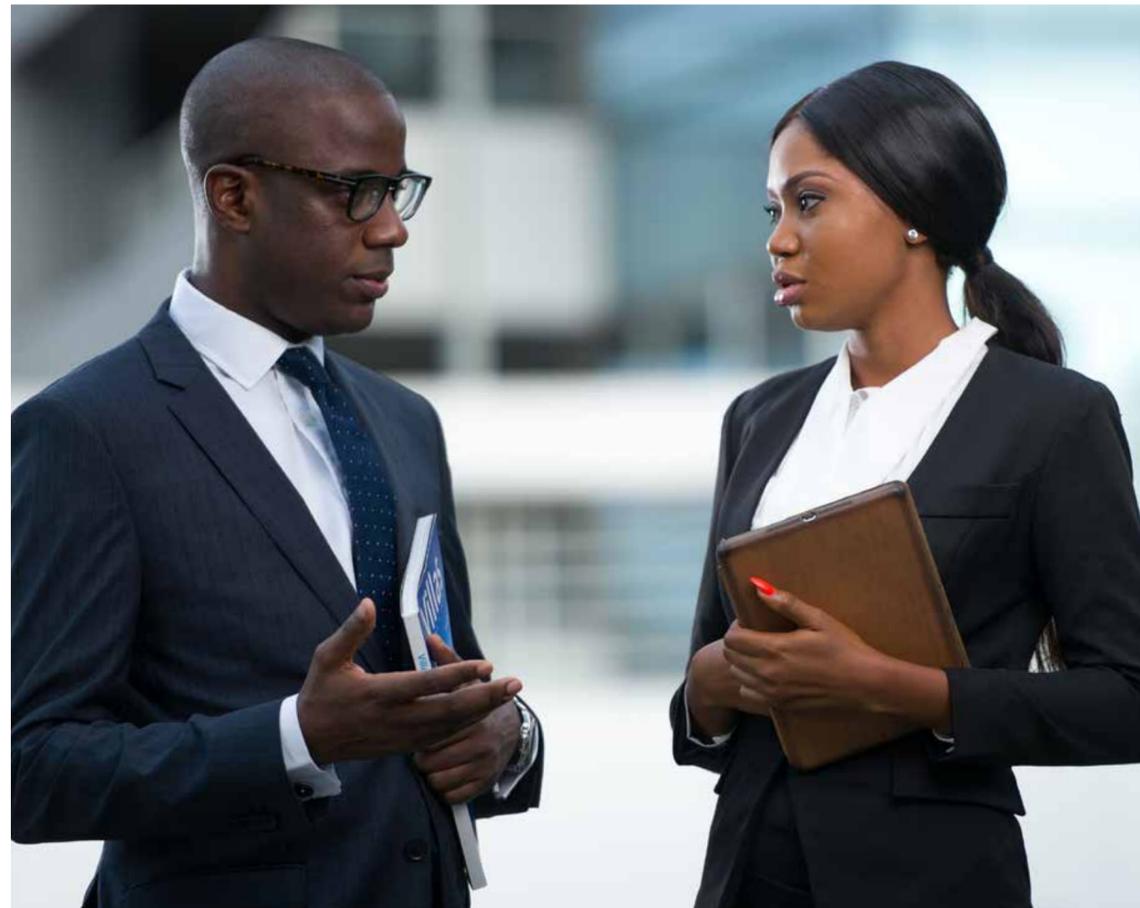
- 18 L'agriculture en Afrique : Vue d'ensemble
- 19 Impact de la pandémie sur l'agriculture
- 20 Financement de l'agriculture
- 21 Opportunités et défis pour les investisseurs en PE
- 22 Les TIC et la digitalisation en Afrique
- 24 Impact du Covid-19 sur la transformation numérique
- 26 Défis et opportunités dans le domaine des TIC
- 28 Les énergies renouvelables en Afrique : Vue d'ensemble
- 30 Énergies renouvelables : Impact de la pandémie
- 32 Énergies renouvelables : Opportunités et défis
- 34 Santé en Afrique : Vue d'ensemble
- 35 Santé en Afrique : Opportunités et défis

PARTIE

Impact de Covid-19

- 38 Tendances mondiales et impact sur le PE et le VC
- 39 Le contexte africain : Résilience et opportunité
- 42 Défis structurels et nouvelles menaces
- 43 Opportunités de sortie : Un tableau mitigé
- 45 L'Afrique reste une destination attrayante
- 48 Stratégies et adaptation

Tendances mondiales et impact sur le PE et le VC



Le ralentissement économique mondial suite à la pandémie de Covid-19 a ralenti les activités de PE et de VC dans les économies émergentes. Selon une analyse de l'IFC publiée en septembre 2020, les fonds de capital de croissance, qui investissent dans des entreprises comparativement plus matures que les fonds de VC, ont été particulièrement touchés par les chocs économiques initiaux.

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la baisse des revenus ont eu un impact disproportionné sur l'industrie légère et les entreprises de consommation urbaine, qui représentent ensemble une grande partie des investissements en PE dans les marchés émergents.

La nature de la contraction, avec à la fois des chocs d'approvisionnement et une baisse de la demande, a entraîné une baisse des valorisations des entreprises de portefeuille, une augmentation de la volatilité des taux de change et des sorties retardées à travers les marchés émergents.

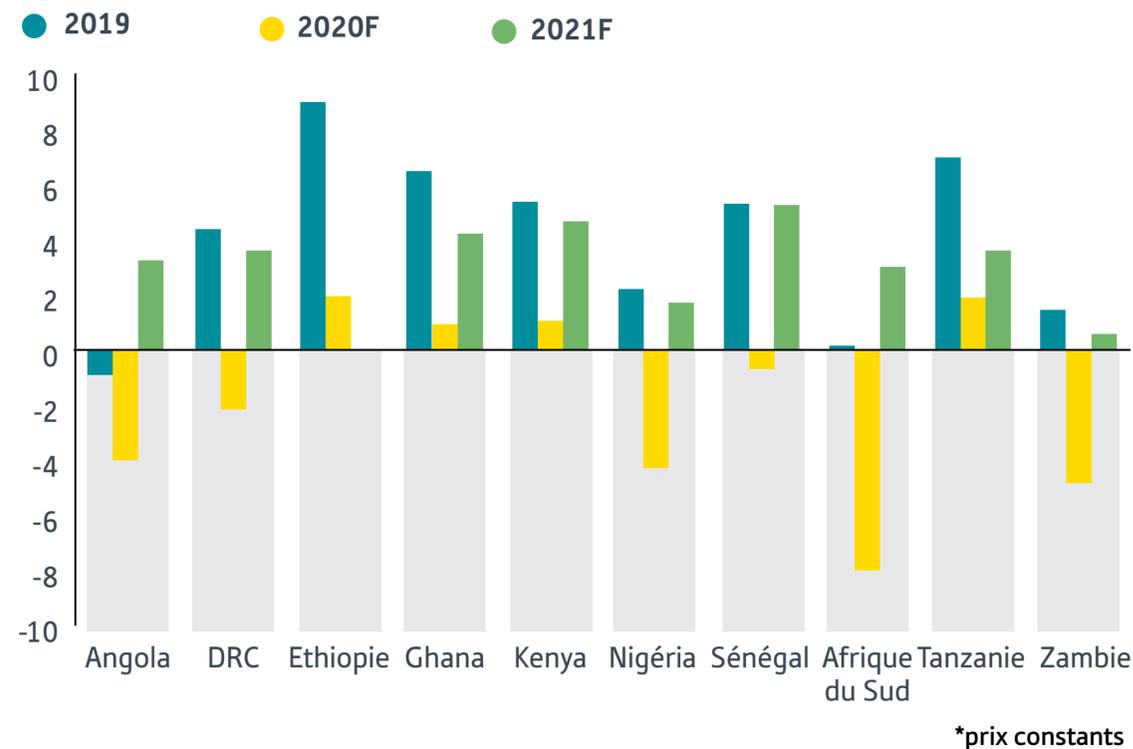
Etude de Cas



Comme de nombreux pays, la Tunisie a été touchée par la propagation soudaine et rapide de Covid-19, et a opté pour un confinement de tout le pays. Pour atténuer l'impact économique et social, le gouvernement a créé un fonds d'urgence de 260 millions de dollars, le plus grand fonds public de l'histoire du pays, dont 185 millions de dollars sont destinés à soutenir les PME touchées par la crise. Son lancement a été mené par le fonds public d'investissement à long terme de la Tunisie, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), qui ancrera le fonds avec un engagement de 40 %. Avec l'appui du programme Tunisia JOBS de l'USAID, l'assistance s'est composée du Fonds Empower pour les PME moyennes à grandes (pour un montant de 110 millions de dollars), le Fonds Impact pour les investissements dans les régions intérieures (37 millions de dollars) et le Fonds Aspire pour restructurer les PME affectées (37 millions de dollars). L'objectif de ces fonds est de maximiser l'impact des investissements de la CDC, en particulier ceux qui soutiennent les PME touchées par la pandémie, et les entreprises des régions mal desservies qui emploient des femmes et des jeunes. Les PME peuvent être mises en relation avec des investisseurs par le biais de la place de marché numérique JousourInvest.tn. La CDC a entamé des discussions avec des IFD et des investisseurs locaux pour présenter le fonds d'urgence et accélérer son lancement. Les IFD et les investisseurs d'impact intéressés rejoindront la CDC dans ses efforts pour soutenir la relance de l'économie tunisienne.

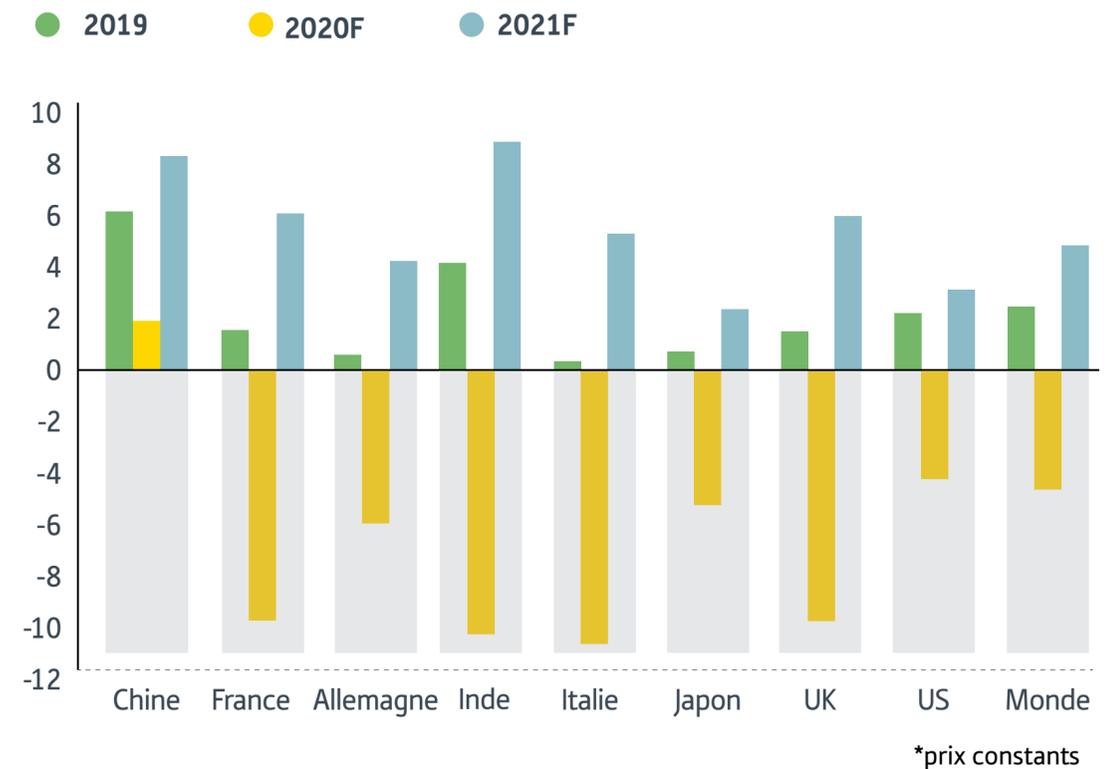
Le contexte africain : Résilience et opportunités

Croissance du PIB* des principaux pays d'Afrique subsaharienne, 2019-21F (%)



Beaucoup de tendances qui ont affecté le PE et le VC se sont reflétées en Afrique. Toutefois, des différences notables ont été observées entre le continent et d'autres marchés émergents, ainsi qu'au sein du continent lui-même. A l'exception de l'Afrique du Sud et de certaines parties de l'Afrique du Nord, la région a été relativement moins touchée par le virus que d'autres parties du monde. Ce facteur, ainsi que plusieurs autres facteurs clés, ont protégé l'écosystème du VC de retombées plus intenses. Tout d'abord, le PE en Afrique a historiquement impliqué des transactions de taille comparativement plus petite, et le VC en particulier a connu une croissance significative ces dernières années. Si les opérations de PE de croissance et de rachat ont ressenti le plus l'impact de la pandémie, 2020 a vu une série d'opérations de VC au profit de la fintech et des technologies sanitaires et éducatives jugées essentielles pendant la pandémie.

Croissance du PIB* des principales économies, 2019-21F (%)



Partie 3 : L'impact de Covid-19

Un deuxième facteur important qui a contribué à protéger le paysage du PE et du VC est la composition de LP, qui tend à faire jouer un rôle important aux IFD. Ces investisseurs institutionnels sont plus susceptibles d'avoir de solides mesures environnementales, sociales et de gouvernance – des facteurs qui devraient permettre une meilleure préparation à des événements perturbateurs comme la pandémie. De plus, de nombreuses IFD ont adopté des stratégies pour soutenir les GP et les entreprises bénéficiaires d'investissements à la lumière des défis liés au Covid-19. En octobre 2020, le Programme des nations unies pour le

Normes d'impact répondant aux Objectifs de Développement Durable (ODD) pour les fonds de PE



développement a publié une série de normes d'impact pour la contribution du PE aux objectifs de développement durable. Ces normes, qui couvrent la stratégie, l'approche de gestion, la transparence et la gouvernance, visent à établir un système qui permet au PE et au VC d'avoir un impact social et environnemental plus important grâce à leurs investissements. Les normes sont également conçues comme des orientations sur la manière de traduire l'intention en action pour le secteur privé au sens large, étant donné son rôle important en tant que source de technologie, d'innovation, de compétences, de services et d'emplois.

Norme 1 (Stratégie): Intégrer les éléments fondamentaux dans l'objectif et la stratégie.

Norme 2 (Approche Managériale): Intégrer les éléments fondamentaux dans les opérations et l'approche de gestion

Norme 3 (Transparence): Indiquer comment les éléments fondamentaux sont intégrés dans l'objectif, la stratégie, l'approche de gestion et la gouvernance, et suivi de la performance.

Norme 4 (Gouvernance): Renforcer l'adhésion aux éléments fondamentaux par l'engagement des pratiques de gouvernance.



Point de Vue

Ziad Oueslati, Directeur Général et Co-Fondateur, AfricInvest



Le secteur du PE en Afrique a bien progressé au cours des deux dernières décennies. Cela se reflète dans la valeur des levées de fonds, ainsi que dans les transactions et les sorties, et dans les réussites qui en résultent et qui ont contribué à renforcer l'intérêt des investisseurs pour le continent. Malgré la pandémie, nous avons continué à investir en Afrique grâce aux fonds existants, aux réserves disponibles, et au succès de la première clôture d'AfricInvest IV, notre fonds panafricain. Nous avons également continué à soutenir les sociétés de notre portefeuille qui ont été touchées à des degrés divers, les entreprises du tourisme et de la construction s'en tirant moins bien que celles de l'agroalimentaire, des produits pharmaceutiques et de la santé, par exemple. Nos recommandations plus générales pour contrer les effets de la pandémie ont consisté à réduire les coûts opérationnels, à reporter les investissements en capital et à maximiser les liquidités disponibles, entre autres. A l'avenir, nous nous attendons à voir une vague de consolidations se produire sur le continent, en particulier parmi les grandes entreprises qui disposaient auparavant d'une trésorerie suffisante

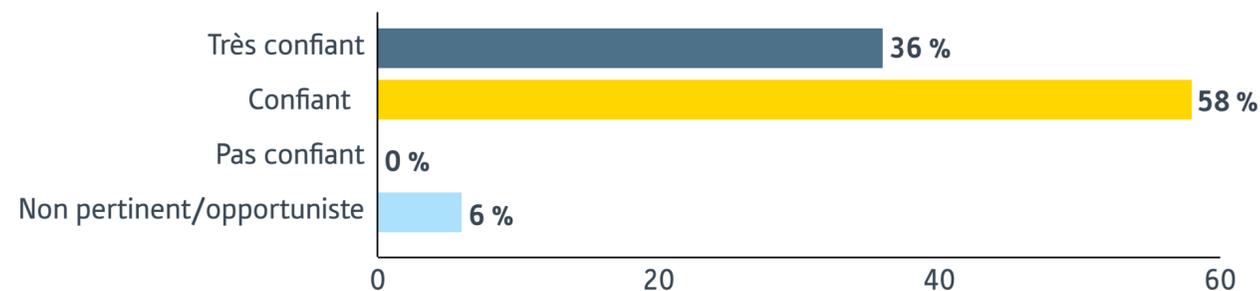
et s'appuyaient sur le financement par l'emprunt. De nouvelles opportunités s'offrent ainsi au secteur du PE. De nouvelles acquisitions seront également réalisées afin d'établir des acteurs régionaux forts dans des secteurs à haut potentiel. Le coût des acquisitions devrait toutefois baisser en raison de la réduction du nombre de fonds actifs et de l'augmentation du nombre d'offres disponibles sur le marché. En termes de collecte de fonds, la pandémie en cours signifie que le secteur africain du PE continuera à dépendre des IFD pour la majorité de ses financements à court et moyen terme. Néanmoins, on observe un intérêt croissant de la part des acteurs africains locaux et des fonds de pension en particulier. De plus, avant le Covid-19, nous avons constaté un intérêt nettement plus marqué de la part des fonds de pension américains qui recherchent spécifiquement une exposition à l'Afrique. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour le secteur du PE en Afrique. AfricInvest, aux côtés de l'AVCA, a joué un rôle déterminant dans la sensibilisation au potentiel de cette classe d'actifs en termes de rendements financiers, de création d'emplois et d'égalité des sexes.

Partie 3 : L'impact de Covid-19

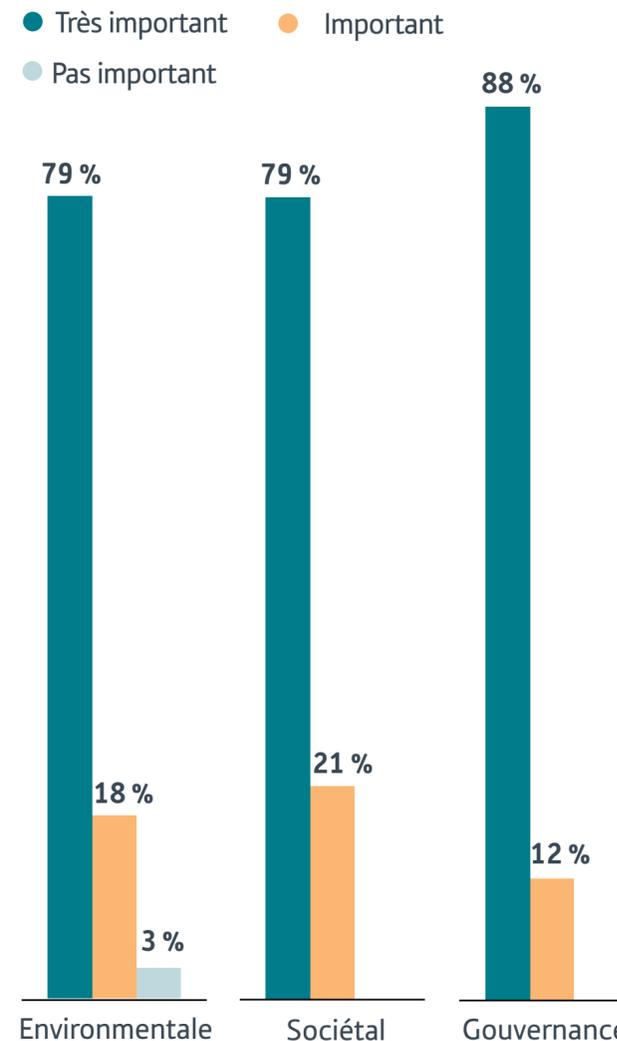
Les gestionnaires de fonds africains se considèrent comme ayant une approche plus proche du terrain en assurant la continuité des activités afin de pouvoir lever des capitaux pendant la pandémie. En conséquence, de nombreux gestionnaires en Afrique étaient en meilleure position pour fournir un soutien aux entreprises de leur portefeuille. En outre, étant donné que de nombreuses entreprises africaines ont surmonté d'importants défis et crises au cours des dernières années, beaucoup ont estimé qu'elles étaient mieux préparées à faire face aux problèmes induits par la pandémie que d'autres marchés émergents où les entreprises de portefeuille sont souvent confrontées à des chaînes d'approvisionnement plus courtes, à plus de

dettes et à moins de stocks. « Les crises ne sont pas nouvelles au Nigéria », a déclaré à OBG Iyinoluwa Aboyeji, cofondateur et associé général de Future Africa. « Nous en avons déjà vécu un certain nombre, et elles constituent à la fois des défis et des opportunités. Deux de nos meilleures entreprises de portefeuille ont été fondées au milieu de crises. L'entreprise de formation d'ingénieurs en logiciels Andela a été créée pendant la crise d'Ebola, et le fournisseur de solutions de paiement Flutterwave a réussi à lever des fonds au milieu d'une crise financière majeure ». Cet état de préparation inné a permis à de nombreuses entreprises de portefeuille d'absorber certains des chocs subis par les chaînes d'approvisionnement mondiales et la demande locale.

Opinion des LP sur les politiques d'investissement des GP concernant les facteurs ESG



Importance des considérations ESG lors de l'investissement dans le PE africain



Point de Vue

Lucas Kranck, Associé
Fondateur, Ascent Africa



Avec des bureaux en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie, notre présence a été essentielle pour assurer la continuité des entreprises de notre portefeuille et la capacité de lever des capitaux pour notre deuxième fonds. Il est essentiel d'être présent sur le terrain, d'établir un réseau et une bonne connaissance locale pour trouver des marchés et effectuer des contrôles préalables efficaces. L'accent mis sur l'expertise locale et le déploiement de capitaux à l'échelle mondiale va devenir encore plus important dans le sillage de la pandémie. Nous observons déjà une tendance à l'association d'investisseurs internationaux et de gestionnaires de fonds locaux, car les défis opérationnels et logistiques ont rendu les transactions de PE plus compliquées. Le déblocage des capitaux locaux est également très

important pour le PE en Afrique de l'Est, ainsi que sur le continent. Nous avons constaté des évolutions encourageantes, notamment au Kenya, où les régulateurs ont fait pression pour que les fonds de pension diversifient leurs classes d'actifs, mais ce changement n'en est qu'à ses débuts. Les administrateurs des fonds de pension restent prudents dans leurs investissements, et dans toute l'Afrique de l'Est, il est clair que le caractère viable et sûr du PE reste à démontrer, du point de vue de la plupart des investisseurs institutionnels. Nous avons réussi à lever des fonds auprès de fonds de pension locaux grâce à nos solides partenaires locaux – faisant d'Ascent le premier fonds de PE à lever des fonds auprès de fonds de pension kenyans locaux – mais cette classe d'actifs reste sous-investie.

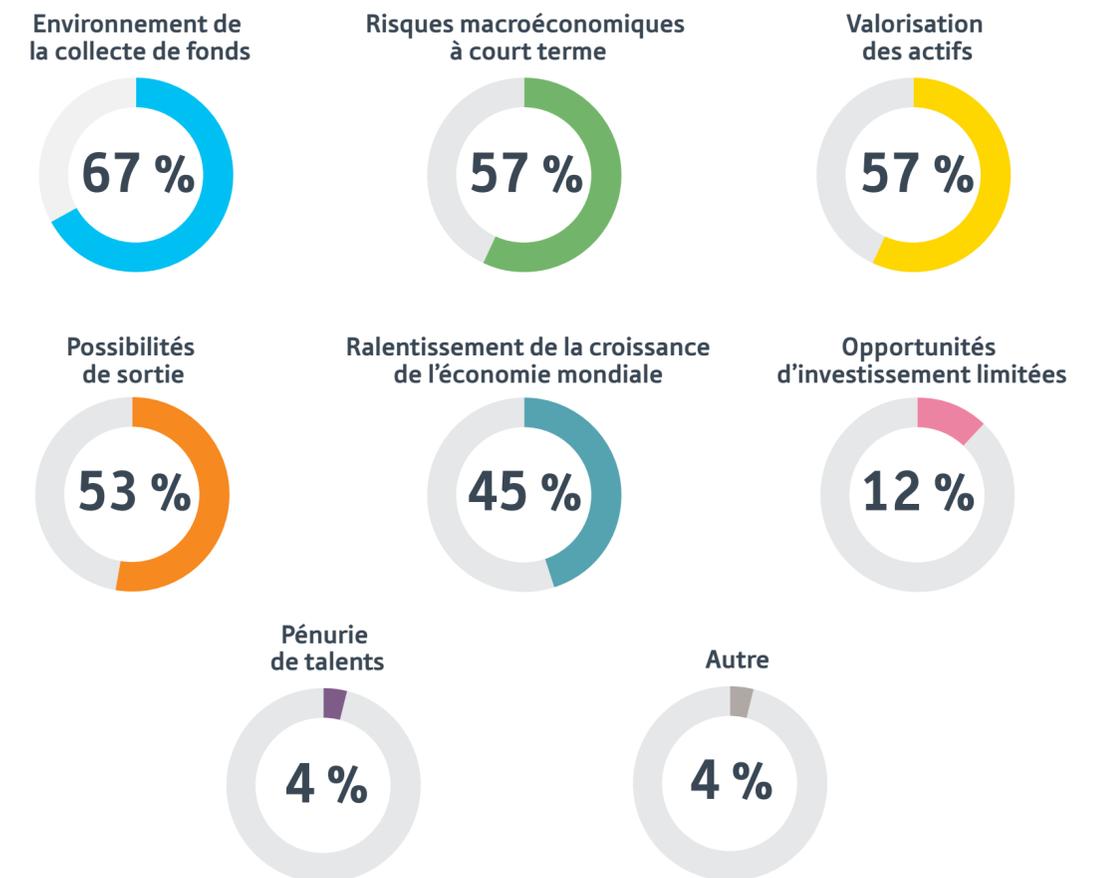
Défis structurels et nouvelles menaces

Des facteurs structurels ont également contribué à rendre les défis plus importants pour les LP, les GP et les sociétés de portefeuille en Afrique par rapport aux autres régions. Selon les parties prenantes du secteur, les facteurs les plus susceptibles de dissuader les LP d'investir en Afrique sont les faibles possibilités de sortie, le risque politique, les fluctuations monétaires, le nombre limité de

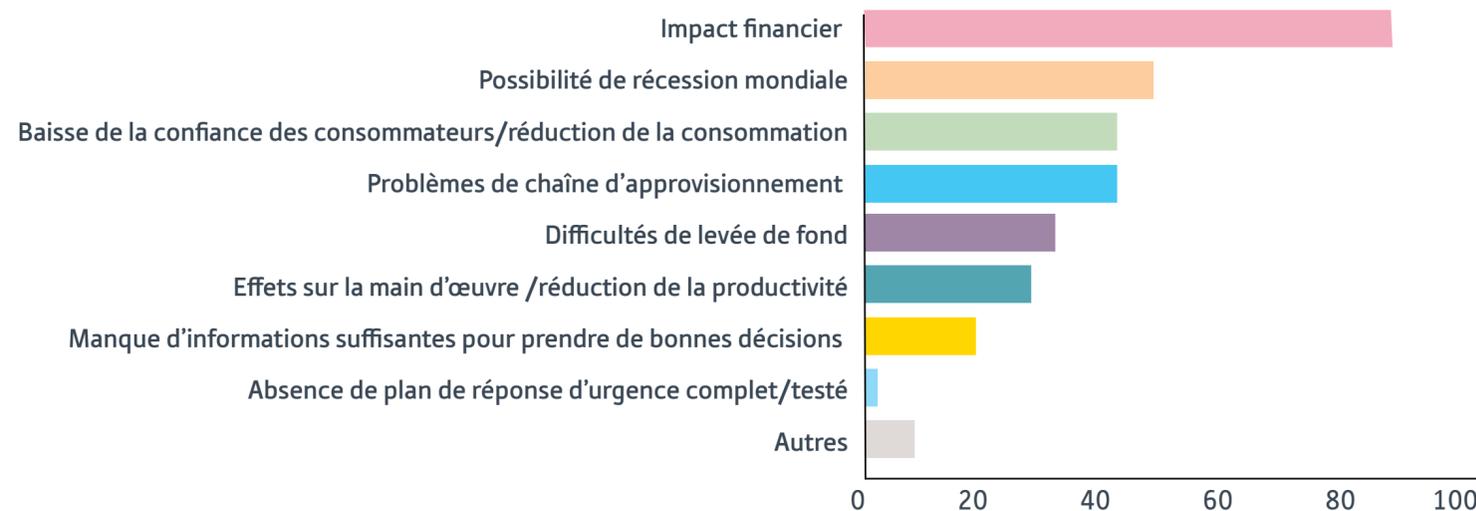
gestionnaires de fonds bien établis et les mauvaises performances historiques. Certains problèmes ont été exacerbés ou mis à jour par la pandémie, notamment la volatilité des taux de change, ainsi que le fait que les entreprises de portefeuille et les gestionnaires de fonds en Afrique sont moins susceptibles de recevoir un soutien gouvernemental et plus susceptibles d'opérer dans un climat

réglementaire peu clair ou défavorable. En conséquence, les gestionnaires de fonds en Afrique subsaharienne clôturent leurs fonds à des tailles moins importantes que prévu en raison de la pandémie, et cette tendance semble devoir se poursuivre, selon l'IFC. Elle prévoit également un retard dans les cycles de levées de fonds – une tendance confirmée par une enquête publiée en avril 2020 par l'AVCA : 49 % des répondants ont indiqué un retard de 6 à 12 mois dans le déploiement de capital, et 67 % ont mis en avant une détérioration de l'environnement de levée de fonds en 2020.

Quels sont, selon les GP d'Afrique, les plus grands défis à court et moyen terme suite à la pandémie de Covid-19 ?



Les principales préoccupations des GP africains concernant le Covid-19

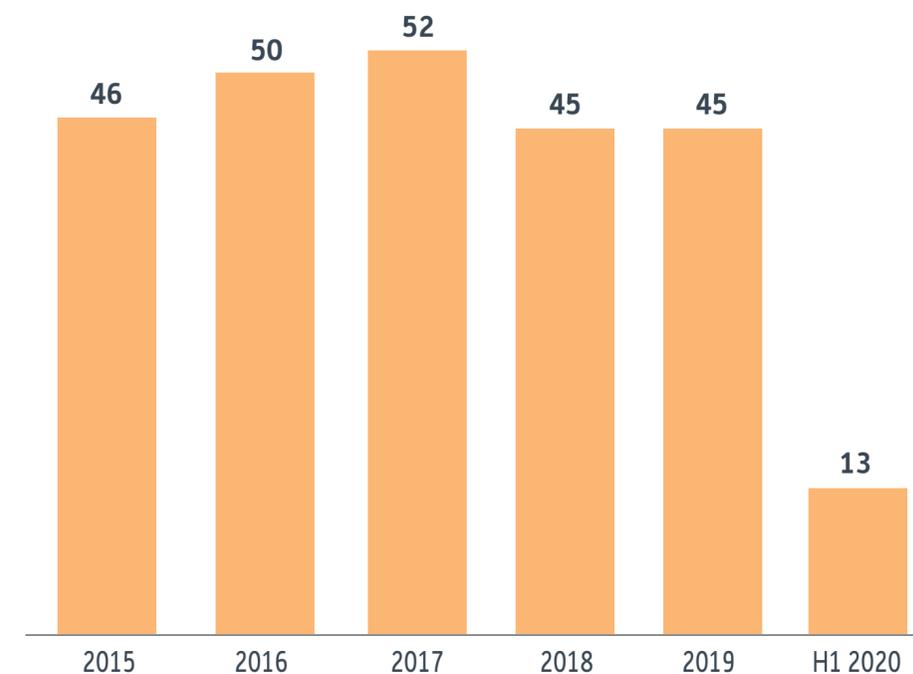


Opportunités de sortie : Un tableau mitigé

L'environnement de sortie en Afrique reste l'un des aspects les plus difficiles pour les GP et LP qui envisagent des opportunités de PE et de VC sur le continent, 57 % des GP interrogés par AVCA ont indiqué que les opportunités de sortie étaient parmi les plus grands défis en Afrique à court et moyen terme. L'un des facteurs structurels qui a limité les stratégies de sortie est la nature sous-développée des systèmes nationaux des marchés des capitaux, les IPO représentant 2 % des sorties en 2019, selon l'AVCA. Il s'agit du niveau le plus bas de ces dernières années, en dessous des 7 % atteints en 2015. Selon le rapport 2020 H1 African Private Equity Data Tracker de l'AVCA, le nombre de sorties a chuté à 13, contre 25 à la même période de l'année précédente.

Le rapport indique que les sorties par le PE et autres acheteurs financiers ont été la voie de sortie la plus courante, représentant 54 % du volume total de sortie sur le continent, suivis par les ventes à des acheteurs commerciaux, avec 31 % du total.

Volume total des sorties de PE en Afrique, 2015-20



Etude de Cas

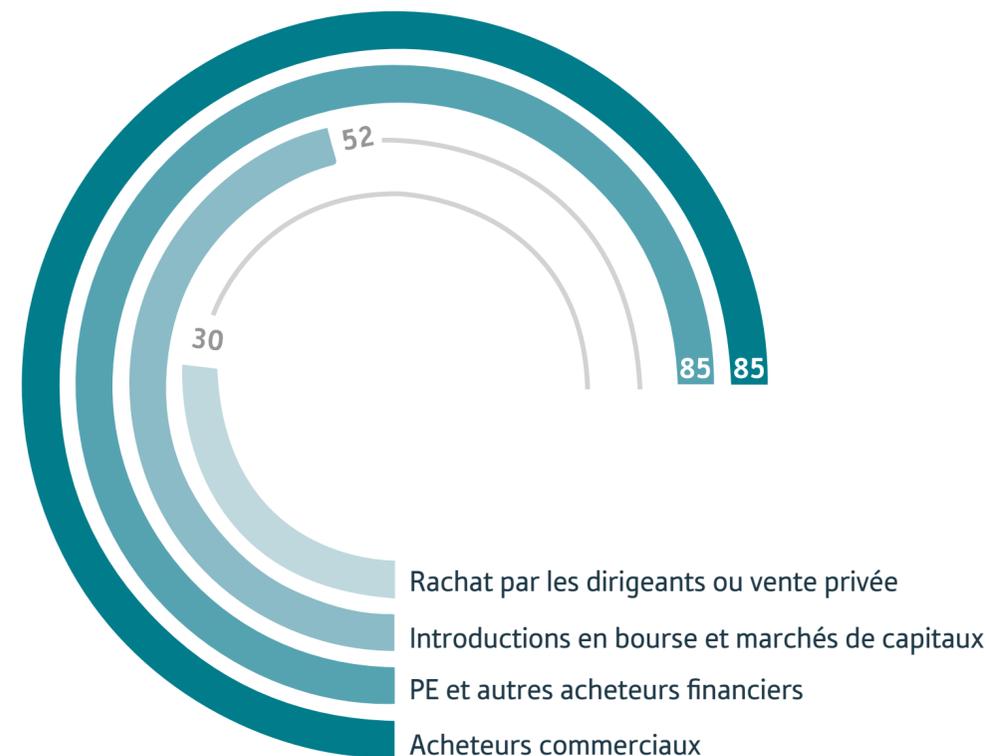


Adenia Partners, une société de PE spécialisée dans les rachats de contrôle et les investissements en capital de croissance, a acquis une participation de 95 % dans le capital du fabricant et distributeur mauricien de peintures, de revêtements et de produits chimiques Mauvilac en 2014. Antoine Delaporte, associé directeur d'Adenia Partners, a déclaré à OBG : « Notre investissement dans la participation majoritaire de Mauvilac est typique de notre stratégie d'investissement – il s'agit d'un actif avec un bon historique de rentabilité dans un secteur non cyclique avec de fortes barrières à l'entrée, où nous pouvons apporter une valeur supplémentaire grâce à notre expertise entrepreneuriale et trouver des acheteurs stratégiques en aval ». Après l'acquisition, Adenia a lancé et mis en œuvre plusieurs initiatives de création de valeur. Elle a recruté une nouvelle équipe de direction pour piloter la mise en œuvre d'un plan de modernisation. Des investissements importants ont été réalisés pour moderniser l'usine et la mettre en conformité avec les normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001, respectivement, pour la gestion de la qualité, de l'environnement, de la

santé et de la sécurité. Grâce à des investissements ciblés dans la recherche et le développement, Mauvilac a lancé de multiples nouveaux produits, avec un accent accru sur les produits respectueux de l'environnement et à base d'eau. L'amélioration des conditions de travail des 250 employés a constitué un autre axe essentiel. En renforçant la fonction ressources humaines et en améliorant les mesures de sécurité et la formation, une baisse de 44 % des accidents a été enregistrée depuis 2017. Des améliorations notables de la productivité et un réseau de distribution directe plus large ont permis d'augmenter de 65 % la marge de bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement depuis l'acquisition, tout en maintenant un fort leadership sur le marché mauricien. Adenia envisage divers scénarios de sortie au début de chaque acquisition. Dans le cas de Mauvilac, elle a conclu que le résultat optimal serait de vendre sa participation à une grande entreprise mondiale de peinture : en mars 2020, l'entreprise a été vendue au fabricant de peinture néerlandais AkzoNobel. La sortie de Mauvilac a généré un rendement de 3x pour les investisseurs d'Adenia.

Opportunités de sortie : Un tableau mitigé

Attentes des LP concernant les voies de sortie du PE en Afrique qui vont augmenter au cours des trois à cinq prochaines années (% des répondants)



Parmi les défis immédiats qui ont entraîné des retards de sorties, citons les problèmes logistiques liés aux restrictions de voyage, qui ont compliqué la capacité à mener les vérifications préalables nécessaires.

Bien que l'environnement de sortie reste difficile, les développements récents indiquent que la pandémie n'a pas nécessairement rendu les choses plus difficiles dans l'ensemble. En effet, un certain nombre de sorties notables ont eu lieu en Afrique en 2020.

Parmi elles, citons l'acquisition de 288 millions de dollars de la start-up de paiements DPO Group par Network International, qui est basé à Dubaï, en juillet 2020 ; la sortie d'Adenia Partners du capital du fabricant de peinture mauricien Mauvilac par la vente au fabricant hollandais AkzoNobel en avril 2020 ; et la sortie d'Actis du capital de GHL Bank, une banque commerciale de grande envergure au Ghana, qui était vendue à First National Bank Ghana en mai 2020.

Etude de Cas

Basée à Nairobi et financée par le gouvernement britannique, FSD Africa est une agence de développement spécialisée qui s'efforce de réduire la pauvreté en renforçant les marchés financiers. Par l'intermédiaire de sa branche d'investissement, FSD Africa Investments, elle fournit des capitaux à risque à des entreprises financières en phase de démarrage, afin de tester et de promouvoir des modèles innovants pour remédier aux défaillances du marché. Son champ d'investissement a été revu depuis le début de la pandémie, en fournissant des liquidités d'urgence à des sociétés financières et des fonds qui peuvent canaliser le crédit vers les microentreprises et les PME, soit directement, soit en prêtant en gros aux banques locales et aux institutions financières multilatérales. « L'impact de Covid-19 sur l'Afrique ne peut se résumer à un seul message. Bien que, dans l'ensemble, il y ait eu une détérioration de la valeur des actifs dans toute l'Afrique, nous constatons des variations dans la façon dont certains secteurs, pays et classes d'investissement se sont comportés », a déclaré Mark Napier, PDG de FSD Africa, à OBG. « Parce que le tableau des investissements est si varié, il est crucial de mener une analyse approfondie de domaines spécifiques, plutôt que de supposer que tous les secteurs sont en difficulté ». FSD Africa considère le Covid-19 comme un obstacle à court terme, bien que sérieux, au développement à long terme de l'Afrique, et s'attend à ce que de nouveaux types de véhicules d'investissement et un intérêt accru pour la dette privée en résultent. Toutefois, elle note également l'importance d'un paysage réglementaire solide pour le secteur - non seulement pour garantir un meilleur renforcement des capacités, mais aussi pour permettre un soutien réglementaire et une innovation dans le processus de financement.

L'Afrique reste une destination attrayante

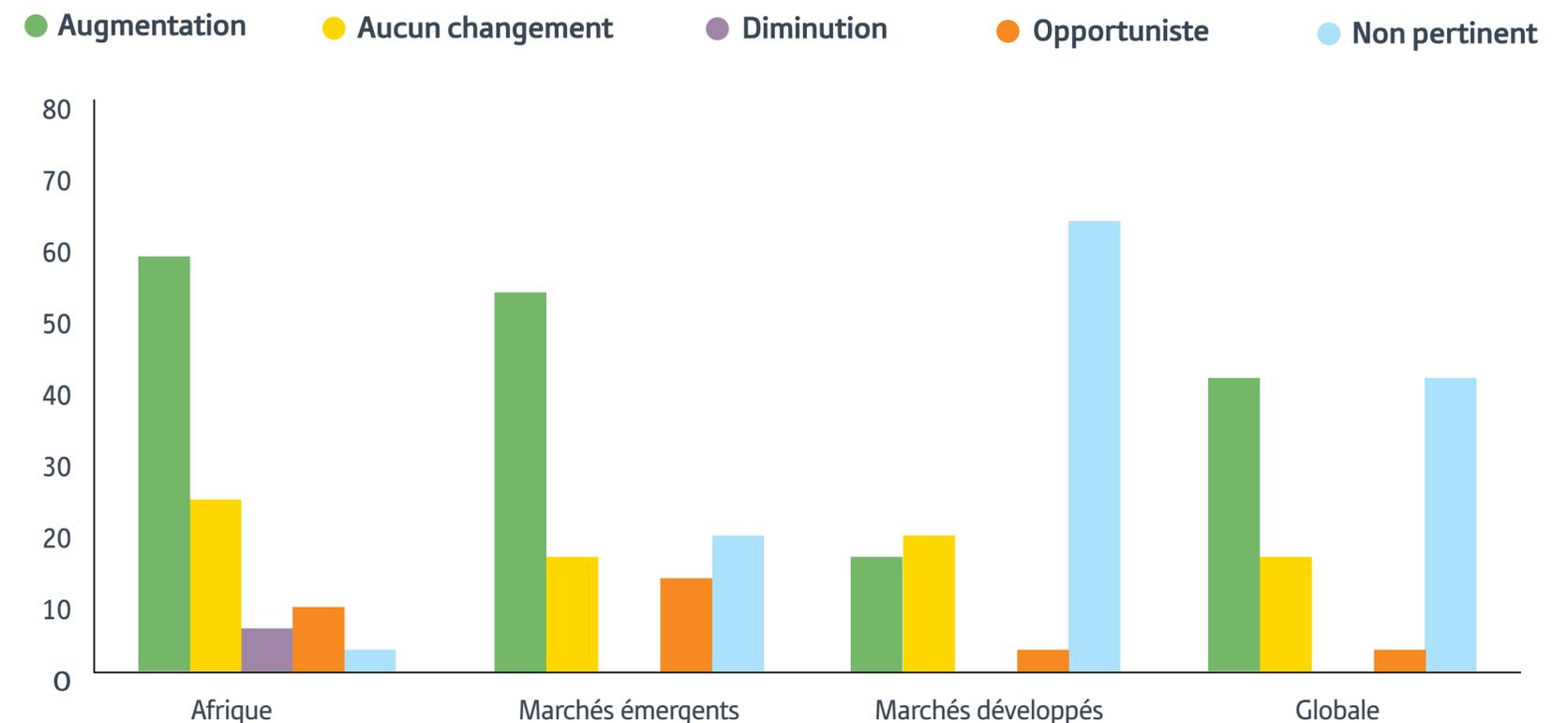
Dans l'ensemble, les premières indications fondées sur les résultats de l'enquête semblent suggérer que la pandémie du Covid-19 n'a pas fait de l'Afrique une destination moins attrayante pour les investissements en PE ou en VC par rapport aux autres marchés émergents.

Bien que l'IFC ait estimé qu'entre 2008 et 2018, seuls 4 % des investissements en PE et des levées de fonds dans les marchés émergents ont eu lieu en Afrique subsaharienne, une enquête de l'AVCA de mars 2020 auprès des LP actifs sur le continent africain montre qu'une proportion importante (59 %) considère l'Afrique comme le marché émergent ou frontière le plus attractif.

Selon le rapport 2020 H1 African Private Equity Data Tracker de l'AVCA, le PE en Afrique a démontré sa résilience avec 1,1 milliard de dollars de fonds levés au cours du premier semestre 2020 – clôtures finales et intermédiaires comprises – et 81 transactions de PE signalées au cours de ce premier semestre 2020, pour un total de 700 millions de dollars.

Les secteurs de la finance, des TIC et de la consommation discrétionnaire ont été les plus actifs, attirant 49 % des transactions en volume, les entreprises technologiques représentant 51 % des investissements. Le secteur de la santé a représenté la plus grande part des opérations de PE en valeur (24 %).

Qu'est-ce que les LP ont prévu en allocation de PE pour 2020-23 ?



Partie 3 : L'impact de Covid-19

Certains GP d'Afrique prévoient une réduction temporaire des entrées de capitaux, notamment de la part des investisseurs commerciaux d'Europe et des investisseurs institutionnels d'Asie. Cela pourrait laisser aux investisseurs restants des propositions attrayantes. La pandémie pourrait également inciter de nombreuses entreprises auparavant hésitantes à reconsidérer le PE.

« La crise amène les entreprises à être plus réalistes quant à ce qu'elles doivent céder en capitaux propres, ce qui ouvre des possibilités pour le PE », 'Tokunboh Ishmael, associée dirigeante d'Alitheia Capital, a déclaré. « De nombreuses sociétés ont reconnu que leurs structures de capital dominées par la dette sont insuffisantes et qu'elles ont besoin de plus de capital patient ».



Point de Vue

Alain Ebobissé, PDG, Africa50

Avant la pandémie, la tendance à long terme du PE en Afrique était positive, avec un taux de croissance plus élevé que les autres marchés émergents. De nouveaux acteurs ont montré un vif intérêt, et les acteurs existants ont pris des engagements plus durables. En cas de crise et de chocs externes, les capitaux recherchent inévitablement un refuge. Selon l'Institut international de la finance, le premier trimestre de 2020 a été marqué par la plus grande fuite de capitaux des marchés émergents jamais enregistrée et quoique les chiffres officiels n'aient pas encore été publiés, le marché africain du PE a subi un impact négatif. Cependant, le continent a fait preuve de résilience pendant la pandémie : plus de 80 transactions ont été exécutées et un nombre important de sorties ont été réalisées malgré les contraintes. De plus, contrairement aux marchés développés, où les investisseurs en PE gravitent autour des secteurs de la technologie et de l'énergie, le PE africain est également attiré par les investissements dans les infrastructures, qui ont un effet d'entraînement positif sur d'autres secteurs. Le PE catalyse l'investissement privé en Afrique, et

une fois la crise passée, les investisseurs reviendront chercher des opportunités. Le continent doit donc être prêt à attirer de nouveaux capitaux et à tirer parti des capitaux existants. La levée de fonds auprès des investisseurs institutionnels locaux et régionaux sera essentielle pour le développement à long terme, et pour y parvenir, l'Afrique doit s'appuyer sur des mécanismes de financement existants et innovants. Le recyclage des actifs est une solution que nous avons préconisée à Africa50 : il permet aux gouvernements de débloquer le capital qu'ils ont investi dans des infrastructures rentables, telles que des routes à péage, des centrales électriques, des aéroports et des réseaux de fibres optiques, en les offrant à des investisseurs du secteur privé dans le cadre d'un modèle de concession. Le capital ainsi libéré pourrait alors financer les plans de relance et construire de nouvelles infrastructures pour la phase de reprise, notamment dans le secteur de la santé. C'est le genre de réflexion nouvelle qui pourrait aider à répondre aux besoins d'investissement. Au-delà de l'optimisation des infrastructures existantes,

l'investissement dans de nouvelles infrastructures dans les secteurs stratégiques, tels que la logistique, la transformation de gaz et de la production d'électricité. Cependant, les gouvernements ont besoin d'un répit fiscal pour se concentrer sur la pandémie. Le montant requis avancé par les ministres des finances africains pour soutenir les mesures de relance et le développement de nouveaux projets est d'au moins 100 milliards de dollars par an. Le PE pourrait être le véhicule d'investissement permettant de combler ce besoin. Par rapport à d'autres régions en développement, l'Afrique reste sous-capitalisée, particulièrement au niveau des infrastructures. Pour y remédier, elle doit mieux promouvoir ses réussites tout en continuant à améliorer l'environnement d'investissement. Alors que de nouveaux modèles de financement, des solutions de recyclage d'actifs et de nouveaux projets de construction pourraient stimuler la croissance, sans une campagne de marketing forte pour souligner la richesse des opportunités et la maturité croissante, nous pourrions avoir du mal à intéresser des investisseurs internationaux.

AFRICA50

L'Afrique reste une destination attrayante

Certains signes indiquent que le besoin d'investissements supplémentaires pour soutenir la reprise économique pourrait inciter les gouvernements à prendre des mesures pour favoriser un environnement juridique et réglementaire qui est plus favorable au PE.

Au Ghana, le programme de relance post-Covid-19 du gouvernement national comprend un engagement à remanier le cadre institutionnel de la promotion des investissements et à renforcer les capacités du Centre de promotion des investissements du Ghana. On peut espérer que cette approche sera adoptée plus largement sur tout le continent.

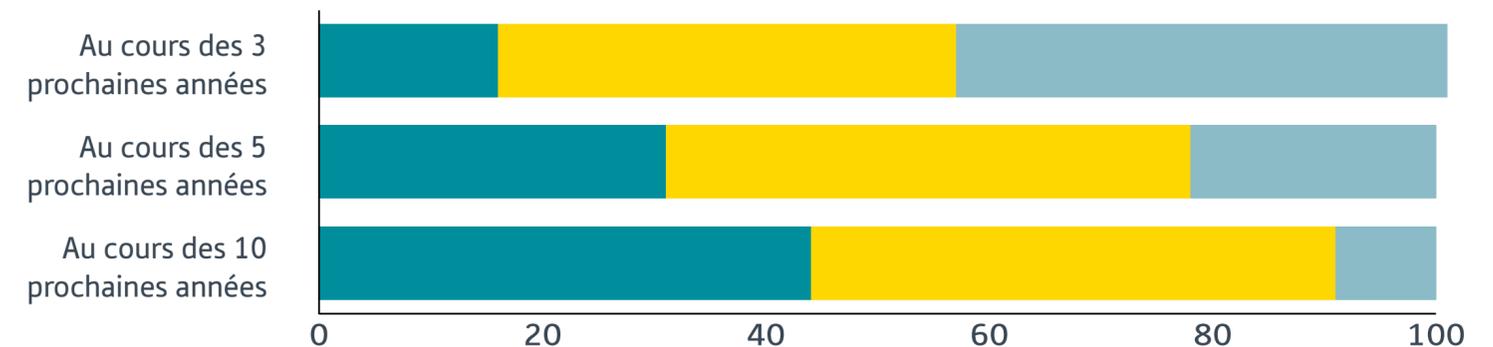
« Les gouvernements n'ont pas pu se réunir aussi régulièrement qu'ils le font habituellement, et les dirigeants se sont davantage concentrés sur la résolution de la crise sanitaire immédiate que sur l'attraction des investissements directs étrangers », a déclaré à OBG Maxine Barnett, fondatrice et PDG de la société de PE Acorus Capital, basée à Hong Kong.

« Cela peut changer, car il devient évident que les défis liés à la pandémie du Covid-19 persisteront pendant au moins une autre année, il faut donc se pencher sur les retombées économiques et trouver un moyen de combler les besoins de financement », a-t-elle ajouté.

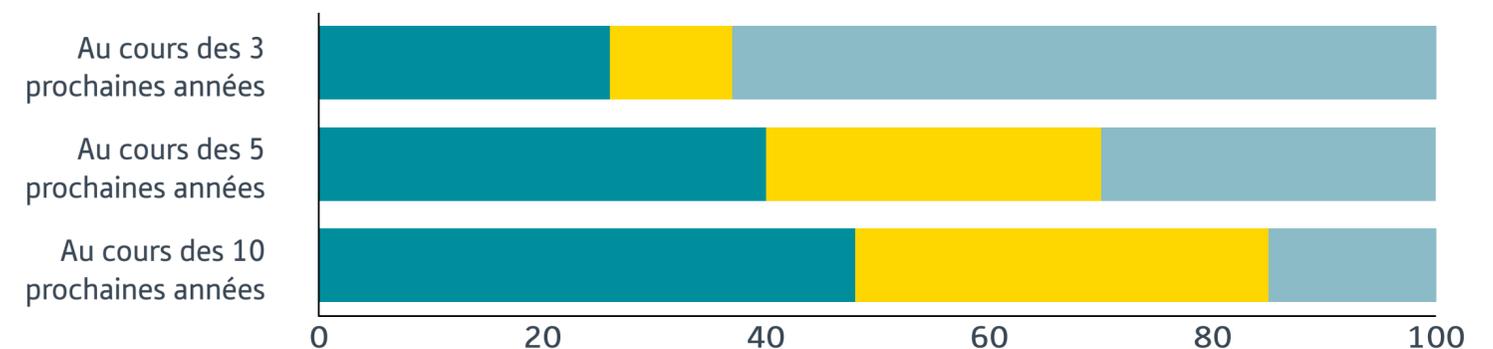
Attentes des LP concernant les rendements du PE en Afrique par rapport aux autres marchés (% des répondants)

● Supérieurs aux attentes ● Similaires ● Inférieurs aux attentes

Par rapport aux marchés émergents et frontières



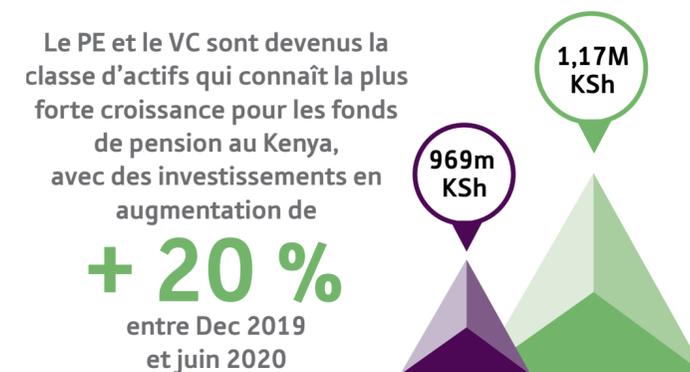
Par rapport aux marchés développés



Stratégies et adaptation

Les GP, LP et sociétés de portefeuille ont dû adapter leurs stratégies d'investissement, d'affaires et de gestion face à l'évolution du Covid-19. Des discussions avec des acteurs clés révèlent que les LP, en particulier les IFD, se sont souvent regroupés en groupes de travail et ont fourni des outils, des informations et des fonds pour assurer la continuité des activités. Pour surmonter la crise et tirer parti des opportunités qui se présentent, l'échange continu d'informations entre les acteurs clés est souvent mis en avant comme une condition préalable à une adaptation réussie à la nouvelle normalité. Avec la persistance des problèmes de liquidité, le besoin de nouvelles sources de financement va s'intensifier. En Afrique, le financement provient essentiellement de l'extérieur du continent. La mobilisation des sources locales de capitaux – en particulier les fonds de pension – pourrait être une opportunité, bien que dans certaines juridictions cela puisse nécessiter des réformes législatives. Dans certains pays, les investissements en PE et en VC réalisés par les fonds de pension ont connu un essor important

suite à l'adoption de lois autorisant les investissements alternatifs. Au Kenya, où la loi sur les prestations de retraite Retirement Benefits Act de 2016 a permis aux fonds de pension d'investir jusqu'à 10 % dans cette classe d'actifs, le PE et le VC sont devenus la classe d'actifs à la croissance la plus rapide pour les fonds de pension, avec 1,17 milliard de shillings kényans d'investissements en juin 2020, soit une hausse de 20 % par rapport aux 969 millions de shillings kényans de décembre 2019. Cependant, cette augmentation provient d'une base de bas niveau – soulignant à la fois le potentiel à venir et les défis auxquels les GP ont été confrontés pour débloquer les capitaux institutionnels locaux.



Point de Vue

Jean-Marc Savi de Tové, Co-Fondateur et Associé-Gérant, Adiwale Partners



Bien que la taille de l'industrie du PE en Afrique reste modeste, les sociétés de PE jouent un rôle clé dans la promotion de la bonne gouvernance dans les entreprises du continent. Il existe une forte corrélation entre la bonne gouvernance et la croissance, et il est très difficile pour les entreprises qui n'adoptent pas une bonne gouvernance de se développer à long terme. A la lumière de la pandémie, le PE s'avérera être un outil très puissant pour fournir des capitaux aux entreprises qui ont été affectées par la crise, ainsi que pour améliorer fondamentalement la gouvernance d'entreprise inhérente. Des opportunités pour les investisseurs peuvent être anticipées dans la plupart des secteurs, et la croissance démographique de l'Afrique reste un indicateur clé de l'intérêt de se focaliser sur les consommateurs et la classe moyenne en expansion de la région. A cette fin, nous sommes un ardent défenseur de l'investissement dans le secteur industriel. Il est difficile d'imaginer qu'un pays comme la Côte d'Ivoire, qui a un taux d'électrification élevé et une main-d'œuvre relativement qualifiée par rapport au reste de la région, ne transforme localement que

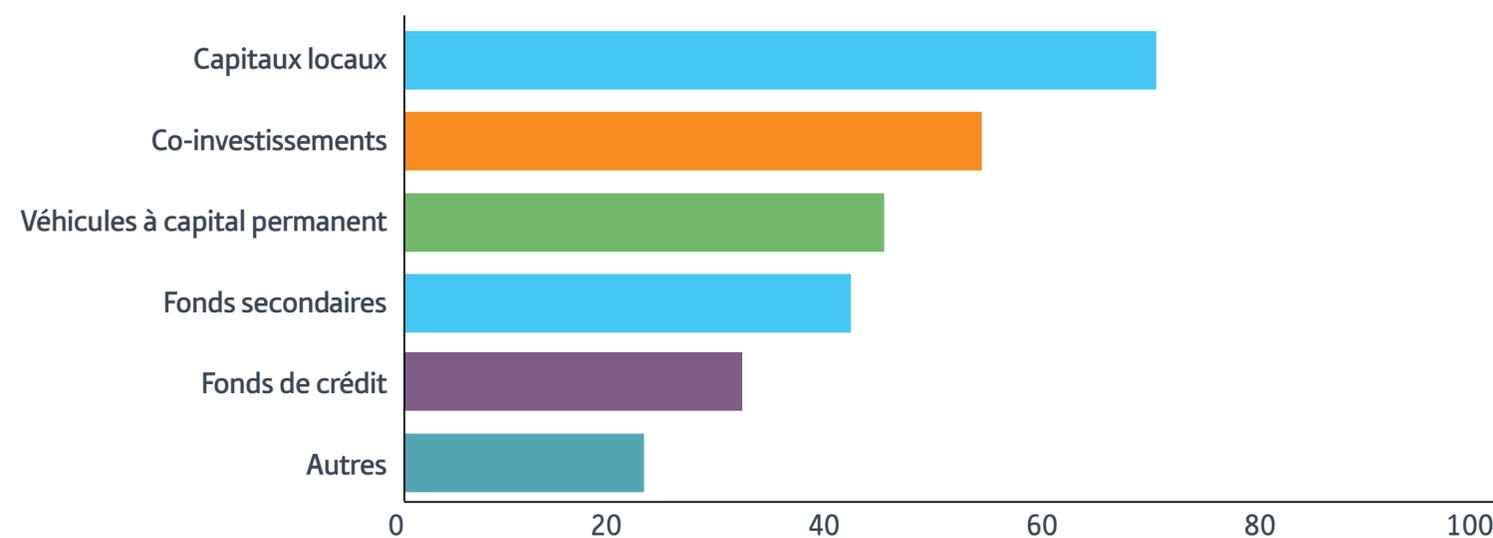
4 000 tonnes des 160 000 tonnes de mangues qu'elle produit par an. Le PE peut contribuer à la mutation nécessaire de l'industrie africaine, en englobant des segments autres que les produits traditionnellement exportés comme le cacao. Le défi à venir sera de sensibiliser les investisseurs institutionnels africains au rôle que le PE peut jouer en Côte d'Ivoire et, plus largement, en Afrique occidentale francophone. Actuellement, les investissements en PE dans la région sont faibles, en grande partie à cause d'un manque de compréhension de la classe d'actifs du PE, d'où un manque de confiance dans ce segment d'investisseurs par rapport aux investisseurs en dette. Cette situation a freiné les industries qui, pour la plupart, dépendent uniquement des banques pour leur financement. Afin d'offrir des produits alimentaires et des services de qualité aux populations africaines et de favoriser le renforcement de l'écosystème industriel, les fonds de PE et les banques doivent coopérer dans une bien plus large mesure. Ensemble, ils disposent des moyens financiers et des connaissances nécessaires pour soutenir les champions industriels de demain.

Stratégies et adaptation

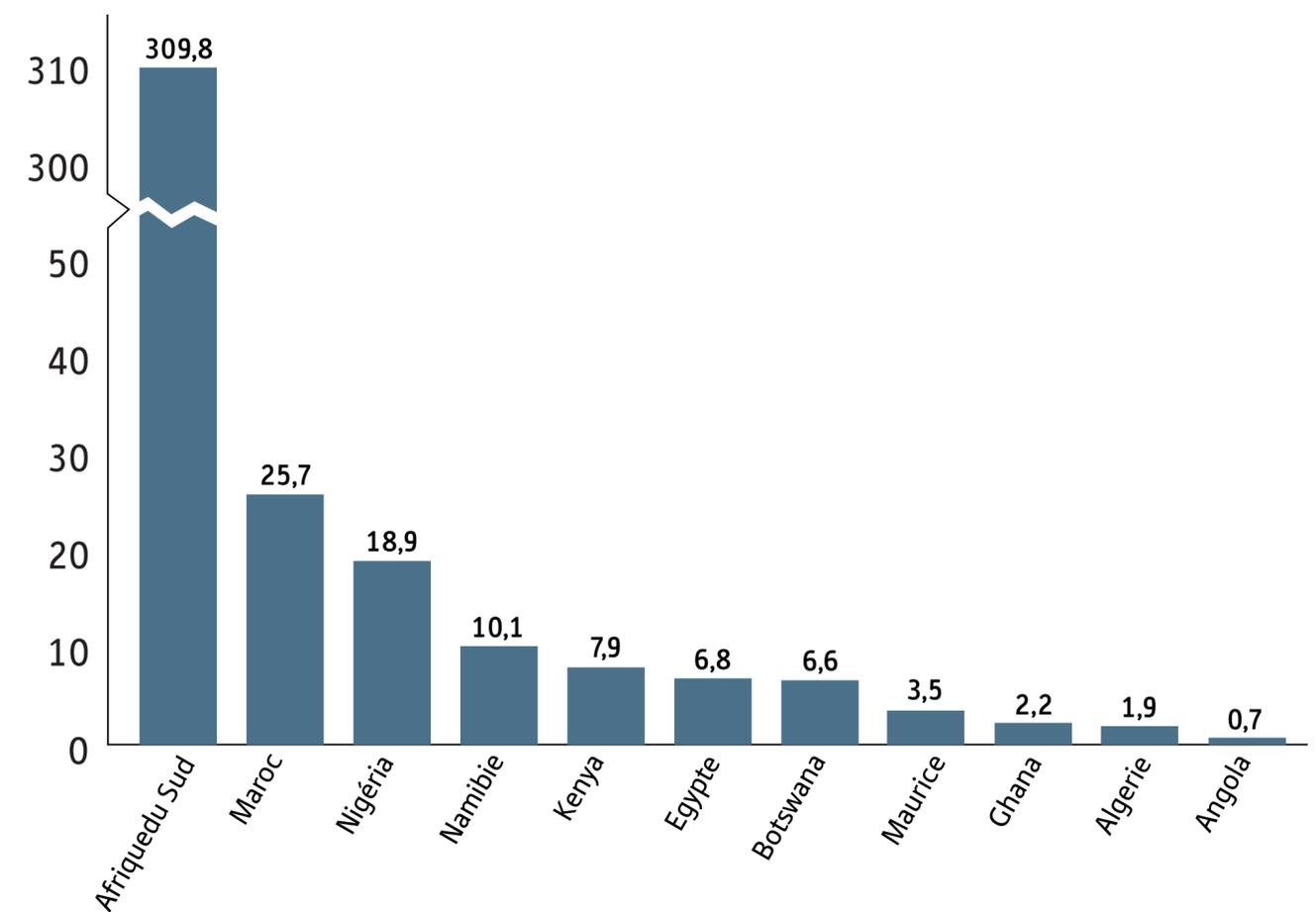
Néanmoins, la dernière enquête de l'AVCA a montré qu'une majorité de LP (69 %) pense que les capitaux locaux catalyseront le PE en Afrique. Parmi eux, 91 % prévoient d'augmenter ou de maintenir leur allocation de PE en Afrique jusqu'en 2022, et 59 % prévoient d'augmenter le nombre de relations avec les GP en Afrique au cours de cette période. Si les fonds de pension disposent de certains des plus importants actifs sous gestion, d'autres financements domestiques

pourraient fournir l'élan nécessaire. « Nous nous attendons à une augmentation du financement domestique, principalement de la part de fonds publics comme le fonds d'investissement souverain du Nigéria », a déclaré Ishmael à OBG. « Les initiatives de VC et de PE du secteur public feront avancer la prise en compte du secteur et stimuleront une certaine activité, mais dans l'immédiat, il est peu probable que les fonds de pension modifient rapidement leur profil de risque ».

Quels sont les développements que les LP attendent pour catalyser le PE en Afrique ? (% des répondants)



Total des actifs des fonds de pension par pays* (milliards de dollars)



*dernières données disponibles

En collaboration avec

AVCA 20 YEARS
PROMOTING PRIVATE INVESTMENT IN AFRICA



Brightmore Capital



SANGO



EZDEHAR®



ascent

AFRICA50





Team

Bernardo Bruzzone
Rédacteur Régional pour
l'Afrique

Karine Loehman
Directrice Générale pour
l'Afrique

Rik Moors
Chercheur Principal

Emilie Wilson
Directrice du Projet

*Ce rapport a été initialement
publié en anglais en novembre
2020 et postérieurement traduit
en français en octobre 2021*